

50 Cms



NOVEMBRE ET DÉCEMBRE.

FRIBOURG, VALAIS

ET

LA PREMIÈRE DIVISION.

Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010046529

TA 535



1908



1852

IMPRIMERIE STÄMPFLI A BERNE.

NOVEMBRE ET DÉCEMBRE 1847.

FRIBOURG, VALAIS

ET

LA PREMIÈRE DIVISION,

PAR

L. RILLIET-DE CONSTANT,

Colonel fédéral.

AVEC LE PLAN DES ENVIRONS DE FRIBOURG.



« La vérité, rien que la vérité. »

BERNE,
CHEZ C. STÄMPFLI.
1848.

|| ZÜRICH,
CHEZ FRÉD. SCHULTHESS.
1848.

TA 535

AVANT-PROPOS.

Dans un État monarchique, que le gouvernement soit absolu ou constitutionnel, les officiers appelés au commandement des troupes sont à la nomination du prince, et ils ne doivent compte qu'à lui seul de l'usage qu'ils ont fait du pouvoir dont ils ont été revêtus. Si l'opinion s'élève injustement contre leurs procédés, si la presse les dénigre, si la malveillance dénature leurs actes, le prince est là pour les soutenir. Leurs œuvres sont ses œuvres; aussitôt qu'il ne les repousse pas, qu'il ne les reprime ou qu'il ne les punit pas, il en devient solidaire. Son pavillon les couvre. Indifférents aux blâmes inconsiderés, ils n'ont à répondre de leurs faits qu'à Dieu, à leur conscience et à leur souverain; mais à celui-ci ils doivent un compte exact et rigoureux.

Notre position, à nous officiers de la Suisse, a beaucoup de rapports avec celle que je viens de décrire.

Nous aussi ne sommes comptables qu'envers Dieu, notre conscience et notre souverain; nous leur devons un compte sévère, et nul de nous ne veut y échapper.

Mais ce souverain, ce n'est pas dans un palais que nous pouvons le trouver; ce n'est pas dans une

audience intime et particulière, ce n'est pas dans un rapport secret que nous pouvons lui donner, sur notre conduite, les détails qu'il est en droit de nous demander. Ce n'est pas même dans le sein d'une Diète ou d'un Grand-Conseil, ce n'est pas dans le salon d'un général que nous le rencontrons.

Ce souverain, il n'est pas dans un lieu déterminé ; il est partout ; il a des milliers d'oreilles pour entendre ; des milliers d'yeux pour examiner. Aussi recueille-t-il bien des bruits divers, voit-il bien des choses sous des aspects différents ; cependant, quand on lui fait une exposition simple et claire, son sens droit et son jugement sain lui font toujours tôt ou tard découvrir la vérité. Il ne faut pas craindre de lui parler souvent, clairement, franchement. De tout ce qu'il recueille, il forme un résumé qui demeure opiniâtrement dans son esprit ; ce résumé est quelquefois erroné, mais il se modifie et il devient juste et exact.

Ce souverain, c'est le *peuple* ; ce résumé de tous les bruits qui frappent son oreille, c'est *l'opinion*. Si le peuple ne connaît pas les faits, si on ne laisse arriver à lui que des bruits inexacts ou mensongers, le peuple est trompé et l'opinion s'égare. J'estime donc que chacun a le droit et même le devoir de dire ce qu'il a fait, lorsque la chose publique y est intéressée.

Il a ce droit et je persiste à ajouter, ce devoir, en toute circonstance, en toute occasion, mais bien plus encore, lorsqu'il a pris une part, quelque faible qu'elle ait été, à des événements marquants dans les annales de la patrie ; lorsque les faits ont été rapides, précipités, lorsqu'ils ont été méconnus. Lorsqu'il sait enfin que d'autres s'occupent à décrire l'ensemble, il croit les servir, et certainement au

moins, il croit servir la vérité, en faisant abstraction de tout amour-propre, en exposant les faits dans toute leur simplicité avec leurs détails les plus minutieux, s'inquiétant peu si son récit est piquant, mais se bornant à le rendre vrai, en l'appuyant de documents officiels.

Telle a été mon intention en publiant ces pages.

J'ai voulu rassembler des matériaux pour des hommes habiles qui écriront le récit de cette campagne de quelques jours.

J'ai voulu encore autre chose ; j'ai voulu rétablir des faits controuvés et détruire des allégués qui ne reposaient sur rien.

Un simple rapport au général qui a commandé l'armée ne pouvait suffire. Je lui ai rendu compte personnellement de tout ce que j'ai fait et je lui ai adressé un rapport final.

Quel usage sera-t-il fait de tous ces documents ? je l'ignore. Mais quand ils devraient voir le jour, ce que je ne pense pas, les a-t-on attendu pour juger, pour déprécier, pour dénigrer ? Non. A Dieu ne plaise, que je veuille dire que les hommes à qui l'on a confié des commandements importants et épineux aient recherché des louanges, des honneurs et des récompenses. Non, et ceux qu'ils ont commandé peuvent se rendre cette justice ; ils ont été payés par le sentiment du devoir accompli ; leur croix, leurs médailles, leurs dotations, leurs couronnes, ce sont leurs souvenirs ; ils n'en veulent point d'autres, et sans vouloir rien dire d'irrespectueux pour personne, ils les prennent plus que quelques phrases banales à l'usage de tous les temps, de toutes les causes, de tous les événements.

Ils n'ont besoin que d'une chose, c'est de justice. Or, pour que justice se fasse, il faut con-

naître et l'on n'a pas connu. S'il n'y a pas eu de combats, il y a eu beaucoup de ces oiseaux sinistres qui suivent les troupes armées dans l'attente de la bataille ; ils ont corrompu l'air et caché le soleil.

Je forme le vœu sincère que tous ceux de mes camarades qui ont exercé un commandement, un peu notable, prennent le même parti que moi, qu'ils écrivent ce qu'ils ont fait et qu'ils l'appuient de pièces officielles ; de l'ensemble de ces récits sincères résultera de véritables documents historiques. Quelqu'écrivain de talent s'en emparera ; on aura l'histoire de cette campagne et ce sera par l'étude des détails que se formera un jugement éclairé.

Il ne faut pas le redouter. Après cet examen, peut-être ne s'écriera-t-on pas : *l'armée a bien mérité de la patrie !*

Mais on dira : *l'armée a fait ce qu'elle a pu et ce qu'elle a su, et la première fois elle fera mieux encore !*

Cependant, je le sais, il se trouvera des censeurs qui blâmeront ce genre de publications. Il y a des gens très-jaloux de leur liberté de dire, d'écrire, de *communiquer*, qui trouveront mauvais que nous communiquions à notre tour ; ils réclameront en faveur du mutisme militaire. Il ne faut pas se laisser émouvoir par ces critiques. Rentrés dans la vie de citoyens, nous reprenons les droits de citoyens, et il serait trop commode de juger les autres sans leur permettre de dire un mot.

Aux motifs généraux que je viens d'indiquer pour justifier la publication de ce petit écrit ; il en est un qui est particulier à la première division.

Cette partie de l'armée a été toujours isolée pendant cette campagne, elle a été tenue à l'écart du soleil vivifiant de l'État-major général. Les bulletins

ne l'ont guère mentionnée ; les instructions qu'elle a reçues ont été conçues pour la plupart au point de vue négatif.

Les instructions positives adressées à celui qui la commandait peuvent se résumer en ceci : *faites comme vous pourrez*. Lorsque , poussant jusqu'aux dernières limites le scrupule de ne pas vouloir paraître agir seul devant Fribourg , un combat d'avant-garde s'engagea à l'insu du commandant de la première division, on cria à la violation d'un armistice , et lorsque l'on a reçu les rapports les plus circonstanciés , on se garde bien de rectifier l'opinion égarée. On agit de même lorsque cette opinion, plus injuste encore, impute à la première division des désordres qu'elle a réprimé , qui ont été exagérés , qui n'auraient eu aucun retentissement si , par le désir de laisser dans l'ombre des faits qui ont pu se passer ailleurs, on n'avait eu soin de mettre, ou de laisser mettre en relief les prétendus excès commis à Fribourg. Puis donc que ceux qui pourraient parler ne le font pas , parlons nous-mêmes , au risque des fausses interprétations , au risque plus certain d'être ennuyeux. Mon récit, en effet , sera une suite de minutieux détails , de détails essentiellement militaires ; il n'aura d'autres mérite que l'exactitude et la vérité , et je ne demande pas mieux que de provoquer des rectifications.

La première division a eu trois phases distinctes dans sa courte existence ; sa formation , son action dans le canton de Fribourg , son action dans le canton du Valais.

J'ai suivi ces phases dans l'exposé des faits.

J'aurais pu rendre ce récit beaucoup plus piquant en ayant recours à l'un ou à l'autre des moyens suivants.

En donnant beaucoup de détails sur les faits particuliers, en recueillant et en colportant des anecdotes plus ou moins authentiques ou en faisant du scandale. Je n'avais pour cela qu'à puiser dans ma volumineuse correspondance, où j'aurais retrouvé des lettres bien extraordinaires. Et vraiment, je ne puis assez m'étonner de la faculté d'oublier dont certains hommes ont le bonheur d'être doués. On peut toujours nier une conversation; mais une lettre, comment oublier qu'on l'a écrite?

Qu'on se rassure, je n'en ferai rien, j'aime mieux que la couleur de mon écrit soit pâle, plutôt que de l'animer par des teintes vives en trahissant la confiance que l'on a mise en moi.

Si j'ai été embarrassé dans le choix des pièces que je voulais joindre à ma narration, c'était l'embarras des richesses; je me suis borné aux plus essentielles et à celles qui avaient un rapport plus direct avec ce récit. J'y ai joint des états du personnel pour faire connaître quelle avait été la situation réelle de la première division. La table des matières indiquera la nature des pièces et le numéro qu'elles portent.

Je termine par quelques observations sur les différentes armes et les différents services. Il me semble que nous avons été assez forts pour oser nous dire la vérité et pour l'exposer franchement. Qu'elle est la compensation aux maux qu'entraîne la guerre? c'est de servir à l'instruction de l'avenir.

J'aurais pu enfin, soulevant le voile qui enveloppe certains actes, faire un tableau piquant et instructif des délibérations inofficielles de la majorité de la Diète. Il faudra bien que ces pages de notre histoire s'écrivent un jour; je ne renonce pas à le faire, il faut que l'on sache comment se préparent les grands

événements et les grands hommes, je suis en mesure de le raconter. Mais le moment n'est pas venu; réglons notre affaire militaire et gardons nos révélations pour un temps meilleur.

Ces récits auront assez de valeur pour mériter de faire le sujet d'un écrit spécial; ils seront aussi un document précieux pour l'histoire; un sujet de médiations et d'étude pour les penseurs.

Nous nous plaignons souvent à bon droit que les étrangers nous jugent sans nous connaître, sans daigner s'enquérir des faits qui nous concernent; — et nous-mêmes, nous connaissons-nous bien? Savons-nous toujours comment les choses se sont passées? Savons-nous, si tel blâme est mérité, si telle réputation est légitime? Nous sommes, tout autant que d'autres, moutons et routiniers; que le signal de la critique ou de la louange soit donné quelque part avec adresse; chacun le répète à l'unisson, sans examen. Avec ce mode de procéder on fait du bruit dans le monde; mais on ne fait ni de la vérité, ni de l'équité. Passe encore, lorsque l'exagération de l'éloge, les réputations usurpées font du bien à celui qui recueille l'encens, et ne font pas de mal à autrui, mais les blâmes immérités ou controuvés ne font de bien à personne, et font beaucoup de mal à celui qui y est exposé. Il est donc légitime de s'en défendre de la seule manière convaincante, par l'exposé des faits.

Que l'on ne croie pas cependant que, censeurs chagrins, nous attribuions toujours les inexactitudes à un désir prémédité de tromper; non, elles résultent bien plus souvent de la légèreté, de la crédulité, du défaut d'examen; mais elles n'en subsistent pas moins, et quelquefois, on se prend à se dégoûter de l'histoire, lorsque l'on voit que sur les faits ou

l'on à été acteur ou témoin, on a tant de peine à connaître la vérité toute entière.

Il faut donc exposer, sans amour-propre d'auteur, les détails, afin que plus tard on puisse se former une idée assez nette de l'ensemble.

Enfin, s'il est vrai, comme nous venons de le dire, que la louange inconsidérée des individus soit innocente, les louanges imméritées des peuples sont une faute, sont un tort envers les peuples eux-mêmes qu'on engage dans une fausse voie.

Ce tort, j'ai pu le commettre, le prisme décevant de l'amitié et l'enthousiasme pour la cause m'ont fait écrire plusieurs choses que je n'écrirais plus aujourd'hui. J'ai trop cru sur parole; toujours sincère dans mes exposés, je me suis trop hâté peut-être de tirer des conséquences, je suis bien décidé à l'avenir à ne plus écrire que sur ma table et non sur la table des autres. L'épreuve, m'a bien fait connaître qu'au milieu de tant de fluctuations il n'y a qu'une chose prudente; c'est de croire à l'intérêt des partis; mais de n'avoir aucune confiance, dans leur reconnaissance, ou dans leur attachement.

Novembre et Décembre 1847.

FRIBOURG, VALAIS

ET

LA PREMIÈRE DIVISION.

La première Division de l'armée fédérale dans la Campagne d'automne 1847 a opéré constamment à part. Il y a eu dans sa formation et dans sa destination des circonstances particulières, on s'est livré à des appréciations très-diverses sur la conduite de son Chef.

On trouvera donc naturel que celui-ci, appuyé sur les documents officiels qu'il possède, donne un exposé succinct des faits auxquels il a pris part, exposé qui n'aura d'autre mérite que celui de l'exactitude. Ce compte rendu pourra servir de matériaux pour l'histoire; il n'a pas la prétention d'être lui-même un morceau historique.

Rappelons en deux mots comment l'appel aux armes s'est opéré.

Le 18 Octobre la Diète ajournée s'est réunie de nouveau: le même jour elle a décidé l'envoi de Commissaires auprès de chacun des gouvernements

faisant partie du Sonderbund; le 20 ils sont partis, emportant les dernières paroles de la Diète.

Ils n'ont été écoutés nulle part; le 22 la Diète a décidé l'appel des États-majors et la nomination d'un Général, le 23 elle a appelé à cette dignité M. Dufour, Quartier-maître-général de la Confédération. Le 24 Octobre elle a décrété la levée de 50,000 hommes, plus tard elle a appelé les réserves cantonales; dès-lors l'armée a été sur pied et répartie en cinq Divisions, puis une sixième a été créée dans le Tessin. J'ai été nommé au Commandement de la première Division.

Cette première Division a été formée par l'appel de l'État-major à Berne, résultat de l'ordre du 22 Octobre.

Il me paraît inutile de rappeler les conséquences de cet appel auquel répondirent, en ce qui concerne ma Division, outre le Commandant et son adjudant M. Engelhard, MM. les Colonels fédéraux F. Bourgeois et Veillon de Vaud et M. le Lieutenant-colonel Barman désigné comme adjudant de Division.

Par un ordre, sous la date du 24 Octobre, la Division se trouva composée comme suit :

Première Brigade,

M. le Colonel fédéral Rusca.

1 Bataillon d'infanterie de Vaud.

1 " " de Vaud.

1 " " de Genève.

Deuxième Brigade,

M. le Colonel fédéral Bourgeois.

1 Bataillon d'infanterie de Vaud.

1 " " de Vaud.

1 " " de Neuchâtel.

Troisième Brigade,
M. le Colonel fédéral Veillon.

- 3 - 1 Bataillon d'infanterie de Vaud.
1 " " de Vaud.
1 " " de Neuchâtel.

Première Brigade.

- 1 Compagnie de carabiniers de Vaud.
1 " " " de Vaud.

Deuxième Brigade.

- 1 Compagnie de carabiniers de Vaud.
1 " " " de Neuchâtel.

6. Comp. Carabiniers Troisième Brigade.

- 1 Compagnie de carabiniers de Vaud.
1 " " " de Neuchâtel.
1 Compagnie de cavalerie de Vaud.
1 " " " de Vaud.
1 " de sapeurs de Vaud.
1 Batterie de 6 H de Neuchâtel.
1 " d'obusiers 12 H de Vaud.
1 Compagnie de parc de Vaud.

J'étais chargé en même temps de préparer un projet de dislocation qui fut approuvé, suivant lequel ma Division, dont le Quartier-général devait être à Échallens, aurait appuyé sa gauche à Yverdon, sa droite à Vevey, occupant ainsi une ligne qui aurait passé par Lasarraz, Cossonay, Morges, Lausanne et dont la partie la plus avancée devait être Moudon. Les ordres furent expédiés en conséquence. Le but de cette première dislocation était, 1) d'éviter les points de contact avec le Sonderbund aussi longtemps

que l'on conservait l'espoir d'une pacification; 2) de ménager la partie du canton de Vaud voisine de Fribourg, partie qu'on devait nécessairement occuper lorsque l'on se porterait en avant.

M. le Colonel fédéral Rusca, qui devait commander la première Brigade, n'étant pas arrivé, je chargeai M. le Colonel Bourgeois de me précéder à Lausanne. Je lui donnai l'ordre 1) de pourvoir à la dislocation arrêtée; 2) suivant l'ordre du conseil de la guerre de faire réduire les Bataillons vaudois à l'effectif fédéral plus 8 ou 10 surnuméraires par Compagnie.

J'y joignais des directions particulières par l'inspection des corps de troupes et la manière d'utiliser le temps pour l'instruction. Je donnais communication de ces divers ordres pour ce qui la concernait à l'autorité supérieure du canton de Vaud en l'informant en même temps que le Général m'avait autorisé à accepter la formation d'une quatrième Brigade sur la frontière du Valais, dans le district d'Aigle, Brigade, dont les cantonnements s'étendraient de Bex à Montreux, en laissant au Conseil d'État de Vaud à désigner les corps qui devaient la former et en lui indiquant que j'accepterais comme Commandant de cette Brigade M. le Colonel Vaudois Nicollier. Ma dépêche à ce sujet est sous la date du 27 Octobre 1847. Elle était autorisée par la lettre du Général du 24 Octobre. Ce même jour je prévins ceux des Officiers de l'État-major que l'on mettait à ma disposition, de leur nomination et je leur donnai ordre de se rendre à Lausanne.

En rappelant ces mesures préalables, j'insiste sur la lettre du chef d'État-major du 24 Octobre*), elle contenait des pouvoirs très-étendus qui n'ont jamais

*) V. annexe Nro. 1.

été révoqués et j'en joins la copie comme pièce annexe en conservant l'original, me bornant à consigner ici dans le corps de cet ouvrage cette phrase qui se trouve en opposition directe avec une assertion émise au quartier général.

„Dès-lors vous êtes d'ors et déjà investi du Commandement des troupes dans les cantons de Vaud, de Genève et de Neuchâtel“ *).

Le 28 Octobre, je quittai Berne pour me rendre à Lausanne en passant par Neuchâtel qui se trouvait ainsi placé sous mon Commandement militaire.

Ce même jour tous les députés de la Majorité et du Sonderbund réunis devaient tenter dans une conférence, une dernière conciliation.

J'écrivis au Général depuis Neuchâtel. Je lui appris le refus fait par cet État d'envoyer son contingent. Je l'en informai par une dépêche immédiate que je fis suivre le lendemain par une seconde dépêche datée d'Yverdon et dont je joins copie **) où je lui demandais l'autorisation de faire occuper immédiatement le canton de Neuchâtel.

Je lui indiquais les mesures d'exécution et je lui transmis le tout par une voie accélérée. Sa lettre du 30 m'annonça qu'il n'entrait pas dans mes vues; en même temps qu'il m'autorisait à acquérir des troupes vaudoises pour combler le déficit causé par le refus de Neuchâtel.

*) J'insiste sur cette phrase et je demande si après l'avoir lue on aura l'audace de soutenir, comme on l'a fait dans le grand Conseil de Genève, que le départ du second Bataillon de ce canton était le résultat d'un *mal-entendu*, et si je n'avais pas le droit de l'ordonner ainsi que l'exigeaient les plus étroites convenances, l'honneur du canton et le vœu du corps lui-même.

**) V. annexe Nro. 2.

Cette lettre que j'ai sous les yeux continuait à me donner des pouvoirs très-étendus et à-peu-près discrétionnaires, ils se resumaient dans cette phrase.

„Je m'en rapporte d'ailleurs à votre prudence
„pour agir au mieux suivant que les circonstances
„difficiles et extraordinaires où nous sommes vous
„éclaireront.“

Arrivé à Lausanne ce même jour 29 Octobre, j'appris par M. le Colonel Bourgeois que la dislocation projetée et la réduction des troupes sur le pied fédéral rencontraient de grandes difficultés; on craignait par ces deux mesures, qui auraient fait reculer une partie des troupes et diminuer leur nombre, d'affaiblir l'élan admirable qui se manifestait de toutes parts dans le canton de Vaud. Je pris donc sur moi de modifier sur ces deux points les dispositions convenues, j'en prévins le Général qui m'approuva formellement. Dès ce moment je m'occupai activement de l'organisation des États-majors, du personnel et des Brigades.

Je pourvus à des commandements importants qui n'étaient pas remplis, tels que celui du Commandant d'artillerie, par l'appel de M. Desloës remplacé plus tard par les Majors Wenger et Borel. Sous cette date je n'avais ni Commandant d'artillerie, ni Officier du génie, ni Commissaire des guerres, ni médecin de division. Il n'y avait pas une ambulance organisée.

Je portai mon attention spéciale sur l'organisation de la Brigade d'observation à la frontière du Valais.

Dès le 29 à minuit je transmis à son Commandant des instructions positives, je renforçai cette Brigade par un bataillon et une batterie. Dans ces dispositions comme dans toute autre, j'ai été constamment, puissamment aidé par le zèle du Gouver-

nement Vaudois dont il y avait toujours bien plus à refuser qu'à solliciter les secours.

Ce corps du Valais m'a fort occupé ; chaque jour, on m'accablait de renseignements qui tendaient à faire croire à une attaque de la part des Valaisans et d'autre part, je suis forcé de le dire, le Commandant de cette Brigade ne paraissait pas avoir parfaitement compris qu'il était exclusivement sous mes ordres, que j'étais seul responsable et qu'il avait à les exécuter sans restriction. Je me rendis le 31 à Aigle et je fis une reconnaissance, spécialement sur le point de Lavey.

J'en rendis compte au Général par ma lettre du 1 Novembre en y ajoutant la proposition à laquelle j'étais amené, par l'examen des dispositions extrêmement hasardées, prises par le Commandant des troupes Valaisannes, savoir de l'attaquer à l'improviste, de chercher à le couper et dans tous les cas de le rejeter au delà de la Dranse, opération immanquable et qui nous donnait une grande facilité pour nos opérations ultérieures. Par sa lettre du 2 Novembre le Général approuva toutes mes idées, sans toutefois en autoriser l'exécution.

Je rappelle cette lettre du 2 Novembre parce qu'elle confirme une observation faite plus haut relativement au droit qui m'était donné de disposer des réserves cantonales et c'est pour cela que je l'annexe aussi à cette relation *).

Dès le premier de ce même mois, je m'occupai de l'inspection des divers corps composant ma Division, du 1 au 7 j'ai vu à Lausanne, à Échallens, à Yverdon et à Moudon, etc. les divers corps de troupes placés sous mes ordres, à l'exception de la

*) V. annexe Nro. 3.

Brigade d'Aigle, que je n'eus pas le temps de voir en détail. Pendant ce temps je continuai l'organisation des différents services administratifs et militaires. M. le Colonel Rusca était arrivé dès le 1 Novembre, et avait été acheminé immédiatement à son quartier général de Vevey. Celui de M. le Colonel Bourgeois était à Moudon. M. le Colonel Frédéric Veillon était à Yverdun et le quartier général de la Division à Lausanne; l'artillerie à Yverdun, Échallens, Lausanne, Villeneuve et Aigle; la Compagnie du génie à Chésaux; les deux compagnies de cavalerie de manière à assurer la correspondance.

Jusqu'au 8 Novembre inclus, le chiffre des lettres expédiées, de l'État-major de la Division, non compris les ordres généraux ou particuliers, et la correspondance secrète s'est élevé à 142; ce qui fait une moyenne de 15 par jour; il serait fastidieux de donner un détail de toute cette correspondance, toutefois je ne recule point devant sa publication, elle attestera je l'espère, que si les lumières ont fait défaut, le zèle n'a pas manqué, elle servira à justifier qu'aucune des parties essentielles du service n'avait échappé à l'attention du Commandant de la Division. Sa tâche était au reste facilitée par l'approbation continuelle donnée à toutes ses opérations, par M. le Général et par M. le Chef d'État-major, et par le concours loyal et éclairé des Officiers placés sous ses ordres.

Je n'oublierai jamais la noble et généreuse animation de Lausanne pendant ces jours de préparation, le passage continu des troupes, la levée instantanée de ces bataillons de réserve, qui à leurs affaires à midi portaient à deux heures avec armes et bagages, et les jeunes élèves et les vieux volontaires qui s'exerçaient avec ardeur et la belle mu-

sique qui me gratifiait chaque soir de ses joyeux concerts, et le bateau à vapeur qui circulait chargé de troupes. Des sentiments généreux, des cœurs bien disposés, l'oubli de mesquines rivalités, de chétives querelles et Dieu éclairant tout cela par un brillant soleil; beaux moments, trop tôt passés.

Par sa lettre du 6 Novembre, le Général m'avait autorisé à faire occuper les enclaves Fribourgeoises; je confiai l'exécution de ce mouvement à la Brigade Nro. 3 en ce qui concernait les districts d'Estavayer et de Dompierre, et à la Brigade Nro. 2, pour le district de Surpierre, en traçant les instructions dont je rapporte ici la teneur *).

Ce mouvement s'exécuta avec une régularité parfaite et l'occupation des enclaves eut lieu sans coup férir.

Par ce mouvement qui était un véritable sur la droite en bataille, la troisième Brigade pivotant sur sa droite se retrouva le 6 Novembre au soir en bataille face au canton de Fribourg, depuis Granges à Avenches, appuyée à droite par la deuxième Brigade qui s'étendait de Surpierre à Mézières; l'une et l'autre soutenues par les réserves des districts où l'on venait d'entrer. Je ne donne pas ici le détail des ordres du jour, des proclamations aux populations et des ordres de marche que j'adressai à qui de droit, toutes ces pièces formeront les annexes du présent exposé et je me bornerai ici à établir simplement la chaîne des événements.

Tandis que les mouvements de la deuxième, de la troisième et de la quatrième Brigade (celle d'Aigle) étaient ainsi réglés; la première, dont le quartier général était à Vevey avait éprouvé un incident fâ-

*) V. annexe Nro. 4.

cheux dans son Commandement. M. le Colonel Rusca qui n'était arrivé que le 2 Novembre à Vevey, me fit connaître dès le 4 de ce même mois, que l'état de sa santé ne lui permettait plus de continuer le Commandement; je compâtais sincèrement au chagrin qu'éprouvait ce brave militaire, sur le zèle et l'expérience duquel je fondais le plus grand espoir. J'en informai sans retard M. le Général, il me répondit qu'il désignait M. le Colonel A'Bundi pour remplacer M. Rusca, mais déjà et en vertu de l'autorisation qui m'avait été donnée de requérir du canton de Vaud tout ce qui m'était nécessaire, j'avais profité des offres que m'avait faites M. Charles Veillon nouvellement nommé Colonel fédéral, je l'avais attaché à l'Etat-major. Le mouvement de la première Brigade devait commencer le 9 et n'ayant le 8 aucune nouvelle de l'arrivée de M. A'Bundi, je n'hésitai pas à confier le Commandement de cette Brigade à M. Charles Veillon qui se rendit immédiatement à Vevey, dans des circonstances qui n'étaient pas faciles; il allait prendre le Commandement de troupes qu'il n'avait point vues, pour leur faire opérer immédiatement un mouvement offensif. Je n'ai que des éloges à donner à la manière dont il l'a exécuté.

Le 9 je portai mon Quartier-général à Moudon d'où j'expédiais: 1) les ordres de marche dont ci-joint copie, pour les trois premières Brigades, et qui avaient pour objet de faire arriver la Division, par tiers entre Avry et Posieux, à une lieue de Fribourg, le 12 Novembre, à midi, je dirai plus loin comment fut exécuté ce mouvement qui s'étendait d'Yverdon à Vevey. Je cherchai à prévoir autant que possible tous les cas et indépendamment des mots d'ordre transmis par l'Etat Major-général, je déterminai des signes de ralliement et de reconnaissance

que les brouillards épais qui regnaient depuis quelques jours rendaient nécessaires *).

En même temps j'adressai à M. le Colonel Nicollier, Commandant de la quatrième Brigade, les instructions dont ci-joint copie **). Je ne dissimulerai point que je prenais beaucoup sur moi en ordonnant un mouvement offensif, comme conséquence nécessaire d'une réussite ou d'un échec devant Fribourg. Je livre l'appréciation de cette partie de mes ordres, comme de tout le reste, au jugement éclairé de tous ceux qui pourront prendre connaissance de cet exposé. Pendant les deux jours que je passai à Moudon, je m'occupai d'un objet qui suivant les instructions que j'avais reçues, se rattachait aux opérations dont j'étais chargé. Je veux parler du service d'informations et de renseignements que j'avais établi à l'intérieur du Canton de Fribourg, des otages qui avaient été pris où qui devaient l'être dans les localités occupées. Sur le premier point une discrétion que l'on comprendra, m'empêche de livrer à la publicité, les documents que j'avais recueillis. Mais je les conserve, ils pourront un jour faire la preuve, avec mille autres faits de ce genre, que les vues et les opinions des hommes varient beaucoup, suivant la position qu'on leur a fait, où qu'ils se sont fait à eux-mêmes.

Quand aux otages, les ordres les plus précis avaient été donnés, pour qu'ils fussent restreints au plus petit nombre possible, traités avec égards, et qu'il n'y

*) Les signes de reconnaissance de nuit et en cas de brouillards étaient :

- a. le cri de guerre prononcé une fois;
- b. cinq coups de baguette;
- c. s'il n'y avait pas de tambours, cinq coups dans la main;
- d. répéter cinq fois de haute voix le nombre UN.

**) V. annexe 5.

fût compris aucun ecclésiastique; ces ordres ont été suivis et je veillais personnellement à leur exécution à Moudon, pour les otages pris dans les districts d'Estavayer et de Surpierre. Je les fis tous relâcher immédiatement après l'occupation de Fribourg et je n'ai reçu aucune plainte de leur part pour le traitement qu'ils ont éprouvé.

Je donne aux pièces annexes, l'état et la composition de ma Division le 10, au soir *). J'avais à cette époque expédié plus de deux-cent lettres, instructions et ordres. Ce même jour la première Brigade, commença son mouvement en exécutant littéralement l'ordre qui lui avait été transmis; elle ne rencontra aucune résistance, son avant-garde fut établie à Semsale le 10, au soir.

Le Bataillon de réserve Chablais, qui opérait du district de Château-d'Oex sur la haute Gruyère, fut arrêté au passage de la Tine par les abattis et entassements de rochers, qui y avaient été accumulés. Mais les quelques hommes du landsturm fribourgeois, qui paraissaient disposés à défendre le passage, furent paralysés par l'arrivée des braves volontaires de Vevey, de Montreux et de Lausanne, qui traversant le col de Jaman, se portèrent sur Allières et Montbovon et travaillèrent de ce côté à rétablir les communications, ce qui ne tarda pas à s'effectuer.

Le 11, au matin, la seconde Brigade avec laquelle marchait l'État-major de la Division, commença son mouvement. La route directe de Moudon à Romont par Lucens étant très-mauvaise ne fut suivie que par

*) Annex 6, 7, 8, ordres de marche;

» instruction pour la marche des colonnes.

» 10, l'état de la Division.

un Bataillon d'infanterie. La colonne principale avec laquelle marchaient deux Batteries et la cavalerie, se porta sur Rue, où elle n'arriva qu'à près de 11 heures; un brouillard épais, des renseignements contradictoires sur l'état du pays, et l'inexpérience du premier jour rendirent le marche assez lente. Rue était abandonné par la plus grande partie de sa population virile et l'on sût dès ce moment, que tout le land-sturm se concentrait à Fribourg. Dès lors on put entrevoir: 1) qu'il régnerait une grande confusion dans la défense; 2) que les mesures de désarmement pour lesquelles une instruction exacte avait été tracée, n'amèneraient pas un grand résultat.

Après une halte, la colonne continua sa route sur Romont, elle fut remplacée immédiatement à Rue, par le Bataillon de réserve Muret, qui devait occuper le district. Elle marchait dans un ordre parfait, le service d'éclaireurs se faisait avec une régularité exemplaire. L'aspect du pays était triste et solennel, tous les villages étaient abandonnés, à peine quelques femmes s'y montraient-elles. Elles étaient cependant bientôt rassurées par la conduite des troupes, qui fut constamment au-dessus de toute élogé, n'exigeant rien, payant tout ce qui leur était donné et cherchant par des attentions délicates à encourager et à rassurer ces pauvres gens.

C'est ainsi que la colonne sans être inquiétée nulle part arriva vers trois heures de l'après-midi à Romont. Nous apperçumes de loin le Drapeau fédéral, qui flottait sur les tours de la ville, une députation en sortit et vint m'annoncer que les autorités fribourgeoises s'étant retirées, la bourgeoisie de Romont déclarait adhérer complètement aux arrêtés de la Diète, et qu'elle réclamait conformément aux promesses faites par cette assemblée, la protection de

la Confédération. Je la lui garantis, au nom des troupes que je commandais et après un échange de paroles cordiales et bien senties, nous entrâmes à Romont aux acclamations de ses habitants. Cette scène se passait à la droite de la Division, devant une Compagnie de grenadiers : „N'avez vous pas trouvé „les grenadiers bien silencieux?“ me dit un officier d'État-major. „En effet,“ lui dis-je, „savez-vous „pourquoi? ils pleuraient tous.“

Le Bataillon Raymond (de Vaud) qui s'était dirigé directement par Prévonnoloup, sur le village de Bilans, près duquel il était en bataille se joignit à la Colonne qui cantonna à Romont et lieux circonvoisins; je poussais mon avant-garde, jusqu'à Villa Saint-Pierre.

Toutes les précautions de sûreté furent observées pour la nuit, qui ne fut point troublée.

La communication entre la première et la seconde Brigade était établie par des estafettes à cheval. Ce fut par ce moyen que je fus prévenu pendant la nuit que la première Brigade occupait Bulle, ayant son avant-garde à Wuipens et son arrière-garde à Vorus (Vaul ruz).

Le 12 le mouvement continua. M. le Colonel Duplessis arrivé le soir à mon État-major pris le commandement du Corps de sûreté, qui marcha beaucoup plus lestement qu'il ne l'avait fait la veille, malgré un épais brouillard, qui ne se dissipa que vers le milieu du jour. La marche n'offrit pas plus d'obstacles que le jour précédent, nonobstant les bruits que l'on faisait courir de mines pratiquées, de routes occupées et d'abattis. Les villages offraient le même aspect d'isolement. Lorsque nous y entrions, nous n'y trouvions personne; puis les femmes sortaient peu-à-peu de leurs cachettes, attirées par l'argent que

nos soldats ne ménageaient pas, et lorsque nous quittons le village, nous étions suivis par un long cortège qui n'avait rien d'hostile: „Hélas, tous nos „hommes sont perdus,“ me disait une pauvre femme, qui voyant nos troupes en si bonne tenue, ne croyait pas qu'on pût leur résister.

La Colonne atteignit Néyrüz un peu avant midi, c'était là que je me proposais d'établir la seconde section d'ambulance. A peine étions nous dans ce village qu'une alerte fut donnée. J'avais fait forcer la marche à l'avant-garde pour qu'elle pût occuper Matrâns à midi, afin d'assurer la jonction entre la première et la troisième brigade. Cette alerte était causée par la vue d'un Corps de troupes nombreux, sur les hauteurs qui dominent Matrâns. On crut d'abord que c'était une Colonne fribourgeoise, mais on ne tarda pas à reconnaître, que c'étaient les troupes de M. le Colonel Frédéric Veillon, qui se trouvait au rendez-vous donné à l'heure précise.

Le spectacle de cette belle Colonne, qui débouchait d'Avry était fort imposant. M. le Colonel F. Veillon était parti le matin de Payerne, après avoir fait occuper Montagny la veille, il avait suivi la route de Séezdorf, en faisant éclairer celle de Bel-faux par un bataillon d'infanterie et une compagnie de carabiniers et il était venu de sa personne prendre mes ordres à Matrâns. L'exactitude de M. F. Veillon était d'autant plus louable qu'il avait trouvé la route obstruée par des abattis et qu'il lui avait fallu du temps pour la débayer. Il fut entendu qu'il bivouaquerait à Avry, rappellerait son bataillon de Bel-faux pour le placer à Corminbœuf, et qu'il enverrait immédiatement de ma part au grand Quartier-général prévenir de notre arrivée le Général-en-

chef, qui d'après la lettre de M. le Chef d'État-major, du 6 Novembre devait se trouver vers le milieu du jour dans ce village *). Je donnait ordre à la seconde Brigade et au parc de bivouaquer autour de Matrans où j'établis mon Quartier-général. Mes avant-postes furent placés en avant de Matrans sur la route de Villars. Si dans ce moment là, la première Brigade fût arrivée à sa destination, j'aurais immédiatement occupé Villars, mais elle avait été retardée par l'arrivée de M. le Colonel A'Bundi la veille au soir. Ce passage de Commandement avait fait perdre une ou deux heures, vers 3 heures, nous entendîmes les tambours de la Brigade, qui s'arrêta à une ferme située auprès du pont de la Glane.

M. le Colonel Charles Veillon se rendit de sa personne à mon État-major. Bientôt un épais brouillard et la nuit qui approchait arrêtaient tout mouvement pour le reste de la journée. Je n'en n'aurais d'ailleurs point opéré, avant le retour de l'Adjudant que j'avais envoyé à Grosley au Quartier-général. Les bivouacs s'établirent avec facilité, en causant aussi peu de dommages que possible aux habitants; dommages qui auraient été encore amoindris, si les hommes fussent restés dans leurs demeures. Le service de sûreté continua à être commandé par M. le Colonel Duplessis, et fut établi avec beaucoup d'intelligence. La troupe était gaie et bien disposée et tout annonçait qu'une attaque sur Fribourg au point du jour, serait couronnée de succès. Si l'on avait besoin d'une nouvelle preuve de ces dispositions militaires innées chez les Suisses, on la trouverait dans l'intelligence et la promptitude avec lesquelles ils s'organisent au bivouac.

*) Annexe numéro 11.

En me rappelant nos anciens bivouacs de 1812 et de 1813, j'admiraïs comment les soldats de la première division savaient s'arranger, en commettant le moins de dégâts possibles. Dans les premières heures de la soirée, l'aspect des bivouacs était réjouissant, j'en parcourus plusieurs, et je remarquai combien cette vie inspire les soldats; ils étaient beaucoup plus gais, plus entrain; leurs réparties étaient vives et promptes. J'avais fait allumer un feu pyramidal devant mon quartier-général, pour en désigner l'emplacement, et l'excellente musique de Lausanne qui nous avait suivi et qui jouait autour du feu, donnait un air de fête à cette soirée. Mais un épais brouillard d'automne qui se convertit en pluie, assombrit un peu le tableau, sans rien ôter à la résolution des hommes, au contraire, elle leur donnait un plus grand désir de se mettre en mouvement. La première brigade bivouaquait en colonne serrée, la seconde en ligne; je crois qu'un bon système serait de bivouaquer en colonne par divisions à distance de pelotons, en établissant les feux par divisions paires et impaires à droite et à gauche de la colonne; il n'y aurait pas de confusion: chacun serait au premier appel derrière ses faisceaux, et en serrant sur la première ou sur la dernière subdivision, le bataillon serait immédiatement en colonne serrée.

L'adjudant de M. F. Veillon ne revenant pas de Grosley, j'écrivis à 9 heures du soir à M. le Général, la lettre que je joins ici textuellement.

A M. le Général Dufour.

Matrans, 12 Novembre 1847.

Mon Général,

Je suis arrivé à Matrans ce matin à 2 heures; à la même heure précisément, la brigade de M. F. Veillon,

celle de gauche, entraît en ligne; ce spectacle était très-beau.

La brigade de droite est arrivée quelques heures après; elle a été retardée par le changement de commandement, M. A'Bundi étant arrivé hier au soir; dès-lors, M. Charles Veillon qui commandait bien, a dû remettre le commandement, aussi la brigade n'est-elle arrivée qu'à la nuit.

Maintenant, mon Général, j'attends vos ordres; si vous désirez que je me rende à votre quartier-général, je le ferai aussitôt; s'il vous est plus agréable que j'attaque, je me jetterai sur Fribourg à la pointe du jour.

Ma division est bien disposée, j'ai été reçu hier à Romont avec le drapeau fédéral et les soldats se sont conduits de Rue ici d'une manière exemplaire; ce soir nous avons le laisser-aller inséparable d'un bivouac.

Agréez, mon Général, mes salutations empressées.

(Signé) Louis RILLIET.

Cette lettre demeura sans réponse et M. F. Veillon me fit prévenir dans la soirée que son adjudant n'avait pas trouvé le Général à Grosley. La nuit se passa paisiblement, les distributions purent se faire avec régularité; il y eut quelques coups de fusil tirés aux avant-postes, mais sans qu'on pût savoir, à cause de l'épaisseur du brouillard, s'ils étaient dûs à la présence de quelques landsturms où s'ils provenaient de méprises, ce qui est naturel chez des troupes novices dans le service d'avant-postes.

Vers le matin il commença à pleuvoir; un peu avant le jour je fis faire une reconnaissance, jusqu'à Villars, par un officier d'Etat-major. En même temps

j'écrivais la lettre suivante au Général à 6¹/₂ heures du matin.

A M. le Général Dufour.

Matrans, le 13 Novembre 1847,
au matin.

Mon Général.

Je vous ai adressé hier soir une dépêche pour vous faire savoir, que j'étais en position depuis un quart d'heure en avant de Matrans, jusqu'à Corminbœuf; le bataillon qui occupait Belfaux doit être rendu à Corminbœuf actuellement; mes avant-postes sont en avant de Matrans, on vous a cherché à Grosley, où devait être le Quartier-général; j'attends vos ordres avec impatience, les hommes et les chevaux souffrent du bivouac. Si l'on ne fait pas de mouvement en avant, il faut prendre une dislocation plus étendue avant la nuit. Si je n'ai pas de vos nouvelles d'ici à une heure je ferai occuper le bois de Cormanon et celui de *Bugnon*, dit de *Moncorps*.

Je viens d'envoyer une reconnaissance à Villars, il ne paraît pas qu'il y ait du monde là, je vais le faire occuper.

Agréé etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Ainsi que l'annonçait la lettre qui précède j'expédiai à M. le Colonel A'Bundi vers les 8 heures l'ordre suivant: „M. le Colonel, vous ferez occuper Villars „sur Matrans, ou sur Glane par votre bataillon de „droite, et une compagnie de carabiniers. Vous aurez „avec vous, M. le Colonel Veillon qui vous communiquera le reste de mes instructions. Je vous „ferai appuyer.“

Agréé etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Je me rendis moi-même auprès de cette Brigade, qui avait bivouaqué dans un mauvais terrain que la pluie de la nuit avait changé en marais; son enthousiasme lorsque je lui annonçai qu'elle allait se porter en avant, restera toujours dans mon souvenir. Avant de partir, j'avais adressé à M. le Colonel Frédéric Veillon, commandant la troisième Brigade les deux ordres suivants, l'un après l'autre. „Voici le premier : „Colonel, rappelez votre bataillon de Belfaux et „placez le à Corminbœuf, pour obéir littéralement „aux ordres donnés.“ Faites prévenir le Bataillon „bernois le plus rapproché, de votre position, et restez „en liaison avec lui, expédiez de nouveau à Grosley „et de là à Belfaux au grand Quartier-Général, qui „décidément doit y être.“

„Qu'on ne revienne pas sans un reçu, si je n'ai „rien d'ici à une heure, je vous ferai attaquer le bois „de Moncorps, mais attendez l'ordre, envoyez moi une „ordonnance.“

Agréez etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Second ordre expédié une heure après le premier : „M. le Colonel, vous ferez occuper la partie supé- „rieure et inférieure du bois de Moncorps. Ayez deux „bons guides; la colonne de droite que vous dé- „signerez pourra s'appuyer à la route de Séedorf à „Fribourg; elle ne dépassera pas la partie de la „lisière du bois qui est au-dessus de cette route, et „se prolongera le long de cette lisière. La colonne „de gauche, je la suppose partant de Corminbœuf, „fouillera le bois, et arrivera sur la crête supérieure, „qui se prolonge en avant de la lisière inférieure, „de manière à former une espèce de flanquement à „celle-ci, il ne faudra pas dépasser cette crête. Un

„bataillon et deux compagnies de carabiniers ne
„sont pas de trop, un demi-bataillon en éclaireurs,
„avec une compagnie de carabiniers. La seconde
„compagnie et le second demi-bataillon en soutient
„à bonne distance. Vous vous tiendrez prêt à ap-
„puyer le mouvement, et vous attendrez de nouveaux
„ordres. Quand le mouvement sera oppéré vous
„m'en ferez prévenir. De votre personne ne vous
„avancez pas trop loin d'Avry pour qu'on sache où
„vous trouver.“

Agréez etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Si l'on suit avec le plan, le texte de cet ordre, il pourra expliquer ce qui eût prévenu le combat de l'après-midi, si mon ordre eût été littéralement exécuté, c'est-à-dire, si on se fût borné à occuper les lisières mais en les occupant entièrement.

Je dois dire ici quel était mon plan. Je comptais opérer avec la première et la troisième Brigade, en laissant la seconde en réserve. Les deux mouvements que je venais d'ordonner, n'étaient dans mon esprit que de grandes reconnaissances. Après qu'ils m'auraient éclairé sur l'état du terrain, je comptais faire porter à droite la première Brigade, en me dirigeant sur le château de Peraules, pour tourner la redoute de Bertigny; faire étendre la droite de la troisième vers le bois de Cormanon, et porter la seconde entre Villars et Cormanon.

Je reconnais que me trouvant livré à moi-même je devais opérer immédiatement ce mouvement. J'ai pêché par trop de scrupule, par trop de crainte de contrarier les plans du Général; par la crainte surtout de paraître opérer pour mon compte. Ce sont de ces choses dont on tient bon compte n'est-il pas vrai?

Quoiqu'il en soit, le mouvement que j'avais commandé, s'exécuta très régulièrement en ce qui concerne la première Brigade. Le bataillon Raymond (de Genève) appuyé par une compagnie de carabiniers, se porta sur Villars (qui avait été visité la veille au soir, par des patrouilles de landsturm fribourgeoises), l'occupa sans coup férir et se porta sur Cormanon et sur le bois du même nom.

Je suivis le mouvement, que j'avais fait appuyer par un second bataillon, par une section d'obusiers et une section de canons de 6. Arrivé près de Villars, mon premier adjudant, M. le Colonel Barman, me prévint qu'un parlementaire fribourgeois s'était présenté aux avant-postes, avait demandé un armistice d'une heure et que lui, M. Barman, avait pris sur lui d'y consentir, sous réserve de mon approbation. Je lui répondis qu'il eût immédiatement à envoyer un parlementaire au poste fribourgeois pour faire savoir que je ne pouvais adhérer à cet armistice qu'autant qu'on me céderait immédiatement le bois de Cormanon.

Cette condition était inutile, car au moment où j'arrivais à Cormanon, nos troupes étaient sur la lisière du bois en face de la redoute de Bertigny. Je n'avais encore aucune nouvelle du mouvement de la troisième Brigade, et au moment de monter à cheval, j'avais expédié le billet suivant de Matrans, à M. F. Veillon.

„ Votre frère a occupé Villars avec le bataillon de
„ Genève, sans coup férir, il entre dans le bois de
„ Cormanon, ainsi faites votre mouvement pour l'appuyer,
„ envoyez moi donc un planton de votre Brigade pour
„ la transmission des ordres, tenez moi au courant
„ des mouvements.“

(Signé) Louis RILLIET.

Cette suspension d'une heure, se trouvait parfaitement justifiée, j'en profitai pour faire reconnaître le terrain et j'envoyai l'ordre au reste de la Brigade de se porter en avant. Je remarquai un peu en arrière de la droite de Cormanon, un bois dans lequel disait-on il y avait des landsturms embusqués. Je chargeai M. Charles Veillon aussitôt que l'heure serait expirée de faire fouiller ce bois, que je lui indiquai de la main. Je reçus dans ce moment là, les deux communications suivantes. L'une était une lettre de M. le Colonel Kurz, datée de Belfaux, ainsi conçue.

„M. le Colonel, je viens de recevoir l'ordre, de
„la part du Commandant de la seconde Division de
„vous faire part que le Général n'a pu arriver hier
„à Grosley, et qu'il n'y viendra qu'aujourd'hui à
„3 heures, etc.“

(Signé) KURZ, Colonel.

Cette lettre est du 13, l'heure n'est pas indiquée, il était environ deux heures quand je la reçus, un moment après on me remit la dépêche suivante, toujours à *Cormanon*.

Quartier-général de Matrans, 13 Nov. 1847,
à 2 heures du soir.

Mon Colonel.

M. le Lieutenant-colonel Gatschet vient d'arriver, envoyé de la part du Général Dufour afin de s'entendre avec vous sur les dispositions à prendre pour demain. J'ai fait placer le bataillon Chapuis sur le plateau entre les deux ponts et disposer les postes.

(Signé) VEILLARD, Adjudant de Division.

Ces détails peuvent paraître minutieux, mais je les donne pour établir d'une manière irréfragable : 1) que

le 13, à 2 heures, je n'avais aucune nouvelle de l'arrivée du Général à Grosley, arrivée qui devait avoir lieu le 12, au milieu du jour, ainsi à cette heure, je ne pouvais être informé d'aucun armistice, conclu par lui, avec les délégués de Fribourg; 2) qu'à la même heure je ne pouvais pas continuer le mouvement offensif, puisque M. Frédéric Veillon, ne m'avait pas encore donné connaissance qu'il eût effectué le mouvement que je lui avais indiqué, et que je n'avais à Cormanon que deux bataillons et deux compagnies de carabiniers. Le Bataillon Chapuis de la première Brigade étant encore sur la route de la Gruyère, à droite de Matrans.

Tandis que j'étais en chemin de Cormanon à Matrans, je fus informé qu'un major fribourgeois, s'était présenté aux avant-postes immédiatement après mon départ, pour demander une prolongation d'armistice d'une demi-heure. Avant même d'avoir conféré avec M. Gatschet, je répondis ce qui suit à M. le Colonel Veillon. „M. le Colonel, faites savoir au major fribourgeois qui s'est présenté à vos avant-postes, „que je ne consens à suspendre l'attaque de Fribourg, „que sous réserve de faire assurer mes flancs, comme „bon me semblera. En conséquence, vous ferez immédiatement et sans retard ultérieur, fouiller le bois „que je vous ai désigné, et déloger tous les postes „de landsturm qui sont sur votre droite. Vous déclarerez également, que s'il est tiré un seul coup de „fusil je marche immédiatement sur Fribourg.“ Après avoir expédié cette lettre, je causai avec M. Gatschet qui m'informa des dispositions prises, relativement à la construction de certains ouvrages qui devaient être pratiqués à la tête du bois de Cormanon, pour recevoir les pièces de gros calibre, destinées à battre la redoute numéro 1.

Ce fut alors que m'arriva la première lettre que j'aie reçu du Général, depuis mon arrière devant Fribourg; il m'annonçait 1) qu'il avait conclu un armistice jusqu'au lendemain, à 7 heures; 2) qu'il avait adressé une sommation à Fribourg; 3) qu'il m'invitait à me rendre auprès de lui à Grosley.

Je fis aussitôt transmettre communication de cet armistice à Messieurs les Colonels Veillon et A'Bundi, ce dernier venait de se porter sur Cormanon, avec le dernier bataillon de sa Brigade, restée près de Matrans, je joignis à l'ordre d'arrêter les hostilités une lettre particulière à M. Charles Veillon, pour lui expliquer, qu'il ne devait point entendre cette suspension comme un retrait de l'ordre de faire fouiller le bois sur sa droite.

Ce mouvement annoncé déjà au major fribourgeois, conforme aux plus simples règles de la prudence militaire, n'était point un mouvement en avant. Je tiens à dire ceci, afin qu'il soit bien entendu que M. Veillon, était parfaitement autorisé par moi, à faire exécuter le mouvement de flanc par le bataillon Monachon. Peut-être y a-t-il eu quelque méprise sur la direction que j'avais indiquée, mais ce n'est que par une insigne mauvaise foi qu'on a voulu trouver dans ce fait, la justification des coups de canon partis de la redoute, si j'avais voulu ordonner un combat on peut croire que je l'aurais dirigé moi-même, et que je m'y serais pris autrement.

Je donnai l'ordre, en même temps, que par le retour de l'ordonnance, que j'attendais de la troisième Brigade, on lui transmet le même avis; sa position telle qu'elle résultait de l'ordre donné le matin, ne devait pas entraîner la chance d'un combat. Estimant alors, à bon droit, que je pouvais, sans aucun scrupule me rendre à l'invitation du Général, et sur le faux

avis que je pouvais aller en trente-cinq minutes de Matrans à Grosley, je me mis en route avec M. le Lieutenant-colonel Barman pour ce village, tandis que M. Gatschet se rendait à Cormanon pour y arrêter les travaux ordonnés pour la nuit suivante.

Je cheminai dans un char très bruyant, en passant par de mauvais chemins, en sorte que je n'entendis aucun bruit, jusqu'à ce que j'eusse atteint Cormainbœuf, là je fus arrêté par des postes argoviens. Tandis que je me faisais reconnaître, j'entendis le canon sur ma droite; les soldats du poste me dirent, que l'on tirait depuis quelques minutes. Je fis aussitôt rebrousser chemin et nous revinmes à Matrans de toute la vitesse de nos chevaux. Arrivé à Matrans, j'appris qu'un engagement imprévu avait eu lieu, quelque temps après mon départ. Je montai immédiatement à cheval et je me rendis de toute la vitesse possible à Cormanon.

Je rencontrai sur mon chemin une partie de la seconde brigade, qu'on avait fait mettre en mouvement d'une manière très-intempestive. Je la fis rentrer dans son bivouac. Je recueillis d'abord des bruits assez confus; ils me donnèrent la preuve que cet engagement tout-à-fait inopiné n'était réellement le résultat d'aucune tentative d'agression de notre part, j'exposerai tout à l'heure le résumé des rapports que je reçus dans la nuit et le lendemain. Je donnai des ordres pour la sûreté des avant-postes, j'ordonnai qu'on fit reposer et manger les troupes, et qu'on fit monter des chars de distribution du parc de Matrans.

Après m'être assuré que la troisième brigade s'était repliée sur le bois et après avoir envoyé à son chef, M. Frédéric Veillon, l'ordre de me faire un rapport sur ce qui s'était passé, j'allai à Villars pour

faire parquer la batterie qui encombrait la route, et voir quelques-uns des blessés qu'on y avait transporté. En général, on voyait par la confusion qui régnait que tout avait été imprévu. Voici maintenant ce qui résulte des rapports qui m'ont été adressés. Ce narré est minutieux, j'en conviens, mais j'ai des motifs sérieux pour agir ainsi ; les uns ont prétendu que ce combat avait violé l'armistice, d'autres ont soutenu que je l'avais préparé en en laissant la responsabilité à d'autres ; aux premiers comme aux derniers je désire que les faits servent de réponse, et que le lecteur impartial puisse dire des uns et des autres, ce sont des *calomniateurs*.

Je commencerai par la droite, c'est-à-dire par le mouvement de la première brigade. M. le colonel A'Bundi, qui avait rejoint, avec son troisième bataillon, les deux premiers, et qui avait pris le commandement supérieur, me manda ce qui suit : „Vers les trois heures de l'après-midi, dès son arrivée avec les troupes sous ses ordres, il envoya des éclaireurs sur la droite du village de Cormanon, dans le but de s'assurer de la force de l'ennemi.“ J'attire l'attention sur cette circonstance. Avant mon départ de Cormanon c'était M. Charles Veillon, seul présent dans ce moment, que j'avais chargé de faire nettoyer le bois sur la droite de Villars ; on comprend parfaitement que M. A'Bundi n'en ayant pas reçu la désignation personnelle et ayant pris la conduite du mouvement, ait pu diriger les éclaireurs plus en avant de Cormanon que je ne l'avais indiqué. „Quoi qu'il en soit (c'est M. A'Bundi qui parle) les éclaireurs avaient ordre de ne pas attaquer les premiers.“ Il plaça les bataillons Chapuis et Raymond en avant de Cormanon, derrière le plateau qui domine le hameau, les avant-postes à droite et à gauche. L'ar-

tillerie de la redoute numéro 1 ouvrit son feu dès qu'elle aperçut les factionnaires de nos avant-postes. Pour répondre aux boulets et aux obus de l'ennemi, M. le Colonel A'Bundi fit avancer la première section de la batterie Haubenreisser, et la plaça en batterie un peu en arrière du plateau, de manière à battre la redoute en brèche. Ici je dois faire remarquer que le commandant de l'artillerie de la division n'est pas d'accord avec M. le colonel A'Bundi, et je cite les paroles du major Wenger : „le 13 courant au soir, les ordres supérieurs que M. le commandant de la brigade d'artillerie avait reçu, étaient si peu dans la prévision d'un engagement qu'il avait pris ses dispositions pour parquer la batterie Haubenreisser et établir son bivouac en arrière de Cormanon près de Villars. Au moment de débrider les chevaux, le premier adjudant, lieutenant-colonel Veillard, vint au nom du colonel A'Bundi réclamer l'artillerie, qui se rendit immédiatement sur le terrain au grand trot. L'emplacement choisi pour l'artillerie était tout-à-fait défavorable pour l'attaque. La section était en batterie exactement dans la direction des embrasures du fort, des observations furent présentées, dit M. le major Wenger, mais sans succès. A peine en batterie, l'artillerie du fort fit échec à la nôtre, qui était à une trop grande distance pour riposter ; il faut dire aussi qu'un brouillard assez épais nous induisit en erreur sur la distance et que nos coups portèrent trop haut, mais dans tous les cas, nous n'avions aucune chance d'atteindre l'ennemi avantageusement avec nos pièces de campagne. Voyant l'inutilité de notre tir et la nuit étant venue, l'artillerie fut retirée et placée de manière à arrêter l'ennemi par un feu de mitraille, s'il s'était décidé à une sortie et à une attaque sur nos troupes ; nous dirons plus bas

quelles furent les pertes que notre artillerie éprouva en cette occasion.

La suite du récit de M. le colonel A'Bundi fait connaître qu'à la chute du jour le feu cessa des deux côtés, et qu'à l'exception de quelques coups de fusil tirés aux avant-postes, la nuit se passa assez tranquillement, M. le colonel A'Bundi termine par un éloge très-mérité du bon esprit de ses troupes.

M. le Lieutenant-colonel Veillard ayant été nommé ci-dessus, je dois faire connaître de quelle manière il rend compte de l'engagement auquel il assista, ce qui, pour le dire en passant, contredit formellement l'assertion, émise ailleurs, sur l'absence de tout officier supérieur de la division. Ce fut M. Veillard qui avait été chargé de remettre à M. le colonel Charles Veillon, la lettre particulière dans laquelle je lui expliquai que l'ordre de suspendre les hostilités ne devait pas s'entendre en ce sens qu'il fallût renoncer à fouiller le bois sur la droite de Villars, et je dois ajouter ici combien ma prévision à cet égard était fondée, puisque ce bois fût occupé toute la nuit par des landsturms, et qu'un de ces hommes, qui en était sorti accompagné de plusieurs autres, vint se faire tuer avant le jour, à quelques pas de la batterie parquée à Villars, sur laquelle il marchait en criant : *Mort aux Huguenots !*

M. le colonel Veillard rapporte : „Qu'en conséquence de l'ordre qu'il avait reçu, M. le colonel Charles Veillon ordonna au bataillon Monachon, qui se trouvait à droite du village de Cormanon, à la hauteur des premières maisons, de fouiller le bois; trois compagnies se placèrent en chaîne et les trois autres en réserve. Les deux compagnies de carabiniers Jeanin et Delarageaz, prirent part à ce mouvement, un peloton de chaque compagnie en chaîne et les autres en réserve.

Arrivé près de la lisière du bois, une fusillade s'engagea, M. Veillard ne dit pas d'où partirent les premiers coups, et son récit n'est pas tout-à-fait d'accord avec celui de M. A'Bundi, en ce sens que ce dernier fait commencer le feu de la redoute sur la simple vue de nos éclaireurs, et M. Veillard sur les premiers coups de feu qui furent tirés. Quoi qu'il en soit, la landwehr et le landsturm qui occupaient le bois, l'évacuèrent en poussant des cris affreux. M. Veillard étant retourné sur la route de Cormanon fut témoin de l'espèce de conflit qui s'était élevé entre M. le colonel A'Bundi et le major Wenger; il reçut lui-même l'ordre de se rendre à Matrans, pour inviter M. le colonel Bourgeois à mettre la seconde brigade en mouvement; les autres détails recueillis sur ce qui concerne l'aile droite, ne présentent pas de nouveaux faits.

Je passe au rapport concernant la troisième brigade. Le premier rapport que je reçus sous la date de 10 h. du soir, était envoyé par M. le colonel Frédéric Veillon, écrit au crayon et ainsi conçu, je le rapporte textuellement : „Mille excuses du papier „et du crayon; après avoir vu le bataillon genevois „en position, je me suis avancé sur le petit fort. „Malgré l'armistice, M. Eytel, commandant les carabini- „niers, contre la foi des officiers commandant le „fort, a été attaqué par les milices qui ont fait feu „sur lui et sur M. Rossy; là dessus une petite affaire „s'est engagée, j'ai marché avec le bataillon Bollens „jusque sur le fort; mais une confusion s'étant jetée „dans la colonne, à raison de quelques maladroits „qui faisaient feu sans rime ni raison, le mouvement „a manqué; mais il aura un peu aguerri nos sol- „dats. J'ai quelques blessés et quelques tués, je n'en „connais pas encore le nombre; mais toute cette

„affaire retombe sur nos ennemis qui ont violé leur promesse ; nous tâcherons de leur rendre tout chaud la pareille et nous prendrons notre revanche, ce qui, je crois, pourra mieux se faire de jour.“
(Signé F. VEILLON.)*)

Deux jours après, il m'envoya un rapport plus explicite, et je crois devoir le transcrire aussi textuellement.

Fribourg 16 Novembre 1847.

Mon colonel, le 13 courant, j'avais occupé par vos ordres, le plateau entre les deux forêts qui se trouvent devant Fribourg, en face du fort numéro 1 et à gauche de la route de Romont à Fribourg. M. Eytel, capitaine de carabiniers, était aux avant-postes avec sa compagnie. Vers le soir j'appris qu'il y avait une trêve ; M. Eytel et le capitaine Rossy des grenadiers du bataillon Bollens, s'avancèrent sous le fort et eurent avec l'officier commandant une conversation relative à la situation de mes avant-postes que cet officier trouvait trop rapprochée du fort. Après cette conversation, ces messieurs se retirèrent chacun de leur côté ; avant que MM. Eytel et Rossy fussent hors de portée, la fusillade commença de la part des Fribourgeois ; les carabiniers Eytel ripostèrent ; le canon du fort gronda et l'action se trouva engagée. La nuit approchait.

J'étais sans ordre de votre part et fort embarrassé. Mais il fallait soutenir la troupe engagée, je pris la résolution de tenter l'assaut du fort numéro 1. A cet effet, je fis avancer le bataillon Bollens, je me mis à sa tête et au pas de charge ; nous nous précipitâmes, l'arme au bras, sur le fort, et nous arrivâmes

*) J'ai voulu laisser ce rapport dans toute sa simplicité, il inspirera à tous la confiance complète qu'il m'a inspirée.

jusqu'au bord du fossé. Pendant ce mouvement, un fort détachement de landsturm, placé à notre gauche, dirigeait une vive fusillade sur ma colonne; je fis taire son feu par la chaîne des carabiniers. Le feu du fort était à peu près éteint, lorsque nous arrivâmes au bord du fossé; jusque-là, ma troupe avait marché avec une résolution remarquable; mais lorsqu'il s'agit de franchir le fossé, les hommes hésitèrent, puis retrogradèrent peu à peu, malgré tous mes efforts et ceux de leurs officiers. J'attribue cette hésitation au bruit qui s'était généralement répandu que le fort était miné. Toutefois le mouvement en arrière se fit avec lenteur et sans désordre.

La nuit était tout-à-fait tombée avant que nous eussions regagné notre première position. Le feu du fort cessa tout-à-fait et la nuit fut tranquille, quoique notre bivouac se trouvât à peu de distance du fort. (Signé VEILLON.) “

Je compléterai par quelques mots ce rapport.

Lorsque M. le colonel F. Veillon se mit en devoir d'exécuter le mouvement que je lui avais indiqué, il fit marcher en avant, sous la conduite d'un officier d'état-major, le bataillon Bollens et une compagnie de carabiniers, en chargeant l'officier guide de la colonne de le tenir au courant de ce qui surviendrait; arrivé sur l'espèce de courtine qui joint les deux bois de Moncorps et de Cormanon, l'officier d'état-major en question remarqua une position avantageuse, en face de la redoute numéro 1 que l'on voyait distinctement de ce point. Il le fit savoir au colonel et s'arrêta pour attendre ses ordres; pendant ce temps, la compagnie de carabiniers et la compagnie de grenadiers, qui marchaient en éclaireurs, continuèrent leur mouvement et se rapprochèrent du fort. Arrivé sur cette lisière, le colonel

Veillon plaça ses trois bataillons face au fort, et suivant les ordres qu'il avait reçus, il suspendit son mouvement en avant; le seul oubli qui eût lieu, consista à ne pas envoyer prévenir de sa position l'état-major de la division ou au moins la brigade qui était sur sa droite. Toutefois jusqu'à ce moment tout avait été régulier; mais pour compléter le mouvement indiqué, il eût fallu faire ce qui aurait déjà dû être opéré; faire entrer un bataillon et une compagnie de carabiniers dans le bois supérieur, et attendre que ce bois eût été évacué, avant de commencer un mouvement; cette évacuation entraînait la retraite des détachements ennemis placés à portée.

Il est vrai que M. le colonel Veillon détacha un bataillon sur sa gauche; mais ce bataillon se tint en dehors du bois au lieu d'y entrer. La première position prise sur le plateau fut changée avec raison, puisqu'elle était sous le feu (bien qu'éloigné) de la redoute. Un bataillon fut envoyé derrière un pli de terrain assez rapproché de l'ouvrage et d'où il était possible d'en essayer l'escalade, s'il y avait lieu.

Ici, il me manque un renseignement précis; il paraît toutefois que pendant les opérations que je viens d'indiquer, les deux compagnies en éclaireurs étaient entrées en pourparler avec les défenseurs du fort et que ceux-ci leur avaient dit qu'il y avait suspension d'armes. Au moment de l'entrevue des officiers fribourgeois avec MM. les Capitaines Eytel et Rossy un détachement Fribourgeois était sorti de Bertigny et avait tourné le flanc gauche des deux compagnies en éclaireurs; cette démonstration fut une des causes du pourparler qui suivit; les officiers fribourgeois se portèrent à la rencontre de MM. Eytel et Rossy. L'entretien fut poli et on se quitta en promettant d'éviter tout espèce d'engagement ce soir-là! Les

officiers fribourgeois rentrèrent dans la redoute; avant que les deux capitaines vaudois eussent pu recevoir les ordres de leur commandant de brigade, ils furent assaillis par un feu de mousqueterie en avant et sur leur flanc gauche et contraints de se replier vers leur corps principal.

Cet incident dut nécessairement jeter le colonel Veillon dans une grande perplexité, et en se mettant à sa place, on doit comprendre qu'en présence d'un ennemi qui annonçait une trêve, et qui cependant faisait feu sur des éclaireurs qui n'avaient point attaqué, il fût entraîné à marcher en avant. C'est ce qu'il fit en se mettant à la tête du bataillon Bollens qui marcha résolument contre la redoute en battant la charge, il arriva jusque sur la crête du fossé; malheureusement l'obscurité qui survint et qui empêchait de distinguer la gorge, quelques hommes qui, on ne sait pourquoi, se mirent à tirer en l'air, au centre et à la gauche du bataillon, le bruit qui s'était répandu que le fort était miné, arrêterent le mouvement au moment décisif. Ce bataillon, dans sa marche, souffrait peu du feu du fort, mais d'une vive fusillade partie de sa gauche et qui n'aurait pas eu lieu si la partie supérieure du bois avait été occupée. Voilà tout ce que j'ai pu recueillir officiellement et inofficiellement sur cet engagement. Les noms des morts et des blessés figureront aux pièces annexes.

Je me suis étendu sur cet incident, parcequ'il a été l'objet de récits et d'interprétations étranges; en me résumant en deux mots, je dirai qu'il faut mettre cet engagement au nombre de mille autres incidents de même nature qui se présentent en campagne, qu'il ne doit en résulter de blâme pour personne et que tout en déplorant qu'il y ait eu des victimes

inutiles, puisqu'en fait le sort de Fribourg était décidé dans ce moment, on doit reconnaître que la bravoure et la résolution qu'ont montré les troupes engagées leur fait le plus grand honneur, et n'a probablement pas été sans influence sur les événements postérieurs *). J'ai tort de dire qu'il n'y a personne à blâmer. Je reconnais qu'on peut me reprocher à bon droit, lorsque le 13 au matin, j'étais sans nouvelles du quartier-général de ne pas avoir marché immédiatement sur Fribourg, il en eût résulté un succès flatteur pour la Division et surtout pour celui qui la commandait; il s'est arrêté devant la crainte de contrarier les vues et les projets du Commandant en chef. Ce n'est pas au moment où retiré dans ses foyers, chacun regrette de ne pouvoir attacher une branche de laurier à son chapeau, que l'on peut savoir quelque gré à un vieux soldat d'avoir sacrifié sa gloriole personnelle au sentiment du devoir, on aime mieux prêter à sa conduite des motifs peu honorables, mais lorsque les gens haineux auront dit leur dernier mot, les gens de cœur parleront et j'attends ce moment avec confiance. On pourrait me reprocher autre chose. C'est une trop grande indulgence, et si la Suisse est appelée à soutenir des querelles plus sérieuses, puissent les troupes qui combattront des adversaires habiles ne pas apprendre à leurs dépens ce qu'il en coûte pour engager des actions sans l'ordre du chef.

*) Depuis que ceci est écrit M. le Colonel Gatschet m'a confirmé que témoin oculaire, il avait entendu distinctement les trois coups de feu qui ont servi de prétexte aux Fribourgeois, partir, non du bois des *Dailliètes* mais de celui de *Villars*, c'est-à-dire de celui dont j'avais réservé formellement l'occupation.

La nuit qui suivit fut tranquille, à l'exception comme on l'a dit de quelques coups de fusil tirés aux avant-postes. Les sapeurs établirent à la tête du bois de Cormanon une batterie qui reçut les pièces de gros calibre amenées vers le matin, ils déblayèrent et élargirent la route du bois.

J'adressai immédiatement au Général un premier rapport sur les événements de l'après-midi, sous la date de huit heures du soir. Il me répondit en m'indiquant que si la sommation adressée à Fribourg n'aboutissait à rien, c'était ma division qui devait faire le principal effort et donner le signal. Il ajoutait que je devais chercher à acculer l'ennemi à la rivière ou contre les murs de la ville en appuyant fortement à droite; je répondis immédiatement ce qui suit: „Mon Général, votre lettre de „cette nuit, ne parle point du combat de hier, qui „a été une affaire malheureusement engagée. Nous „avons des morts et des blessés; une fatalité incompréhensible a voulu que cette affaire s'engageât précisément au moment où j'étais en route pour aller „vous rejoindre. Votre lettre, Général, est vague „et ne m'indique pas clairement la nature du mouvement que vous désirez que je fasse. Si je „dois opérer entre la Sarine et la route de Romont, „il est clair que loin d'acculer les Fribourgeois à la „Sarine et aux murailles de la ville, ce serait au „contraire moi qui aurais la Sarine à dos et je ne „pourrais tourner le fort avec avantage qu'en tombant dans cet inconvénient, ou en me plaçant sous „le feu des redoutes Nros. 1 et 2. Les ouvrages „sont mal placés sur le plan que vous m'avez envoyé. L'ouvrage Nro. 1 est au moins à 1200 pas „de la tête du bois de Cormanon au lieu d'en être „aussi rapproché que le plan semble l'indiquer. Il

est difficile de battre cet ouvrage avec nos pièces
de 6 et nos obusiers de 12. Je ne vous cacherais
pas non plus, Général, que nos troupes souffrent de
ces bivouacs prématurés; il eût été préférable de
ne pas les masser autant. Il faut aujourd'hui un
changement. J'avais toujours cru que la deuxième
Division coopérerait au mouvement d'une manière éner-
gique, sans cela j'aurais attaqué hier et aujourd'hui
je serais à Fribourg. Je vous prie, mon Général,
de peser ces circonstances; si j'attaque seul l'affaire
sera sanglante, quant à moi je suis prêt, il faut en
finir, etc."

(Signé : Louis RILLIET.)

J'étais tellement convaincu que les troupes ne
pouvaient plus rester dans la position qu'elles occu-
paient, que je fis tous mes préparatifs, pour faire
un mouvement décisif après 7 heures *), moment où
la trêve expirait. Je donnai l'ordre suivant à M. le
Colonel A'Bundi: „Colonel, il faut absolument qu'au-
jour le bois de sapins qui est sur la droite de
Villars en venant de Matrants soit nettoyé; en con-
séquence, faites retrograder le bataillon de Genève
jusqu'à Villars, avec une compagnie de carabiniers,
deux compagnies du bataillon resteront en soutien. Il
faut que la chaîne entre directement dans le bois,
fasse un changement de direction à gauche et pousse
aussi loin qu'elle pourra; que vos autres bataillons

*) M. le Colonel Gatschet que j'ai cité tout à l'heure m'a
rappelé qu'au moment où je reçus à Matrants la lettre du
Général qui m'annonçait une trêve jusqu'à 7 heures, je de-
mandai à M. Gatschet, «est-ce 7 heures ce soir ou 7 heures
demain matin?» Il me répondit: «Je crois être sûr que
c'est 7 heures demain matin.»

„soient tenus sous les armes, mais hors du feu de
„la redoute pour ne pas engager l'affaire comme
„hier. Transmettez cet avis à M. le Colonel Frédéric Veillon et faites lui dire, que quand même il
„entendrait des coups de fusil sur sa droite il n'engage pas d'affaire, qu'il se maintienne en position,
„hors du feu de la batterie, à moins toutefois que
„l'ennemi débouchant sur le plateau ne marche sur
„le bois de Cormanon, dans ce cas il faudrait agir;
„je vous appuierai, etc.“

(Signé : Louis RILLIET.)

Je fis en même temps prévenir la Brigade Nro. 2 et le parc de se tenir prêts à partir. Au moment où j'allais monter à cheval, on me transmit de la part de M. le Colonel A'Bundi une dépêche qui venait d'être apportée à Cormanon par M. le major Fribourgeois de Diesbach, et qui contenait ce qui suit :

„A M. le Brigadier Albiez à Bonnefontaine
„à communiquer de suite à toute la ligne.

„Le Conseil d'État étant en négociation ordonne
„que toute hostilité soit suspendue.

„Fribourg 14 Novembre 1847.

„L'Avoyer président (signé FORELL).

„Le Chancelier (signé ESSEIVA).“

J'y fis immédiatement la réponse suivante :

Matrans 14 Novembre 1847,
8 heures du matin.

„Le Commandant de la première Division des
„troupes fédérales a pris note de la communication
„de suspension d'hostilités, annoncée par le Conseil
„d'État du canton de Fribourg.

„Tout en désirant concourir à tous les moyens
„d'arrêter l'effusion du sang, il doit se réserver ses

„convenances militaires et déclare que si les bois
„sur ses flancs continuent à être occupés, il les fera
„immédiatement attaquer.

„Il entend pour que les hostilités cessent que la
„ligne des avant-postes soit déterminée à 25 mètres
„de la tête du bois de Cormanon et jusqu'à la route
„qui longe le bois.

„Le Colonel fédéral Commandant de la
„première Division de l'armée,
„(signé Louis RILLIET.)“

Il était clair, d'une part, qu'une communication adressée au Commandant des troupes fribourgeoises ne me liait en aucune façon; mais d'un autre côté cette communication même, indiquait que l'affaire était près de finir et c'eût été commettre un acte peu louable que d'ordonner une attaque de vive force au moment où les ennemis annonçaient qu'ils ne se défendraient plus. Je suivis presque immédiatement ma lettre et je trouvai à Cormanon M. le Major de Diesbach qui apportait la réponse du Conseil d'État de Fribourg, écrite au bas de ma propre missive, cette réponse était ainsi conçue: „Le Conseil
„d'État ordonne qu'il soit fait comme la demande ci-
„dessus le porte.

„Fribourg 14 Novembre 1847.

„L'avoyer président (signé FORELL).

„Le Chancelier (signé P. ESSEIVA).“*)

Après avoir fait reconduire M. de Diesbach, je me rendis à la ferme du Gros-Bugnon, pour y voir la brigade de M. le Colonel F. Veillon. Cette bri-

*) C'est probablement le dernier acte, signé par le dernier gouvernement de Fribourg.

gade avait fait pendant la nuit, un service de sûreté très-fatigant. M. le Colonel Barman m'y avait précédé pour donner connaissance du mouvement que je me proposais d'opposer. De la ferme du Gros-Bugnon je me rendis directement à Matrans, ce fut là que je reçus les dépêches du Général et celles de M. le Chef d'État-major de ce même jour, ces pièces m'annonçaient qu'une capitulation était conclue avec Fribourg, elles m'en transmettaient une copie et m'annonçaient en même temps, que j'étais nommé Commandant supérieur des troupes qui devaient occuper le canton de Fribourg, elles me donnaient des instructions à ce sujet.

Il est vrai que j'interprétais largement ces lettres, et comme elles ne m'interdisaient pas formellement l'entrée de toute la division à Fribourg, je voulus donner cette satisfaction à des troupes dont une partie avait combattu, et dont toutes avaient tenu une conduite exemplaire, ma visite à la troisième brigade avait retardé d'une heure et demie la connaissance de ces dépêches. La division fut promptement disposée et entre deux et trois heures, elle commença à se réunir sur les grandes places en dehors de la porte de Romont. Chaque brigade en colonne serrée l'artillerie et les armes spéciales vis-à-vis de l'infanterie. Le spectacle était très-imposant; pour la première fois la division était réunie, c'est un de mes meilleurs souvenirs d'avoir vu ensemble ces braves gens. Mais la nuit approchait lorsque les derniers pelotons arrivèrent.

Des détachements de troupes fribourgeoises étaient encore là en armes, je les rassurai et je puis dire que dans ce moment aucun d'eux ne fut molesté ou désarmé. A mesure que nous approchions, nous trouvions les routes couvertes de ces pauvres landsturms

qui retournaient chez eux; malheureux égarés plus dignes de pitié que de colère et que je ne pouvais voir sans douleur et sans émotion.

Le fort Nro. 1 fut occupé par un bataillon, suivant les ordres que j'avais reçus, un autre bataillon fut désigné pour former la première garnison de Fribourg, je choisis le bataillon Bollens et la compagnie de carabiniers Eytel qui avaient souffert dans le combat de la veille. Je m'étais fait précéder de M. le Colonel Charles Veillon qui avait mission de s'entendre avec l'autorité pour l'établissement des troupes dans Fribourg. Étant nommé Commandant supérieur des troupes je ne doutai pas, que la ville ne fût encore complètement libre; n'admettant pas, qu'une troupe d'occupation pût me précéder sans que j'en fusse prévenu. A mon arrivée à la porte de Romont M. le Colonel Charles Veillon me fit rapport :

- 1) qu'il n'avait trouvé aucune autorité avec laquelle il pût se mettre en rapport, et que nous serions obligés d'agir par nous-même;
- 2) que la brigade de M. le Colonel Bontems occupait déjà Fribourg et que de l'artillerie étrangère à ma division, se trouvait parquée sur la place.

Cela me surprit, n'ayant eu aucune notice de cette entrée; je ne crois pas me tromper en attribuant à ce surcroît de troupes et au mélange de corps qui n'obéissaient pas au même commandement une partie des désordres qui ont pu suivre et qui furent au reste fort exagérés.

Si une autorité quelconque provisoire ou permanente eût été présente, si aucune troupe n'eût occupé la ville avant les miennes, il eût été possible et c'était mon intention, de diviser Fribourg en quar-

tiers, d'assigner à chaque corps son quartier sans entrer pour cette nuit dans le détail des logements particuliers ; cette désignation de quartiers aurait suffi pour établir la *responsabilité* des corps et il n'en fallait pas davantage.

Étrange spectacle que celui qu'offrirent ces premiers moments ! A peine avais-je pris possession de mon logement, que M. le Colonel de Maillardoz s'y présenta, je dois à la vérité de dire que son attitude était calme et digne, il ne demanda rien pour lui, mais il réclama protection pour un officier supérieur dont la maison située à Bourguillon était menacée par des landsturms. En effet le licenciement de cette troupe avait été scabreux, suivant l'usage, elle criait à la trahison, assurant que la Vierge s'était montrée au-dessus des forts pour leur assurer la victoire. Il avait fallu obéir aux principes homéopathiques *similia similibus*, appeler l'Évêque et prier *l'excitant* de devenir *calmant* ; cette globule d'aconit suffit à couper la fièvre ; ces bonnes gens ne comprenaient pas, que la Vierge au lieu de se promener sur les forts aurait mieux fait d'empêcher qu'on trahît leurs défenseurs.

L'artillerie qui était venue s'établir dans la ville deux heures avant mon entrée et sans escorte avait passé un mauvais moment, au milieu de ces groupes de fanatiques, et elle avait dû se porter près de la porte de Payerne, faisant bonne mine à mauvais jeu. On sait que tous ces landsturms portaient des médailles bénies, le miracle ne manqua pas ; suivant la légende, une balle étant venue frapper une de ces médailles, était tombée sans force aux pieds du soldat qui la portait.

Mes rapports au Général ont fait connaître les faits relatifs à l'occupation de Fribourg ; j'ai dit,

comment, m'appuyant d'une part sur ses ordres formels, de l'autre obéissant à mes propres convictions, j'ai usé de tous les moyens qui étaient en mon pouvoir pour empêcher et réprimer tout désordre et toute violence. Si ces efforts n'ont pas toujours été complètement heureux, il ne faut pas en accuser le zèle des états-majors et des officiers supérieurs, qui a été constamment au-dessus de tout éloge, ni même les dispositions des troupes, qui ont été malheureusement assaillies par les excitations de personnes étrangères à la division, gens venus de divers côtés, mus par des motifs différents et qui à l'abri du brassard fédéral qu'ils avaient pris, satisfaisaient des vengeances particulières. M. le Colonel A'Bundi que j'avais nommé Commandant de place, et son excellent Major de place, M. le Colonel Duplessis ne se sont pas épargnés dans ces jours difficiles et je suis heureux de leur rendre ici le témoignage de ma haute satisfaction.

Dès le lendemain de mon entrée à Fribourg j'avais fait sortir trois bataillons et trois compagnies de carabiniers, de ma Division; et j'avais donné ordre à M. le Colonel Bontems, qui avait reçu d'ailleurs une destination spéciale, de faire placer sa Brigade à Mariahilf, à une demi lieue de Fribourg, afin de désencombrer la ville, et d'arrêter les désordres dont chacun rejetait sur son voisin la responsabilité; plus tard ces diverses accusations se réunirent contre celui qui commandait, on en fit un tyran, mais un tyran incapable, il exerçait une autorité despotique et ne savait rien réprimer; telle est la justice distributive.

Indépendamment des difficultés inhérentes à l'occupation il s'en présenta une autre pour moi, je viens de dire qu'en arrivant à Fribourg je n'avais

trouvé aucune autorité avec laquelle je pusse me mettre en rapport; mais dans la soirée l'ex-chancelier du Gouvernement vint me prévenir que ce corps s'était rassemblé de nouveau *) et me demander comment j'entendais l'exécution de l'article 5 de la capitulation conclue avec le Général en vertu de laquelle les troupes fédérales étaient tenues de *prêter main forte aux autorités constituées pour le maintien de l'ordre public.* **) Quand un corps qui a conclu le matin une capitulation en ces termes, se déclare le soir autorité constituée, il semble difficile de se livrer à une interprétation arbitraire de la convention. Je ne pouvais, ni ne devais prendre sur moi cette interprétation et j'en référerai immédiatement par courrier extraordinaire au Général qui était retourné à Berne sans entrer à Fribourg, en lui faisant passer la lettre du Gouvernement de Fribourg et en lui demandant des directions. Je transcris ici sa réponse: „J'ai voulu sincèrement maintenir l'ordre dans l'intérieur de la ville et garantir les propriétés publiques et particulières aussi bien que la sûreté des personnes et pour cela fournir aux autorités *reconnues* les gardes ou postes militaires, les sauves-gardes etc., qu'elles demanderaient, et par autorités constituées j'entendais bien celles avec lesquelles je traitais. Mais je n'ai jamais pensé que notre protection pût aller jusqu'à garantir le Gouvernement, car ce n'est

*) Quelques moments avant l'entrée des troupes; le Gouvernement avait remis ses pouvoirs à une commission d'État, dont les membres refusèrent leur mandat, elle était composé en général de libéraux modérés. Ainsi le Gouvernement par ce seul fait proclamait son impuissance à continuer d'administrer le pays et se déclarait dissous.

**) V. annexe.

pas là du désordre de rue , et je le répète je n'avais que ce genre de désordre en vue. Quant aux assemblées populaires elles ne doivent pas avoir lieu dans la rue et *en présence des troupes*, surtout si elles sont tumultueuses et bruyantes, mais si elles se font dans des lieux fermés, qu'elles ne soient pas menaçantes et ne troublent pas la tranquillité publique, vous ne pouvez guère vous en mêler, la conduite que vous avez à tenir est donc fort délicate et dépend de l'appréciation exacte d'une foule de circonstances qui ne se jugent bien que de près, le mieux serait d'engager le Gouvernement, à réunir le Grand-Conseil très-prochainement pour que celui-ci pût s'occuper de la situation et faire légalement les changements constitutionnels que l'état du pays peut réclamer. Cela empêcherait des réunions illégales, agréées, etc. etc."

(Signé) G. H. DUFOUR.

En résumé cela voulait dire, „*faites comme vous pourrez*,“ en vérité, j'aurais été bien venu si j'avais parlé de réunir le Grand-Conseil! Si je rappelle cette lettre du Général c'est qu'elle me paraît justifier complètement, les mesures que j'ai cru devoir prendre dans les vues du Commandant-en-chef; je n'ai pas hésité à la rapporter; pour éviter des explications ultérieures je n'autorisai pas les assemblées dans la rue qui m'étaient demandées, assemblées dont les troupes auraient fait la partie principale, mais j'autorisai une réunion au théâtre en déclarant cela va sans dire, que je ne m'en mêlerais pas; le résultat de cette assemblée me fut transmis, c'était la constitution d'un nouveau Gouvernement, on trouvera cette pièce aux annexes *).

*) V. annexe.

Je vois maintenant, que l'on se vante beaucoup en divers lieux d'avoir tenu les troupes à l'écart des réunions électorales à *Lucerne*, un *représentant* s'en glorifie; on ma beaucoup reproché d'avoir fait comme ce représentant.

Au reste ma position fut simplifiée par l'arrivée de Messieurs les représentants fédéraux et depuis ce moment je n'ai eu à me mêler en aucune façon de la politique du canton de Fribourg. Messieurs les représentants m'ayant fait savoir qu'ils avaient reconnu le Gouvernement provisoire qui venait de se constituer, je m'empressai de le faire aussi, et je l'annonçai par écrit au président de ce Gouvernement.

Au nombre des directions que j'avais demandées au Général, il en était une relative au désarmement des troupes fribourgeoises, il était d'autant plus nécessaire de s'entendre à cet égard que de divers côtés on m'adressait le reproche, de ne pas procéder contre ces troupes, qui rentraient en armes dans leurs foyers; voici ce que le Général me répondit sous la date du 15: „La capitulation „porte le *licenciement* et non le désarmement, je n'ai „pas voulu humilier des soldats qui dans peu pour- „raient se trouver dans nos rangs sous le même dra- „peau. Quand au landsturm il a du poser ses armes „dans l'arsenal, si donc il s'en trouvait qui fût à „craindre et qui se conduisit hostilement, il est clair „qu'il faudrait le désarmer. Mais bornez-vous aux „mesures de stricte nécessité. Visez à calmer les „esprits pour que la tranquillité renaisse.“

D'autre part Messieurs les représentants fédéraux insistaient par leur lettre du 17 pour que le *désarme- ment* fût aussi complet que possible. Je cite cet exemple pour montrer qu'il n'est pas facile à un Commandant fédéral de se tracer une ligne de con-

duite entre deux pouvoirs différents. Je partageais les vues du Général sur les troupes fribourgeoises ; loin de les humilier j'aurais voulu que l'on commençât immédiatement leur réorganisation ; il n'a pas tenu à moi qu'on ne l'ait fait , je l'ai proposé et demandé.

La convenance des mesures énergiques recommandées par le Commandant-en-chef était tellement d'accord avec mes convictions particulières que voyant les désordres commencés le 15 , continuer dans la journée du 16 , je crus qu'il fallait prendre un parti décisif pour y mettre fin. Je fis sortir de la ville de Fribourg toutes les troupes qui n'étaient pas de service. Je leur parlai et je fis vibrer dans leurs âmes les sentiments généreux qui y existent , je leur demandai s'il était loyal et prudent de pousser au désespoir un peuple brave et d'attirer, peut-être, aux troupes qui marchaient contre Lucerne une guerre d'extermination ; cette considération produisit un grand effet sur nos soldats. Après avoir pris l'avis des officiers supérieurs de l'État-major , je déclarai la ville de Fribourg en état de siège, nous étions tous réunis dans le pré de l'hôpital. *) J'ordonnai que les individus non militaires étrangers à cette ville et dont la présence ne serait pas justifiée eussent à se retirer. Cette mesure produisit l'effet que j'en attendais , des milliers de gens inutiles ou suspects quittèrent la ville. Dans l'exécution de cet acte, dont je prévins immédiatement Messieurs les représentants et le Gouvernement provisoire , j'eus soin de recommander que l'on évitât tout ce qui pouvait entraver l'action utile de ce Gouvernement et je fus bien secondé dans ces mo-

*) Voyez Annexes.

ments si difficiles par Messieurs, le Colonel A'Bundi et le Lieutenant-colonel Duplessis, ce dernier publia lui-même le soir, l'arrêté de mise en état de siège.

Le Général approuva ces mesures par sa lettre du 20 courant, où je lis cette phrase bien flatteuse qu'il m'écrivait à l'occasion de ma proposition d'occuper immédiatement le Valais: „Quant à ce que
„vous me dites que vous apporterez toute la prudence désirable dans cette occupation, j'e n'en ai pas
„le moindre doute, et ce que vous avez fait à Fribourg m'en est un sûr garant. Je crois même devoir vous en adresser dès-à-présent, tous mes
„remerciements“ *).

Si cette mesure, dis-je, avait besoin d'une autre justification, elle se trouverait dans la lettre que m'écrivirent Messieurs les représentants fédéraux sous date du 18 Novembre, elle est ainsi conçue:

„Nous venons de visiter le pensionat des Jésuites
„et nous sommes affligés du spectacle qu'il présente
„dans ce moment. Tous les appartements sont ouverts
„et le mobilier, les habillements, les livres, les
„tableaux, tout enfin git pêle mèle à la merci des
„militaires et même des bourgeois qui en foulent
„une partie aux pieds.“

„Que ces désordres soient arrivés le premier et
„même le second jour de l'occupation, nous le concevons facilement, mais après quatre jours cela est dé-

*) Une lettre de M. le Général adressée à M. Huber-Saladin, que celui-ci a publiée, semble en désaccord avec celle que je cite, mais je n'ai pas lu la lettre adressée à M. Huber, et je m'en tiens à la mienne. M. le Général dit qu'à Lucerne les dégâts ont été moindres; il est bien à regretter alors que M. le Général, qui était à une demi-lieue de Fribourg, n'y soit pas entré, sa présence y aurait eu sans doute une influence aussi heureuse qu'à Lucerne.

„plorable. Comme cet établissement est sous l'administration militaire, nous venons remplir un devoir en vous signalant ces faits, persuadés que vous y mettrez promptement ordre, soit en faisant placer ce mobilier en lieu de sûreté dans les chapelles, qui seront fermées et ensuite gardées; soit en remettant les bâtiments même et ce qu'ils contiennent sous la garde du Gouvernement provisoire. Nous saisissons etc.“

(Signé) STOCKMAR, REINERT et GRIVAZ.

On voit par ce qui précède que même sous l'empire de l'état de siège les désordres n'étaient pas complètement réprimés; le témoignage de Messieurs les représentants atteste que je n'avais pas mis d'exagération, dans les rapports que j'avais adressés à cet égard. Cependant dès le 19, au matin, l'état de siège fut levé et tout les pouvoirs reprirent leur action régulière. Je m'empressai de faire droit à la lettre de Messieurs les représentants en invitant le Gouvernement provisoire à prendre possession de tous les objets qui avaient été jusqu'à ce moment sous la garde des troupes fédérales, y compris le matériel d'artillerie et les armes portatives, que j'avais fait réunir à l'arsenal.

J'avais tracé une instruction pour faire opérer le désarmement dans les divers cantonnements, cette opération se faisait principalement par les bataillons de réserve. A Fribourg, j'avais fixé un terme fatal pour apporter les armes à l'arsenal, un officier en permanence, les recevait, les classait et en donnait quittance. On allait, par curiosité, voir un grand amas de ces faux emmanchées qui servaient à

armer le landsturm *). J'avais aussi fait faire une visite exacte des forts, j'en avais fait retirer tout le matériel, il parquait à côté du nôtre, les caissons abandonnés dans les redoutes avaient été en partie pillés et les canons emmenés, mais grâce à l'activité de M. le Major Wenger, ils rentrèrent tous au parc. Ce n'est pas là sans doute ce qu'on a voulu appeler, paralyser l'action du Gouvernement. Du moins ce n'est pas ainsi, que ce Gouvernement le comprenait lui-même, car dans sa lettre du 19, où il m'adressait des demandes de désarmement relatives à certaines communes, je lis ce qui suit: „Les preuves d'intérêt que vous avez déjà données à la cause que nous représentons, nous font espérer M. le Commandant que vous voudrez bien contribuer à assurer dans le canton de Fribourg, l'avenir heureux de cette cause pour laquelle vous faites vous même tant de sacrifices.“

„Agréez etc.“

(Signé) SCHALLER, président.

BERCHTHOLD, secrétaire.

*) J'aurais pu rendre mon récit plus piquant en donnant des détails, sur ces désordres de Fribourg, en en faisant connaître les véritables auteurs. Je ne veux pas réveiller de tristes souvenirs; ce dont je me rappelle, c'est que je n'ai jamais réclamé inutilement le concours des Genevois et des Vaudois, pour rétablir l'ordre troublé; c'est que des chars d'objets restitués ont été remis par mes soins à M. le Colonel Wicky chargé par le gouvernement de Fribourg de les recevoir.

Ce dont je me rappelle c'est que M. le Colonel Kurz surtout a mis le plus grand zèle à faire opérer ces restitutions *), ce dont je me rappelle enfin c'est que de braves soldats en voyant commettre des actes de brutalité s'écriaient avec une douleur amère et naïve: *« nous n'oserons plus retourner chez nous. »*

*) V. annexe.

Voici ce que je répondis. Après avoir annoncé que je ferai droit à leur demande, j'ajoutai : „Vous avez raison de ne pas douter du vif intérêt, que je porte à la cause que vous représentez et de mon ardent désir de faciliter par tous les moyens possibles la tâche difficile que vous avez entreprise avec tant de devouement et de patriotisme.“

Voilà où nous en étions, le Gouvernement provisoire et moi, en fait de procédés et de correspondance, le 20 Novembre. Le 21, Messieurs les représentants après diverses observations, que je m'abstiens de rappeler, s'exprimaient ainsi dans une lettre qu'ils m'adressaient : „Le Gouvernement provisoire est constitué et reconnu, il fonctionne depuis plusieurs jours. Il a réorganisé le Conseil communal de Fribourg, nommé les préfets, et pourvu à la plupart des services publics, il est temps de laisser à ce Gouvernement ainsi qu'à tous les pouvoirs constitués, leur liberté légale d'action. Cela est d'autant plus nécessaire qu'il doit bientôt procéder à la reconstitution complète du canton par des élections générales, et d'ailleurs, le respect de la souveraineté cantonale exige qu'il ne soit pas porté atteinte à l'indépendance de ce Gouvernement.“

La tendance de ce paragraphe et du reste de la lettre serait inexplicable pour tout autre que pour moi; je n'en attribue la sécheresse, ni à Messieurs les représentants, ni aux membres du Gouvernement, elle revient toute à un tiers : je répondis ce qui suit, à Messieurs les représentants fédéraux.

21 Novembre 1847.

„Je reçois votre office de ce jour, auquel je m'empresse de répondre. Je n'ai reçu du Général-en-chef aucune notification quand aux représentants

„ fédéraux*), tout ce que j'ai reçu, Messieurs, l'a été par
„ votre entremise, ni le Directoire, ni le Général, ne
„ m'ont donné d'instructions jusqu'à ce jour, je n'en
„ suis pas moins très disposé à concourir à ce que vous
„ croirez utile, et en vérité je ne sache pas l'avoir
„ contesté; la forme de votre lettre pourrait le
„ faire penser. Je ne sache pas non plus avoir
„ refusé appui aux autorités constituées, mais je ne
„ puis le faire que dans les limites de la capitulation;
„ savoir, pour faire respecter, les personnes, les
„ propriétés et l'ordre public. Je crois que pour
„ éviter un conflit fâcheux, il faut que le Général
„ soit d'accord sur l'emploi et le nombre des troupes.
„ Quant à moi je serai charmé qu'on diminue le corps
„ d'occupation, à commencer par celui qui le com-
„ mande. J'exécuterai des ordres du Général en ce
„ qui concerne le licenciement de certaines troupes,
„ que je lui ai proposé et que je vais opérer, je
„ transmets du reste, Messieurs, votre missive au
„ Général, en lui adressant à cet égard, mes obser-
„ vations et en lui demandant ses ordres etc.“

(Signé) Louis RILLIET.

Je ne pousserai pas plus loin ce qui tient à mes rapports avec MM. les représentans fédéraux et le Gouvernement provisoire, rapports qui, en fait, prirent fin, le 23 novembre, jour de mon départ pour Vevey

*) Un officier exerce un commandement supérieur; des hommes avec lesquels il doit être en rapport intime arrivent à son quartier-général, il semble qu'on doit lui notifier cette arrivée; on ne le fait pas, et l'on s'étonne qu'il y ait souvent ces frottements regrettables !

mais pour compléter ce qui tient aux mesures que j'ai prises dans le canton de Fribourg je dois mentionner : l'institution dès le 18 Novembre d'une commission destinée à procéder à l'expertise des dégats, résultant de l'occupation militaire, à partir du 15 courant. Elle fut composée d'abord, de MM. Bourgeois, colonel fédéral; Audemars, Bollens et Raymond de Genève, commandants de bataillons; Creux, capitaine d'artillerie, et Ignace Mohr, délégué de la Municipalité de Fribourg. Le personnel de cette commission éprouva dès le 20 une modification, par l'appel de MM. le Colonel Bourgeois et Commandant Audemars pour faire partie de la seconde division; le premier fut remplacé dans la présidence par M. le Colonel Frédéric Veillon qui lui-même fut remplacé plus tard par M. le Commandant Bollens.

Cette commission a tenu registre de ses séances jusqu'au 18 décembre 1847. Ses procès-verbaux accompagnés de pièces à l'appui sont entre mes mains et seront produits au besoin, ils feraient taire bien des gens et éclairciraient bien des choses.

Toutes les fois que des sauves-gardes ont été réclamées elles ont été accordées, elles ont puissamment contribué à arrêter les dégats. Pour en régulariser la constatation, je réclamai l'envoi d'auditeurs d'Etat-Major auprès de la division, et en attendant leur arrivée, je désignai un officier dans la personne de M. le Capitaine Schaub pour procéder aux premières enquêtes. Je fis plus, informé que des paquets en très-grand nombre et d'une nature suspecte étaient expédiés par les messageries, je fis établir le séquestre sur tous ces objets, autorisant M. le Juge-informateur à dresser procès-verbal de leur ouverture. Les faits postérieurs sur

ce sujet ressortant du domaine de la justice militaire, je n'ai plus à m'en occuper, je dois ajouter toutefois qu'un grand nombre d'objets furent restitués, particulièrement par les soins de M. le Colonel Kurz, ils furent remis immédiatement au délégué du Gouvernement de Fribourg, commis à cet effet, afin de les rendre à leurs possesseurs.

Dès les premiers jours de l'occupation de Fribourg, je fis opérer le licenciement de plusieurs des bataillons de réserve, qui avaient concouru si puissamment à assurer le mouvement des colonnes d'expédition, je leur adressai des remerciements mérités; on trouvera cet ordre de jour aux pièces annexes*). Les bataillons Vincent, Déglon, Briod, Muret, Soutter-Bron, Chablaix et les braves volontaires furent successivement renvoyés dans leurs foyers, je crus servir ainsi, et la contrée, et ces braves hommes qui faisaient campagne sans capotes.

Le 19, par lettre en date du 18, j'avais reçu l'ordre de faire partir 3 bataillons d'infanterie et plus tard une compagnie de carabiniers, pour former une brigade destinée à marcher contre Lucerne, et à entrer dans la deuxième division. Je pris pour être équitable, un bataillon dans chacune des trois brigades, et je confiai le commandement supérieur à M. le Colonel Bourgeois; puis j'opérai un remaniement dans les bataillons et les compagnies de carabiniers restants, pour rétablir les brigades à trois bataillons et deux compagnies de carabiniers. En même temps la brigade de M. Kurz passa sous mes ordres, elle se composait de deux bataillons bernois, d'un bataillon argovien, d'une compagnie de cara-

*) V. annexe.

biniers argoviens, et d'une compagnie de carabiniers bernois.

Sur la demande expresse de M. le colonel Kurz, j'autorisai le renvoi à Berne du bataillon bernois de réserve, Chiffele.

Il serait fastidieux de passer par le détail de toutes les mesures secondaires, qui furent la conséquence de celles que je viens d'indiquer. Je dois maintenant m'occuper de ce qui concerne particulièrement le corps d'observation du Valais, et les faits qui se rapportent à cette partie de mon commandement. Je terminerai en quelques lignes ce qui est relatif au canton de Fribourg.

Je quittai ce canton avec l'autorisation du général, le 23 Novembre au soir, après avoir pourvu au commandement, en mon absence, dans la personne de M. le Colonel A'Bundi, et en avoir prévenu MM. les Représentants fédéraux. Dès-lors, je ne suis pas retourné à Fribourg mais j'ai eu connaissance régulièrement par M. le Colonel Charles Veillon des faits les plus importants qui s'y sont passés, et qui se bornent à des dislocations et à des changements de garnison.

Prévoyant vers le milieu de Décembre, que je ne serais pas appelé à reporter d'une manière permanente mon quartier-général à Fribourg, je fis venir à Vevay toute la partie de l'Etat-Major qui était restée à Fribourg, et j'autorisai M. le Colonel Charles Veillon dont les services m'avaient été si utiles à rentrer dans ses foyers. Dès-lors et jusqu'au jour du licenciement de l'Etat-Major de la division, dont il sera question plus tard, j'ai été en rapport journalier avec M. le Colonel A'Bundi dont le zèle éclairé ne s'est pas démenti un moment.

Si je m'étais proposé autre chose en publiant cet écrit que de faire connaître les faits dans toute leur exactitude, je devrais peut-être dire, comme je l'ai indiqué, que j'aurais pu rendre ce récit plus piquant, j'aurais pu donner copie de quelques-uns des détails qui m'ont été fournis sur les *purs* et les *impurs*, j'aurais pu comparer le langage tenu dans les premiers jours de novembre, et celui qui fut tenu depuis le 15 au soir. Que ces personnes se rassurent ou plutôt elles sont toutes rassurées, sachant bien que je ne sais pas repousser des perfidies en trahissant des secrets, et que dans cette lutte occulte et ténébreuse je serai toujours battu.

Il résulte pour moi de bien des choses, la confirmation de ce que j'ai toujours pensé, c'est que pour certaines gens, les troupes fédérales ne sont qu'un corps de gendarmerie destiné à satisfaire toutes les exigences, à appuyer toutes les prétentions et les rancunes des partis; c'est une doctrine comme toute autre, mais ce n'est pas, ce ne sera jamais la mienne. Je passerai tant qu'on voudra condamnation sur les défauts de forme en félicitant cordialement ceux qui pensent qu'au milieu de tous les tiraillements, de toutes les excitations, qui m'ont assailli, il eût été toujours facile de garder une parfaite équanimité. Cet heureux empire sur soi-même, il faut le demander à ceux qui sont mieux doués que je ne le suis et ils sont nombreux; il faut le demander aussi à ceux qui ont le bonheur de ne pas prendre les choses à cœur.

Quoi qu'il en soit, quelque opinion qu'on ait eue, quelque parole qu'on ait dite, si je devais recommencer, j'agis de même. Je recommanderais aux troupes, l'ordre, la discipline, la modération, je cher-

cherais à rassurer les populations. J'accorderais secours et protection à ceux qui le demanderaient; mon salon serait ouvert à ceux qui viendraient s'y réfugier, sans m'inquiéter s'ils sont conservateurs ou radicaux, aristocrates ou démocrates; je ferais tous mes efforts pour arrêter les désordres, parce que je n'admets pas que la régénération d'un pays se lie intimement à la violation de tous les devoirs.

Si c'était à recommencer, je dirais au gouvernement nouveau ce que je lui ai dit au premier jour de son existence : „Ne bâtissez pas sur le sable, et c'est bâtir sur le sable que d'asseoir un nouveau gouvernement sur l'esprit de vengeance et de ré-action.“ Au reste, que pourrais-je faire sinon d'emprunter les paroles écrites, six semaines après, par les Représentants fédéraux au Grand Conseil de Fribourg, paroles qui rendent si complètement mes sentiments et mes pensées. Ils ont dit, et ils ont eu raison de le dire, que ce n'est pas par des proscriptions législatives, par des jugements sans débats, par des listes arbitraires de condamnés, que l'on fonde l'avenir d'un peuple, et que c'est faire une cruelle injure à la démocratie que de lier son avènement au pouvoir à des spoliations individuelles, système dont la conséquence nécessaire sera de mettre le Gouvernement entre les mains des plus misérables, puisque ceux-là seulement qui n'ont rien à risquer pourront en courir la chance.

Sur un seul point, j'agisais peut-être autrement, ce serait dans mes rapports avec le clergé. Je me laisserais moins prendre aux belles paroles des ministres de la religion catholique, et je ne les respecterais que lorsqu'il me serait démontré qu'ils sont respectables; je serais plus en garde contre de cer-

taines mystifications, et il n'est pas certain que je consentisse à permettre que le service protestant se fit en plein air le 23 novembre, parce qu'il convenait à l'Évêque de refuser une église pour l'exercice de ce culte *).

Je m'arrête; il faut se réserver la réplique, si elle doit avoir lieu.

*) Puisque je parle de ce service célébré en plein air, je ferai connaître qu'immédiatement après, les troupes firent entr'elles une collecte pour les pauvres Fribourgeois; elle produisit 300 francs de Suisse (450 francs de France) et la moitié de la somme se composait de pièces de *deux sols*, preuve que les soldats avaient beaucoup donné.

SECONDE PARTIE.

VALAIS.

Dans la première partie de cet exposé, il a été dit comment s'était formée la brigade d'observation sur les frontières du Valais, j'ai fait connaître que j'avais donné des instructions à son commandant avant mon départ pour Fribourg; je dois revenir sur ce fait. J'avais reconnu au premier coup d'œil que M. le colonel Nicollier avait auprès de lui un officier aussi capable que résolu dans la personne de M. le lieutenant-colonel Varnery, et les rapports plus intimes que j'ai eu dès lors avec cet homme distingué, m'ont bien prouvé que je ne m'étais pas trompé. J'avais invité M. le colonel Nicollier à me l'envoyer à Lausanne, pour conférer avec lui avant mon départ fixé au 9 novembre. M. Varnery vint en effet le 7; mais j'étais à Yverdon, je n'en revins que le soir, M. Varnery, d'après les ordres qu'il avait reçus, ne m'avait pas attendu; j'écrivis à M. le colonel Nicollier la lettre suivante : „ M. le colonel, „ au moment de partir pour l'expédition de Fribourg, „ je crois, puisque M. Varnery n'a pas cru pouvoir „ attendre mon retour hier, devoir vous donner quelques instructions sur la conduite à tenir, dans la „ partie du pays occupée par votre brigade, mais je „ dois avant tout vous déclarer formellement que l'esprit d'indépendance qui a toujours animé ce corps, „ les mouvemens auxquels il n'a cessé de se livrer „ sans m'en prévenir, m'autorisent à repousser toute

„responsabilité de ce qui a pu se faire jusqu'à
„présent, et que je la laisse tout entière à qui de
„droit; on m'apprend en particulier que le bataillon
„Coëtaux n'est plus dans ses cantonnements, par l'or-
„dre de qui? Quoi qu'il en soit, voici ce que je
„vous prie d'exécuter :

„1. Vous conserverez provisoirement les troupes
„que vous avez sous vos ordres, seulement la com-
„pagnie Haubenreisser permutera avec la compagnie
„Pavid (artillerie); cette permutation s'opérera le 9,
„c'est-à-dire demain.

„2. M. le Major Borel demeurera attaché aux deux
„batteries Gautier et Pavid, et s'établira à Aigle où
„il concourra avec vous.

„3. Vous ferez opérer une barricade derrière la
porte du pont de St. Maurice.

„Votre poste peut être enlevé à l'improviste et se
„trouve mal placé; non-seulement votre poste serait
„perdu, mais on ne pourrait être prévenu à Bex;
„faites de suite exécuter cet ouvrage.

„4. Vous continuerez votre service d'observation,
„vous redoublez de vigilance pendant la marche sur
„Fribourg; veillez à ce que Chillon soit convenable-
„ment occupé.

„Si les Valaisans font une attaque et que vous
„la repoussiez, prenez immédiatement l'offensive *);
„attaquez fortement à Chessel, d'une part, et de
„l'autre, faites filer une colonne derrière Bex: passez
„le Rhône aux bains de Lavey, jetez en avant un
„corps d'observation sur la hauteur du Bois Noir, et
„avec votre force principale attaquez vigoureusement
„St. Maurice; emparez-vous de l'abbaye pour avoir
„une garantie. Conservez un poste d'observation au

*) On trouvera aux annexes une pièce intéressante sur les
projets des Valaisans.

„sentier qui descend de Verossaz. En poussant vos
„adversaires un peu fort, ils se dissiperont d'eux-
„mêmes et mettront bas les armes. Si nous entrons
„à Fribourg, n'hésitez pas à prendre l'offensive pour
„profiter de notre succès en suivant les principes
„que je viens d'indiquer; si nous sommes repoussés,
„prenez aussi l'offensive pour empêcher Kalbermatten
„de la prendre et pour faire une diversion utile. Quant
„à vos positions défensives, je suis d'accord avec les
„idées exprimées par M. Varnery sur la nécessité
„d'adopter deux points de concentration en arrière,
„sans trop disséminer vos avant-postes. Adressez-moi
„vos rapports journaliers; je vous ferai soutenir, si
„c'est nécessaire. Je laisse des forces dans la Gruyère,
„mais j'interdis absolument qu'on en dispose sans
„mon autorisation; envoyez-moi vos rapports par
„Lausanne, d'où on me les acheminera; c'est la voie
„la plus sûre et la plus prompte; vous avez vos
„courriers à cheval par arrondissement, servez-vous
„en pour ne pas abîmer vos cavaliers. Voilà, colo-
„nel, mes avis, veuillez y avoir égard et me croire
„etc. (Signé Louis RILLIET.)“

„P. S. M. le colonel Besson prendra le comman-
„dement d'une partie des troupes sous vos ordres et
„sera à votre disposition.“

Voilà ce que j'écrivis le 8 novembre, je le con-
firmâi par ma lettre du 10 de Moudon qui figure aux
pièces annexes, et je le répétai verbalement à M. le
commandant Besson qui passa ce jour-là à Moudon.
Ces instructions ne furent pas suivies; je n'en fais
pas un reproche à M. le colonel Nicollier, j'ai ap-
précié les difficultés de sa position; tiraillé entre
les excitations des réfugiés valaisans et des volon-
taires qui envoyaient des adresses au Général, pour
le supplier de faire attaquer; entre les obsessions

de M. le préfet d'Aigle, qui voyant avec une sollicitude toute paternelle la sixième partie du monde dans son district, ne se contentait pas de solliciter sans cesse le Conseil d'État du canton de Vaud, d'envoyer de nouvelles troupes, mais qui en appelait de son chef; M. Nicollier se trouvait au milieu de chocs continuels. Confédération, Gouvernement cantonal, préfecture, tout le monde donnait des ordres et ceux de la Confédération n'étaient pas les plus régulièrement suivis.

J'ajouterai même que par une dépêche du 16, M. Nicollier m'informa que dès la veille, il avait réuni une espèce de Conseil de guerre, composé de MM. Varnery, Besson, Cherix, Pittet, Dufour et Joris, pour aviser à quelque plan d'attaque contre le Valais, que M. le Conseiller Briatte avait pris part à cette délibération! Que les avis y avaient été très-partagés et qu'une opinion fortement appuyée s'était manifestée, qui demandait avant toute attaque une plus grande concentration de troupes, MM. Besson et Pittet soutenaient cette opinion, MM. Varnery et Nicollier regardaient l'attaque de Chessel et de Colombey comme praticable; MM. Joris, Dufour et Cherix soutenaient que toute attaque était praticable et facile.

M. Nicollier terminait par des réflexions qui méritaient toute considération, sur la nature des troupes, sur leur nombre et il me demandait des ordres positifs. Jusque là rien de mieux, je reconnais que puisque le canon n'avait pas été le bulletin qui avait appris aux Valaisans la prise de Fribourg, le commandant de la brigade d'observation préoccupé de scrupules sérieux avait raison en demandant un ordre absolu et définitif. Mais j'ai plus de peine à comprendre pourquoi M. le Colonel Nicollier n'attendit pas ma

réponse, ou plutôt, pourquoi après avoir reçu cette réponse où je faisais droit à ses demandes, puisque je lui envoyais un officier d'État-major pour s'entendre avec lui, pourquoi dis-je il adressa un rapport très-singulier au Gouvernement de Vaud, à qui il pouvait se contenter de répondre: „j'attends les ordres de mon Commandant de division,“ et pourquoi surtout il crut nécessaire d'écrire au Général sous la date du 20 Novembre une lettre confidentielle qui n'était au fond qu'un recours contre moi; cette missive n'a pas été sans influence sur la suite de cette affaire. J'en ai maintenant une copie sous les yeux mais je m'arrête devant le scrupule de rendre publique une pièce qui ne m'était pas adressée ou que je n'ai pas écrite. Je n'en dirai pas davantage sur ce point.

Ainsi que je viens de le dire, pour faire droit à la lettre du 16 de M. Nicollier et afin d'être informé exactement de l'état des choses dès le 17 novembre, j'envoyai M. le Colonel Maurice Barman, dans le district d'Aigle, en lui donnant des instructions pour licencier au besoin les bataillons de réserve qui paraîtraient le plus fatigué de la prolongation de ce service. J'informai le Général, le 18, de cette mission en lui demandant l'autorisation de diriger vers la frontière du Valais, deux bataillons d'élite de ma division et de requérir le deuxième bataillon de Genève. En attendant sa réponse, je fis prendre des cantonnements dans la direction de la Gruyère, pour être en mesure. Le général me répondit sous la date du 21 Novembre ce qui suit: „Vous me demandez comme une faveur de pouvoir occuper le Bas-Valais; s'il ne s'agissait que d'une faveur, personne mieux que vous ne l'aurait méritée et je serais heureux de l'accorder, mais il s'agit d'une attaque qui peut avoir les plus graves con-

„séquences, j'ignore ce qui se passe en Valais. Vous
„m'avez écrit que vous étiez vous-même dans une
„grande incertitude à cet égard. Serait-il prudent
„de s'engager sans être bien au clair sur tout cela.
„Quelles seront les forces que vous rencontrerez ?
„quelles positions occupent-elles ? Comment les
„aborder, etc. Les mauvaises nouvelles du Tessin ne
„leur auront-elles point donné une nouvelle énergie.
„Tout nous engage à attendre encore.

„D'ailleurs je puis avoir besoin de votre secours,
„selon l'issue de la lutte qui va s'engager de ce
„côté, la prudence ne me permet pas de me priver
„de cette ressource, patience donc encore quelques
„jours et après vous pouvez agir avec plus de con-
„naissance de cause, en attendant vous pourriez aus-
„sitôt que la situation de Fribourg vous le permettra,
„vous rapprocher personnellement de votre brigade
„d'observation pour voir les choses de plus près.“

Le dernier paragraphe de cette lettre a déjà été
cité (voir page 48).

J'appris par diverses 'missives successives de
M. le Chef d'État-major, sous les dates des 22 et
23 novembre, qu'on m'accordait l'autorisation : 1) de
faire marcher des troupes sur le Valais ; 2) de me
rendre de ma personne sur cette frontière ; 3) d'at-
tendre des ordres ultérieurs.

Je dois ici faire connaître une circonstance par-
ticulière et qui se rattache aux affaires du Valais.

Sous la date du 9 novembre, je reçus une lettre
de M. le Président du Conseil fédéral de la guerre
qui m'informait de la demande faite par les réfugiés
Valaisans réunis près d'Aigle, d'être admis à la solde
fédérale et de recevoir des rations. Le Conseil de
la guerre me consultait sur la convenance d'adhérer
à cette demande, ne voulant pas la prendre, disait-

il, en considération, si elle contrariait mes vues. Je répondis ce qui suit :

„M. le Président, je reçois à l'instant votre lettre
„de ce jour, l'objet qu'elle mentionne m'est trop
„connu pour que je puisse hésiter un moment à
„répondre favorablement à la demande que vous
„m'adressez, relativement aux réfugiés Valaisans.
„Ces hommes méritent tout l'intérêt de la Confédé-
„ration et peuvent lui rendre les plus grands ser-
„vices, leur désintéressement égale leur courage et
„leur patriotisme; leurs Chefs sont des officiers
„braves et expérimentés. Je prie donc M. le Pré-
„sident du Conseil de la guerre de faire droit à leur
„demande et si vous me transmettez l'autorisation de
„les faire incorporer, je le ferai aussitôt. Je pense
„cependant qu'il ne faut pas recevoir indistinctement
„tout le monde et qu'on doit fixer 250 en maximum.
„Je m'entendrai pour les détails d'exécution. On peut
„rappeler la solde du 15 courant.

„Agréez, etc.

(signé) Louis RILLIET.“

Voilà comment je m'exprimais relativement aux intérêts des réfugiés Valaisans. Ma conduite en cette circonstance n'était que la conséquence de celle que j'avais tenu depuis sept ans, avec le canton du Valais. On verra plus tard le compte qui m'en a été fait. A cette ouverture le Conseil de la guerre répondit ce qui suit, sous la date du 20 courant, de Berne.

„Répondant à votre lettre du 19 au sujet des
„réfugiés Valaisans, nous vous autorisons à les rece-
„voir dans votre division et nous avons l'honneur de
„vous déclarer, que nous sommes parfaitement d'ac-
„cord avec vous, au sujet des restrictions que vous
„établissez, relativement à la force numérique de ce
„corps. Nous annonçons à M. le lieutenant-colonel
„Dufour à Aigle, que lui et son corps auront à

„attendre dès à-présent vos ordres et que son entrée en service date du 15 courant.

„Nous saisissons, etc.

„Pour le Conseil fédéral de la guerre,

„Le Vice-président : (signé) Alex. FUNK.

„Le Secrétaire : (signé) Adrian d'ARX.“

Je reçus successivement divers rapports de M. le Lieutenant-colonel Barman qui me confirmaient ce que je savais déjà, savoir : qu'il était urgent de faire appuyer les bataillons de réserve, qui composaient exclusivement la brigade Nicollier, par des bataillons d'élite. En même temps et comme il s'agit ici de faire connaître exactement tous les faits, je dirai que M. le Président du Conseil d'État du canton de Vaud s'était rendu en personne à Fribourg pour me dire que le Gouvernement de Vaud mettait un prix tout particulier à ce que l'état de malaise où se trouvait le district d'Aigle, depuis longtemps, par suite de la présence des troupes et de l'interruption totale des communications entre les deux rives du Rhône finît le plus tôt possible. M. le Président appuyait ces observations par des considérations plus générales, et sur lesquelles comme sur celles qui précèdent, j'étais complètement d'accord avec lui, la convenance, au moment où la question de Lucerne n'était pas décidée, de mettre le canton du Valais hors de cause, en faisant ainsi la diversion la plus utile, puisqu'elle le forçait à rappeler les troupes que le Valais avait envoyé au secours du Sonderbund *).

Ce point de vue parfaitement net et élevé avait engagé le Gouvernement de Vaud à insister auprès de M. le Colonel Nicollier pour qu'il attaquât sans délai.

*) On trouvera aux annexes divers documents peu connus sur les délibérations des conseils du Valais et sur leurs vues relativement à une attaque contre le canton de Vaud.

Je sais trop combien il faut se défier des jugements hasardés, pour exprimer ici un avis tranché sur les hésitations du Commandant de la quatrième brigade ; je reconnais et je l'ai dit, que sa position était difficile, et que l'arrivée de bataillons d'élite était convenable ; mais j'ai l'intime conviction aussi, que les braves réserves auraient passé le Rhône avec empressement. Quoi qu'il en soit M. le Président du Conseil d'État de Vaud, insistait pour que je me rendisse sur la frontière du Valais, que j'y prisse les mesures propres à faire décider la question, il m'offrait au nom de son État, toutes les ressources dont ce beau canton pouvait encore disposer.

A ces excitations patriotiques et honorables, se joignirent celles de MM. les Représentants fédéraux dans le canton de Fribourg qui partageaient toutes les vues du canton de Vaud sur cette affaire ; on voit que tout le monde s'en mêlait, et il faut convenir qu'il n'est pas facile de se tirer d'affaire entre tant de sollicitations, surtout lorsqu'elles vous poussent dans la route que vous souhaitez parcourir. Ainsi au 22 Novembre j'avais l'autorisation de faire marcher des bataillons d'élite ; l'autorisation de me transporter de ma personne sur les bords du Rhône ; l'autorisation, après quelques jours de patience, d'agir suivant les circonstances. (Lettre du Général du 20 Nov.) Tout paraissait dépendre d'un rapport final de M. le Colonel Barman. Il m'en avait adressé un le 18 Novembre, il m'informait de différentes mesures prises par le gouvernement de Vaud, telles que le licenciement d'un bataillon ; M. Barman ordonna de suspendre l'exécution de cet ordre et il fit bien, parcequ'étant mon représentant, il avait seul le droit de commander, après toutefois le Commandant de la brigade. La seconde mesure avait été la formation d'une brigade, com-

posée d'un bataillon de grenadiers et d'un bataillon de chasseurs, placée à Vevey sous les ordres de M. le Colonel Monnier avec injonction de ne *recevoir d'ordres que du Gouvernement de Vaud*. Cette communication m'engagea à demander des explications au Gouvernement vaudois, il me les donna par l'intermédiaire de M. le Président Blanchenay qui revint à Fribourg et qui me déclara que toutes les troupes étaient exclusivement sous mes ordres.

Un second rapport de M. Barmann arriva le 20 Novembre, il me donnait des détails assez circonstanciés sur les dispositions des troupes valaisanes dont il évaluait le total entre 5 et 6000 hommes; enfin son rapport final me parvint le 22, il était court, le voici: „La situation est on ne peut plus grave, „les réfugiés étaient déterminés à attaquer ce matin, „j'ai obtenu pour tout délai, le temps rigoureusement „nécessaire pour vous informer de l'état des choses, „ils n'attendront pas plus loin que mardi 23 courant „au matin. Tout me porte à croire que leur mouvement sera suivi par la majeure partie des troupes, „une partie des officiers refuseront sans doute de „s'y associer, mais plusieurs se mettront à la tête. „Je vous laisse apprécier, mon Colonel, ce qu'une „attaque désordonnée peut avoir de dangereux et „pour la Confédération et pour le Valais. Dans ma „conviction l'attaque régulièrement entreprise ne présente pas de difficultés sérieuses, etc. etc.

„L'adjudant de la première division,
„(signé) Maurice BARMAN.“

M. Barman me confirmait le contenu de ce rapport dans une lettre particulière. Au reçu de cette incroyable dépêche, j'écrivis immédiatement par estafette :

1) à M. le Colonel Dufour, Commandant des réfugiés Valaisans, la lettre qui suit :

„Je reçois un rapport qui m'étonne ; lorsque je vous donne la preuve de la bienveillance du Conseil de la Guerre, bienveillance que j'ai sollicitée, il paraît que vous prétendez m'imposer des lois au moment où vous vous placez sous mes ordres, et forcer l'attaque du Valais lorsque je veux la rendre efficace par l'envoi de bataillons d'élite. Je n'ai qu'un mot à vous dire c'est que je donne l'ordre à M. Nicollier de s'y opposer même par la force, et que s'il est fait le moindre mouvement avant mon arrivée par des hommes appartenant à la division que je commande, j'en rends responsables eux et leurs chefs, et je les considère comme étant en révolte contre l'armée.“

2) A M. le Colonel Nicollier pour lui donner l'ordre d'arrêter tout mouvement intempestif et en annonçant que je ferai punir comme révoltés ceux qui oseraient désobéir.

3) A M. le Colonel Barman, pour lui réitérer les mêmes choses.

4) Enfin au Général à qui j'envoyai copie des lettres que je viens de mentionner, en lui demandant de prendre un parti décisif et en lui annonçant que je partais le soir même pour Vevey, ne doutant pas, par ce qui avait précédé, que le Général ne me laissât les mains libres. Je lui communiquai mes idées sur le meilleur mode d'attaque contre le Valais, en sacrifiant tout le côté brillant de l'opération à la certitude d'obtenir un succès au moindre prix possible. Le 24 au matin j'étais à Vevey ; ce même jour y arriva le bataillon Chausson, il était suivi du bataillon Monachon et du bataillon bernois Ganguillet, ces deux derniers bataillons devaient arriver successivement

les 25 et 26. Le 25 la batterie d'obusiers Muller arrivait aussi à Vevey, le deuxième bataillon de contingent Veillard de Genève débarquait à Villeneuve par le bateau à vapeur, enfin les compagnies de carabiniers Jacquery de Vaud, Greyerz de Berne et Isler d'Argovie, on voit qu'il n'y avait pas eu de temps perdu dans l'exécution de la marche ordonnée.

Je restai la journée du 24 à Vevey où je passai la revue de cette brigade de grenadiers et de chasseurs de réserve sous les ordres de M. le Lieutenant-Colonel Monnier, que le canton de Vaud plaçait sous mon commandement et dont je ne peux assez louer la belle tenue et les bonnes dispositions. J'ai omis de dire que M. le Colonel Frédéric Veillon m'avait accompagné et était reparti immédiatement pour Aigle. J'attendais M. le Colonel Kurz; en sorte que le corps sur la frontière du Valais devait se composer de trois brigades :

La première sous les ordres de M. le Colonel Kurz, composée de deux bataillons d'élite, de deux compagnies de carabiniers et d'un bataillon de réserve.

La deuxième sous les ordres de M. le Colonel F. Veillon, composée du même nombre de troupes.

La troisième sous les ordres de M. le Colonel Nicollier, composée de quatre bataillons de réserve. L'artillerie forte de quatre batteries dont une de gros calibre sous les ordres de M. le Major Borel et une du calibre de quatre avec six pièces; en tout 18 bouches à feu, sans compter un canon et trois obusiers du corps valaisan. Une compagnie de sapeurs du génie, quatre ou cinq compagnies de volontaires, bons tireurs et le corps valaisan. Total 8000 hommes de bonnes troupes, tous bien disposés et prêts à combattre.

Je rendis compte de ces dispositions au Général en le priant de nouveau de me délier des mains. Je lui fis connaître que du côté des Valaisans, les forces réunies depuis Martigny à St. Gingolph ne s'élevaient pas au delà de 5 à 6000 hommes, dont deux bataillons de milice, 4500 hommes de landsturm, une demie compagnie de carabiniers et quelques pièces de canon; j'ajoutai que les populations vaudoises riveraines du Valais étaient fatiguées à bon droit de la prolongation du séjour des troupes sur les frontières, que chacun s'accordait à regarder l'arrivée des bataillons fédéraux comme le signal du moment décisif, et qu'une plus longue inaction produirait un effet démoralisant, ferait murmurer les populations et porterait atteinte à la discipline des troupes. C'était l'opinion unanime de tous les Chefs et de l'État-major que le moment d'agir était venu, je terminai par ces mots :

„On croit qu'après sommation le Valais se soumettra; je l'ignore; mais dans tous les cas l'attaque, dans la position singulière où ses troupes sont placées, sera bien moins meurtrière que si on les laissait se concentrer en reculant. Le temps est beau, l'esprit des troupes est bon; mais tout peut changer d'un moment à l'autre, et si l'on tarde, on ne peut répondre de rien. Les soldats et la population, qui connaissent nos forces et celles de l'ennemi, ne comprendront pas notre inaction. J'ai étudié hier et aujourd'hui le terrain, de Chessel à Lavey; les Valaisans ne peuvent nous opposer de résistance sérieuse nulle part; ils sont disséminés, mais on annonce déjà des projets de concentration. Je vous prie donc de rechef, mon Général, de me délier les mains; j'oubliais de vous dire que les passages

„d'Anseindaz et Morele sont très bien gardés par les volontaires vaudois.“

A cette lettre officille, j'en joignis une particulière, dans laquelle je disais sans détour au Général, „qu'après les désagréments que m'avait procurés l'occupation de Fribourg, je ne voulais pas „me charger de l'odieux de celle du canton de Vaud; „car surcharger inutilement de troupes le canton de „Vaud, c'était le sacrifier au Valais.“ Il s'était passé au grand quartier-général quelque fait qui ne m'est pas encore connu; on semblait redouter outre mesure la résistance des Valaisans; on parlait de m'envoyer de nouvelles troupes, tandis que par la configuration du pays, il n'était pas possible d'en entasser davantage, sans les faire bivouaquer, ce qui eût été fatal à cette époque de l'année. Enfin on paraissait croire au mauvais vouloir des bataillons de réserve qui ne demandaient pas mieux que d'avancer. Pour qui connaît comme moi l'esprit judicieux du Général, et qui sait que nul ne connaît mieux que lui toutes les circonstances locales de la Suisse, je n'ai pu m'expliquer le changement de procédés à mon égard, à l'Etat-major-général, que par l'effet de correspondances occultes et d'autres causes que je ne veux pas examiner. C'était pénétré de cette pensée que j'écrivais le même jour à M. le colonel Charles Veillon :

„Le temps est magnifique, l'esprit excellent; mais „je crains beaucoup plus les attaques sur mes der- „rières que les rencontres de front.“

Je résumai ces considérations dans une lettre au Général, sous la date du 27, et j'insistai sur cette considération, que si M. de Kalbermatten continuait à jouir des pleins pouvoirs dont le Grand Conseil du Valais l'avait revêtu, je savais qu'il allait se fortifier à la *Balma* et au *Trient*. Il serait renforcé par les

troupes venant du Tessin et de Lucerne, et n'ayant plus rien à ménager, il se défendrait à outrance. Je présenterai tout-à-l'heure quelques réflexions sur la position militaire des deux partis.

Comme je ne veux cacher aucun fait, je ferai connaître que j'étais toujours en communication avec le Conseil d'Etat du canton de Vaud. Le dimanche 28 au matin, convaincu qu'un plus grand retard était impossible, j'ordonnai la concentration des troupes pour le lendemain. J'avais déjà fait parvenir une adresse aux Valaisans*), je la fis suivre de la sommation suivante adressée au gouvernement du Valais :

„Vous avez connaissance des arrêtés fédéraux qui ordonnent la dissolution de l'alliance dite le „Sonderbund et vous n'ignorez pas que ces arrêtés ont reçu leur exécution dans les cantons de Fribourg, de Lucerne, de Zug, de Schwyz et d'Unterwalden.

„J'occupe la frontière du Valais avec des troupes fédérales chargées de la même mission.

„Je désire éviter l'effusion de sang ; je viens donc vous sommer au nom de la Confédération d'ordonner que les troupes fédérales soient reçues sans résistance sur le territoire du Valais. Je vous garantis, en leur nom, la sûreté des personnes et des propriétés.

„Je vous rends en même temps responsables des conséquences qu'une résistance inconsidérée entraînerait pour ceux qui l'auraient permise ou effectuée et pour le pays tout entier.

„Je vous prie de me faire savoir votre résolution ce même jour avant cinq heures du soir ; je regarderai votre silence comme un refus.“

(Signé) Louis RILLIET.

*) V. annexe.

J'adressai copie de cette lettre au Commandant des troupes valaisannes que je savais inofficiellement être nanti de pleins-pouvoirs. Ce même jour, 28 à midi, le Conseil d'Etat du Canton de Vaud arriva en corps à Aigle; il me répéta, avec des assurances personnelles obligeantes que je ne veux pas reproduire ici, mais dont je serai éternellement reconnaissant, l'expression de son désir que l'on sortît de la position où l'on était. Je fis connaître aussitôt à ces messieurs que mon parti était arrêté avant leur arrivée, et qu'à mes risques et périls je passerais le Rhône le mardi, à la pointe du jour; à mes risques et périls est bien l'expression convenable, mais l'urgence de la situation commandait cette résolution. Que l'on se représente des troupes réunies depuis six semaines, en présence d'ennemis qui les narguaient, les insultaient, et auxquels, avec une discipline et un sang-froid bien louables, les Vaudois ne répondaient que par un dédaigneux silence, attendant toujours le commandement d'avancer. Bataillons de réserve, volontaires qui faisaient un service de campagne sans capotes, à la fin de novembre, les uns sur les bords froids et humides du Rhône, les autres sur les passages les plus élevés des Alpes. Que l'on se représente un pays fatigué de cette longue occupation, fatigué de ses inquiétudes, fatigué d'avoir reçu depuis sept ans les contre-coups de tous les mouvements du Valais, qui voit arriver un renfort considérable de troupes d'élites, qui sait pertinemment que le succès est assuré: — qu'on se représente enfin ces mêmes troupes qui brûlent de dire le dernier mot de la campagne; cette foule d'hommes accourue pour assister à ce dernier acte, qui vous apportent des bruits d'intervention qu'ils grossissent et que les chefs valaisans propagent. „Tenons en-

core quatre jours, disaient-ils à leurs soldats, et l'intervention marche à notre secours." Qu'on se représente ces choses, et que l'on dise si ce n'était pas un devoir étroit de ne prendre conseil que de soi-même et de marcher en avant, fallait-il éprouver encore les scrupules du 13 Novembre? Non, c'était assez d'une fois et rien n'aurait pu m'empêcher de marcher.

J'avais besoin de la journée du lundi pour achever ma concentration et terminer les travaux que j'avais ordonné sur les bords du Rhône. En effet, les cinq jours qui venaient de s'écouler, avaient été bien remplis; j'avais fait une reconnaissance exacte des bords du Rhône de Chessel à Lavey, j'avais ordonné divers travaux à l'artillerie et au génie, soit sur les bords du fleuve, soit aux fortifications de St. Maurice.

C'est ici le moment de dire un mot de la position militaire. On connaît la configuration de cette partie du Valais; on sait que de St. Gingolph (sur les bords du lac) jusqu'à St. Maurice, le pays présente une plaine étroite, resserrée d'un côté par le Rhône, et de l'autre par des montagnes escarpées, qui ne s'ouvrent qu'à Monthey pour faire place au Val d'Illiers, contrée alpestre et populeuse qui s'enfonce dans ces montagnes sur une longueur de 4 ou 5 lieues et qui arrive à des rochers difficiles à franchir.

La plaine formée par des alluvions du Rhône, renferme des villages populeux; elle présente deux étranglements, le premier à la porte du Scex, où une ancienne construction entourée d'un mur crénelé fermait littéralement l'entrée du pays par une porte à deux battants, adossée qu'elle était d'un côté à un roc inaccessible et baignée de l'autre par le Rhône.

Le second étranglement est à St. Maurice, où la route occupe pendant quelque temps tout l'espace libre entre le rocher et le fleuve; passage bien important pour toute la Suisse, où l'armée autrichienne, faillit être arrêtée par la division du général Desaix, et que défendent, d'une part, les ouvrages construits sur les gradins qui s'élèvent sur la rive vaudoise, et de l'autre, les ouvrages, moins complets, mais non moins importants, établis sur le plateau et sur les pentes de Vérossaz au-dessus de St. Maurice. On sait enfin que le territoire vaudois qui forme la rive droite du fleuve, se prolonge jusqu'au-delà des bains de Lavey, en face du hameau valaisan de la Rasse, à une lieue au-delà de St. Maurice.

Sur cette étendue de plus de 6 lieues, il n'existait autrefois qu'un passage, le pont de St. Maurice. Maintenant on traverse le fleuve à la porte du Scex sur le pont dit de Chessel; on le traverse aussi vis-à-vis de Colombey, au pied de la colline de St. Triphon, où un beau pont suspendu a été établi, à St. Maurice, et enfin aux bains de Lavey, sur un pont destiné essentiellement au service de cet établissement. Tous ces ponts étaient fermés par de doubles portes placées sur chacune des deux rives.

Dès la fin d'octobre, M. de Kalbermatten avait concentré la majeure partie de ses forces, entre St. Maurice et St. Gingolph; il suffit de jeter les yeux sur la carte pour comprendre tout le danger de cette position, puisque St. Maurice occupé, les troupes placées au-dessous de cette ville, n'avaient d'autres moyens de se retirer qu'en faisant une trouée dangereuse ou en suivant les sentiers qui descendent du plateau de Vérossaz, sentiers escarpés où un seul homme peut passer à la fois. Pour complé-

ter l'imprudence de ces dispositions, les Valaisans avaient amené du canon sur le plateau de Vérossaz, à Monthey et à Vouvry. Depuis le plateau il n'y avait aucune possibilité de retraite; à Vouvry et à Monthey le retour était également impossible une fois St. Maurice occupé. On ne peut expliquer cette situation que par le projet dont il paraît que M. de Kalbermatten ne s'est jamais départi, de faire une irruption sur le territoire vaudois, pour opérer une diversion en faveur de Fribourg.

Les lettres que nous avons trouvées sur des espions, la connaissance que nous eûmes des signaux qui devaient servir de moyens de correspondance entre les hauteurs de Châtel-St.-Denis et la rive valaisanne, et enfin la protestation insérée au protocole du Conseil d'Etat du Valais, par M. de Kalbermatten, contre la résistance qu'il éprouvait dans ses projets d'attaque*), font la preuve que ce projet hardi était sérieux chez lui, et quoique mille circonstances dussent le faire échouer, il avait les chances de réussite que l'audace offre toujours, chances augmentées par le système désastreux de dissémination des troupes au bord du Rhône, au lieu de prendre en arrière un ou deux points de concentration. Pour compléter ces explications, il faut ajouter qu'en dehors de St. Maurice, sur la route de Martigny, le terrain qui s'ouvre, s'élève graduellement jusqu'au point où coulent les eaux d'un torrent dangereux qui vient en ligne droite de la Dent du Midi, et que l'on nomme le *Nant du Bois Noir*. C'est non loin de là que se trouve *Epinacey*, hameau bâti sur l'emplacement de l'ancienne *Epaune*, où s'est accompli, dit la légende, le massacre de la légion Thébaine.

*) V. annexe.

Cet endroit sacré n'a pas inspiré les descendants des courageux martyrs.

Après ce qui vient d'être dit, il paraît superflu d'ajouter que le mouvement militaire qui se présentait le premier à l'esprit, était de faire des démonstrations sur les divers abords du fleuve, puis, par une marche de nuit, de placer des troupes dans le pli de terrain qui se trouve derrière les bains de Lavey, de passer de vive force dans ce lieu-là, de marcher vivement sur Epinacey et sur la crête du Bois Noir en même temps qu'on ferait attaquer St. Maurice; d'être en mesure contre les secours qui pourraient venir du côté de Martigny et d'intercepter tout passage aux troupes, que les attaques sur Chessel et sur Colombey auraient forcées à se replier sur le Bois Noir. M. de Kalbermatten avait prévu cette chance, car il avait fait des ouvrages, si toutefois on peut donner ce nom à d'informes constructions, pour défendre les abords du pont de Lavey. L'un d'eux était une espèce de Redan en amont du pont de Chessel, très-rapproché du fleuve; aucun canonnier n'aurait pu y tenir sous le feu des carabiniers placés sur la hauteur de la rive vaudoise; l'autre était une soi-disant batterie en face du pont, dont elle aurait balayé l'abord, si elle eût pu supporter elle-même le feu des pièces de 12 que je faisais établir au bord du fleuve, sur un relèvement de terrain d'où on battait toute la plaine. Ces ouvrages n'auraient certes pas arrêté le passage, et le mouvement indiqué aurait pu être brillant et décisif; mais ces troupes acculées pouvaient, par un coup de désespoir, faire une trouée, et l'on eût éprouvé des pertes inutiles, que dans une guerre de cette nature on devait avoir à cœur d'éviter. Tel a toujours été mon point de vue „ faire le néces-

saire, tout risquer pour l'obtenir; mais jamais de superflu, la gloriole des chefs se résout en définitive dans le sang des citoyens et dans le deuil des familles." Sans donc renoncer à tirer parti de la position de Lavey pour compléter un succès, je m'étais arrêté à l'idée de faire mon principal effort sur Colombey, ce qui me donnait l'avantage de rompre le centre de l'ennemi, d'arrêter tout mouvement venant du Val d'Illiers et d'escalader facilement de Monthey les pentes du plateau de Vérossaz.

J'avais formé l'aile gauche sous les ordres de M. le Colonel Veillon, d'un bataillon d'élite, un bataillon de réserve, deux compagnies de carabiniers, une batterie de 12 et d'obusiers de 24 et deux compagnies de volontaires, celles-ci étaient destinées à suivre le sentier escarpé qui passe au-dessus des bains de Lavey par Morcle et qui conduit à Outre-Rhône.

La batterie de gros calibre placée sur une partie saillante du fleuve, près des bains de Lavey et garantie par un épaulement devait battre à la fois, de cette position très-heureuse, le débouché de Saint-Maurice, toute la pleine jusqu'à *Epinacey* et éteindre le feu de l'informe batterie, établie en face du pont de Lavey. L'effet des obus et des boulets sur ces petits murs nommés *Murgets* qui servent de clôtures aux vignes et derrière lesquels les carabiniers Valaisans comptaient s'embusquer, eût été terrible; tandis que nos carabiniers sur les pentes boisées qui s'étendent depuis le village de Lavey jusqu'à la Crottaz auraient balayé toute la rive gauche du fleuve. A fin de compléter les difficultés du passage par Saint-Maurice, pour les Valaisans en retraite, j'avais fait conduire deux pièces de canon tirées de Chillon dans la batterie Nro. 2, où j'avais

fait exécuter une espèce de blindage afin de mettre les canoniers à l'abri des feux de Vérossaz.

Les troupes d'infanterie à Lavey devaient saisir le moment opportun pour passer le Rhône et compléter la déroute commencée à Chessel et à Colombey. A ce dernier point je réunissais deux bataillons d'élite, deux de réserve, la brigade de grenadiers et de chasseurs, deux compagnies de carabiniers, le corps de réfugiés Valaisans et deux batteries. J'avais fait construire des plates-formes à droite et à gauche du pont, d'où je découvrais dans toute sa longueur, l'avenue parfaitement droite qui mène à la grande route et d'où je pouvais tirer dans les coupures pratiquées de l'autre côté. L'attaque sur ce point eût été dirigée par M. le Colonel Kurz.

A l'aile droite, au pont de Chessel, j'avais le même nombre de troupes qu'à l'aile gauche, elles étaient sous les ordres de MM. Nicollier et Varnery. Là aussi j'avais fait établir des plates-formes, et comme on prétendait qu'on avait pratiqué dans le rocher qui domine la porte du Scex, des abris pour embusquer des carabiniers, j'avais donné ordre qu'on tirât avec vivacité sur cette roche friable dont les éclats auraient chassé tous les adversaires. Ce que les Valaisans avaient le mieux fait étaient quelques coupures auprès des ponts de Chessel et de Colombey pour cacher des tirailleurs, je les aurais délogé avec des obus ; ils avaient aussi commencé quelques ouvrages devant le gué de Massonger. Mes ordres de concentration pour le lundi furent expédiés selon ses dispositions. On monta pendant la nuit les pièces dans la batterie de St.-Maurice aux applaudissements des soldats qui battaient des mains en criant : „Bon ! cela va com-

mencer ! “ Au signal que j’aurais donné, l’attaque devait être simultanée sur tous les points.

Aussi long-temps que les troupes ont été en présence, c’est-à-dire pendant un mois, les compagnies de volontaires, parfaitement organisées, ont gardé avec autant d’intelligence que de dévouement, le passage de Morcle où l’on peut arriver d’Outre-Rhône, et celui de Cheville qui conduit de Bex à Ardon.

Un vent furieux s’éleva le dimanche à la chute du jour ; nos palissades des batteries furent en partie renversées, on pouvait à peine se tenir à cheval au pont de St.-Maurice ; les gens du pays ne se rappelaient pas un tel ouragan ; je rentrai au Quartier-Général pour expédier les derniers ordres. Me défiant des gués qu’on prétendait avoir reconnu et des chevalets qu’on avait préparé, j’avais fait amener des bateaux sur des chariots pour jeter des tirailleurs sur la rive gauche, pendant qu’on forcerait le passage des ponts.

J’avais renoncé à me servir, contre le *Boveret* et *St. Gingolph*, des bateaux à vapeur qui faisaient mettre des hommes en cible contre des tirailleurs bien embusqués. Ces bateaux à vapeur, excellents comme moyens de transport, excellents contre une plage découverte et facile à aborder, excellents enfin pour transporter dans les salons et faire tirer par les sabords de bons carabiniers, ne valent rien pour transporter des troupes en grand nombre à découvert sur le pont, contre une côte difficile et boisée.

Tel était l’état des choses lorsque dans la nuit du dimanche au lundi je fus réveillé par un exprès qui m’annonça que deux envoyés du Valais étaient au pont de St.-Maurice, nantis des pouvoirs nécessaires pour capituler. Sans faire connaître le con-

tenu de cette lettre, j'envoyai immédiatement M. le Lieutenant-colonel Barman, pour autoriser l'entrée des envoyés, et je me rendis aussitôt après à *Sous-vent*, ferme exploitée par le dit M. Barman, et située entre Bex et St.-Maurice, je mettais du prix à signer la capitulation chez un proscrit dont le sort m'avait tant occupé *).

Bientôt les plénipotentiaires Valaisans, MM. *Ducrey*, *Torrenté* et *Tavernier* furent introduits et après une courte discussion cette capitulation fut signée, telle que je la proposais.

MM. *Ducrey* et *Torrenté* appartenaient à cette courageuse minorité qui avait lutté dans le Grand-Conseil depuis quatre ans, contre l'ultramontanisme de la réaction politique. Ils m'apprirent que la veille, le Grand-Conseil du Valais qui huit jours auparavant avait donné des pleins-pouvoirs à M. de Kalbermatten, les lui avait retirés, qu'ils lui avaient notifié cette décision, en y ajoutant l'ordre de désarmer. M. de Kalbermatten avait répondu avec calme : „ *Ma carrière est finie !* “ et s'était retiré à Martigny. Pendant toute la nuit, les ordonnances cheminèrent pour faire retirer les postes, on voyait des lumières courir dans ces pentes escarpées ; nos gardes étonnées ne comprenaient rien à ce mouvement inusité, et croyaient aux préparatifs d'une attaque. St.-Maurice était dans la stupeur, les troupes Valaisannes défilèrent silencieusement dans l'obscurité, on entendait le bruit de leur marche qui se mêlait aux sifflements de l'ouragan, marche triste et solennelle. Ces hommes braves et dévoués abandonnaient les positions sur lesquelles ils avaient juré

*) Voyez aux annexes les pièces relatives à cette capitulation.

de mourir et qu'ils ne devaient quitter que pour voler au secours de leurs alliés. Les derniers sous les armes, plusieurs auraient voulu combattre pour l'honneur de leur patrie, comme leurs adversaires auraient souhaité passer le Rhône en conquérants.

A qui donc l'honneur ? à qui la honte ? à personne, et pour expliquer tout ceci, il faut revenir à la seule parole qui demeure, à celle avec laquelle le dernier souverain Musulman de l'Algérie accueillit son vainqueur à la porte de la Cassanba : „ *Dieu l'a voulu !* “

Je donne le texte de la capitulation aux pièces annexes. Les plénipotentiaires Valaisans avaient l'instruction secrète de ratifier, si je ne voulais accorder aucun délai. Ils firent confidence de ce pouvoir à un officier fédéral dont le premier devoir eût été de me le dire. Je serais entré immédiatement et les désagréments que j'ai éprouvés plus tard, je les aurais évité ; on a manqué à ce qu'on me devait, à ce qu'on devait à la division par ce mystère. Je rendis compte immédiatement, de la capitulation, soit au Général, dont l'approbation était réservée, sans que l'exécution pût être suspendue ; soit au Président de la Diète.

Voici comment je m'exprimais auprès de ces deux autorités : „ Ce pauvre peuple a horriblement souffert, il se trouve dans un état d'épuisement, qui mérite tout l'intérêt de l'autorité fédérale, quant à moi j'ai tout sacrifié au désir d'en finir avant l'intervention. “

La ratification du Grand-Conseil du Valais était réservée jusqu'à minuit, mais le pays était à nous ; pendant la nuit, ai-je dit, toutes les troupes valaisannes avaient commencé leur mouvement rétrograde. Déjà le dimanche à huit heures du soir, la com-

pagnie valaisane qui occupait la porte du Scex avait ouvert spontanément le pont et était venu déposer ses armes, devant M. le Lieutenant-colonel Varnery que j'y avais envoyé, et ce n'est pas une des choses les moins honorables pour les troupes que d'avoir été toute la journée devant les ponts ouverts, en face d'un pays abandonné, et d'avoir respecté avec un religieux scrupule, la consigne que j'avais donnée de ne pas franchir le fleuve. La municipalité de Vouvry envoya trois députations à la porte du Scex pour inviter les troupes à entrer ; elles s'y refusèrent constamment. D'après mes ordres, des reconnaissances furent poussées jusqu'à St.-Gingolph, elles trouvèrent des troupes Sardes dans la partie Savoyarde de ce bourg ; ces troupes leur firent grand accueil ; il eût été à souhaiter que chacun eût imité cet exemple. Nonobstant la capitulation je n'apportai que peu de changement aux ordres de concentration, quoique je n'eusse pas de doute sur la ratification, les troupes bivouaquèrent avec beaucoup d'ordre et de gaité.

En effet la ratification me parvint avant minuit, j'appris en même temps que les troupes valaisanes précipitaient leur marche vers le Haut-Valais ; ces braves gens manquant de chevaux s'attelaient eux-mêmes à leurs canons pour ne pas les abandonner ; c'eût été de dignes adversaires, il vaut mieux les avoir pour amis.

Ici je suis forcé de parler d'un incident qui a donné lieu aux bruits les plus erronés. Aussitôt après que la capitulation fut connue, les chefs du corps Valaisan que j'avais fait admettre au service fédéral, vinrent me prier de les laisser marcher en tête de la division, je m'y refusai formellement, certain que j'aurais mécontenté hautement les troupes

fédérales, qui servent la Suisse et non les partis. Ces Messieurs revinrent à la charge et obtinrent de mes sympathies constantes pour la cause qu'ils défendaient, un acte de faiblesse dont je m'accuse et que je regrette hautement; ce fut une faute grave dont au reste quelques-uns des chefs de ces réfugiés, se sont chargés de me punir par leur conduite postérieure, faisant ainsi la preuve qu'au milieu de tant de vicissitudes, il n'y a qu'une chose qui demeure, l'ingratitude et l'oubli des plus communs égards. Je leur dit que je ne pouvais point autoriser leur marche en tête de la colonne, mais que je comprenais si bien leur désir de revoir le sol de leur pays que je fermerai les yeux, si la convention ratifiée, ils quittaient Aigle avant que les troupes fédérales se missent en mouvement, mais sous les réserves suivantes :

- 1) Je les licencierais le surlendemain.
- 2) Ils ne se trouveraient nulle part sur le passage des troupes fédérales.
- 3) Ils iraient coucher à Fully sur la rive droite du Rhône où ils attendraient mes ordres. Enfin ils ne se présenteraient pas en armes à Sion. Je promis de plus, que je ferai rendre les armes à la compagnie qui venait de livrer la porte du Scex, et que cette compagnie, *seulement*, qui était composée de soldats réguliers pourrait venir plus tard déposer ses armes dans l'arsenal de Sion parcequ'elle appartenait au dizain de ce nom. On me remercia beaucoup de ma tolérance dont on se hâta de profiter, on verra plus tard comme j'en fus récompensé; par la calomnie, ce laurier dont on m'a si souvent décoré. Le plus court et le meilleur aurait été de donner ordre à ce corps de rester 24 heures à

Aigle après le départ des troupes fédérales. J'ai en tort.

La division passa le Rhône le 30 Novembre au matin en trois colonnes. Ces braves bataillons de réserve méritaient bien de toucher au moins un jour cette terre promise vis-à-vis de laquelle ils avaient fait un service si pénible et si prolongé.

Au moment où j'allais quitter Bex, je reçus une lettre de M. le chef d'État-major qui me prévenait de la marche d'une brigade de troupes de la Suisse allemande, commandée par M. le Colonel Egloff. Elle se composait de trois bataillons et de deux compagnies de carabiniers et arrivait pour renforcer le corps du Valais. Quelque plaisir que j'eusse éprouvé à avoir sous mes ordres, un officier aussi distingué et des troupes aussi belles que celles qu'il commandait, troupes qui venaient de combattre près de Lucerne et qui dans leur empressement à marcher sur le Valais avaient fait 21 lieues en deux jours; je craignis de produire un véritable encombrement. Je pris donc sur moi d'écrire au Colonel Egloff, pour l'inviter à s'arrêter et à rétrograder, ce qui eut lieu en effet; plus tard je l'ai vivement regretté, j'aurais souhaité que ces troupes portassent leur belle tenue et leur excellente discipline en Valais, et les soldats de la Suisse occidentale n'auraient eu que de bonnes choses à recueillir de l'exemple qui leur aurait été donné.

Les troupes fédérales entrèrent en Valais, dans un bel ordre et par un temps superbe. Elles furent bien accueillies partout. Les négociateurs de la veille vinrent me complimenter au nom du canton du Valais; je leur promis amitié, paix et protection au nom de la division. La division n'a pas fait défaut à mes promesses, je ne garantissais ni les Gouvernements

ni les partis. Je portai mon Quartier-général à Martigny, où nonobstant les promesses qui m'avaient été faites, je trouvai le corps des réfugiés Valaisans en armes; je le fis acheminer immédiatement sur Fully, et je lui adressai l'ordre de licenciement suivant:

„à M. le Colonel Dufour commandant le corps des
„réfugiés Valaisans.

„M. le Colonel, appelé par les instructions que
„j'ai reçues à opérer le licenciement graduel, des
„corps composant ma division; j'ai pensé que dans
„la position particulière où se trouve le corps des
„réfugiés Valaisans, il était à propos qu'il cessât son
„service fédéral. Rendus heureusement à leurs foyers,
„les réfugiés ont plus que d'autres le besoin de re-
„prendre leur liberté d'action, elle ne serait pas
„entière pour eux s'ils continuaient à être placés
„entre les exigences du service fédéral et les de-
„voirs de citoyens, qu'ils vont être appelés à rem-
„plir.

„Veuillez donc, M. le Colonel, opérer le licen-
„ciement du corps sous vos ordres, dès le 1^{er} Déc.,
„comme troupes au service de la Confédération,
„veuillez être auprès de ce corps mon interprète,
„pour lui témoigner mon entière satisfaction et mon
„estime; je jouis de voir les hommes qui le com-
„posent rendus à la liberté et ramenés sur le sol de
„leur patrie et mes vœux les plus sincères sont pour
„qu'ils y vivent long temps heureux. Ces vœux
„s'adressent particulièrement à vous M. le Colonel et
„à Messieurs les officiers, dont le patriotisme, le zèle
„et les talents ont été mis à de rudes épreuves, si
„dignement soutenues.

„Agréez. etc.

„Martigny, 30 Decembre 1847.

„(signé) Louis RILLIET.“

Je pensais que ce langage affectueux serait la meilleure manière de rappeler au corps Valaisan l'engagement qu'il avait pris de ne pas se présenter en armes à Sion.

Je séjournai un jour à Martigny. J'expédiai de là une instruction, à tous les chefs de corps pour qu'il fût procédé au *désarmement d'une manière régulière et complète* *); en même temps je donnai les ordres nécessaires pour opérer le licenciement de quatre bataillons de réserve vaudois. Enfin je répartis les troupes qui restaient sous les armes, en deux brigades, sous les ordres des MM. les Colonels Kurz et Veillon. M. le Colonel Nicollier avait été licencié. Depuis mon arrivée à Aigle il m'avait prêté un concours loyal et éclairé. J'avais placé le Quartier-général dans la maison du Saint-Bernard à Martigny, je pensais que ma présence servirait de sauve-garde, contre les désordres que je tenais à prévenir. L'entrée en Valais était l'affaire spéciale de la première division, il n'y avait pas moyen de rejeter sur d'autres les fautes qui auraient été commises. Ces fautes eussent été de véritables lâchetés, puisque nous entrions sans combattre, ainsi que je l'avais rappelé aux troupes par un ordre du jour que l'on trouvera aux pièces annexes **). La certitude d'être bien traités n'avait pas peu contribué à décider les Valaisans à préférer la soumission aux chances de la résistance, l'ordre et la modération étaient donc un devoir strict, on a appelé plus tard cette conduite, *tromper l'espoir des patriotes*.

Je fus assailli de visites le premier jour, on venait me demander, les uns d'intervenir dans les réso-

*) V. annexe.

**) V. annexe.

lutions que l'on voulait proposer à l'assemblée populaire, les autres de leur donner un *coup de main* pour supprimer les couvents et l'abbaye de Saint-Maurice, en particulier. D'autres venaient me témoigner leurs craintes de la jeune Suisse et invoquaient mon appui. Sans épouser toutes leurs terreurs, je compris qu'il fallait aller au-devant des chances de perturbation, ainsi, et passant sous silence d'autres rapports que j'eus avec un grand nombre de citoyens Valaisans dans ce premier jour, sur la demande de plusieurs d'entre eux, je fis partir M. le Colonel Barman avec une compagnie de carabiniers et une compagnie de sapeurs du génie, pour occuper Sion afin de prévenir toute chance de désordre. J'arrivai moi-même dans ce chef-lieu, le 2 décembre à deux heures de l'après-midi, et là j'appris avec autant d'étonnement que de chagrin, que le corps Valaisan, qui avait dû se licencier la veille, avait au contraire marché en armes et avec le brassard fédéral jusqu'à Sion ; que là, devant les troupes que j'avais envoyées, il s'était emparé de l'hôtel du Gouvernement et avait fait des réquisitions de vivres et de logements. Je trouvai la ville de Sion pleine de monde, on m'avait prévenu la veille qu'il devait y avoir une assemblée populaire, mais on m'avait promis que la ville serait évacuée au moment de l'arrivée des troupes fédérales. Il n'en était rien, et l'autorité municipale, attribuait à ce fait l'impossibilité, où elle disait être, de loger toutes les troupes que j'aménais avec moi.

Cette manière de procéder me causa à bon droit le plus vif mécontentement, elle tendait à me fair jouer un rôle odieux, celui d'envoyer un parti politique avec le brassard fédéral, pour renverser à main armée, le Gouvernement avec lequel je venais de traiter. Un homme

plus adroit que je ne le suis n'aurait examiné qu'une seule chose; où étaient les plus forts et une fois qu'il l'aurait reconnu il leur aurait dit: „Vous avez raison“; je fus plus occupé de la convenance et du droit que de l'utilité et ma conscience ne m'a pas encore condamné sur ce point. Ce mécontentement augmenta le lendemain en apprenant que ce corps qui devait être licencié par un ordre daté du 30 Novembre était encore en armes et réuni à Sion, où il occupait le couvent des capucins. Je fis donner l'ordre qu'ils se séparât dans la journée, son chef M. le Colonel Dufour vint me donner des explications qui furent loin de me satisfaire; mais il me déclara en même temps qu'il était *prêt à remettre tout son matériel à l'arsenal et que ce n'était que dans cette intention qu'il avait marché armé jusqu'à Sion*, il ajouta que ce n'était point comme corps fédéral, mais comme comité Valaisan qu'on s'était emparé de l'hôtel du Gouvernement. Cette distinction me parut subtile, il semblait toutefois que cette opération du désarmement ne souffrirait aucune difficulté et c'est cependant cet acte qu'on s'est plu à représenter comme un acte de brutalité et de violence! J'ignore si quelques subalternes ont été au-delà des ordres que j'avais donnés, mais je pensais être au-dessus de tout soupçon de mauvais vouloir vis-à-vis des nouveaux pouvoirs du Valais *). Pour compléter ce qui tient à mes rapports avec le corps des réfugiés, je ferai connaître qu'une des choses qui paraissait choquer le plus les citoyens appartenant à l'opinion libérale la plus avancée, était de voir que les réfugiés avaient repris à leurs chapeaux une décoration de

*) Je donnai à M. Barman l'ordre écrit d'empêcher tout mauvais procédé contre le corps Valaisan.

lierre jadis le signe de ralliement de la Jeune Suisse et qui rappelait des souvenirs de dissension que l'on mettait beaucoup de prix à voir disparaître. Connaissant l'importance des signes extérieurs sur les populations, il me parut que le fait dont il s'agissait se trouvait réglé par l'arrêté de la Diète qui défend le port de signes, décorations et médailles propres à rappeler les souvenirs de guerre civile; en conséquence je fis connaître au corps Valaisan qu'il eût à s'abstenir de cette manifestation; cependant en arrivant à Sion j'aperçus une grande quantité de ces feuilles de *lierre* aux chapeaux. Sans attacher à cet objet plus d'importance qu'il ne mérite, il peut donner la mesure des égards qu'on avait pour les arrêtés de la Diète et pour le commandant fédéral.

Au reste ce jour là les nouveaux pouvoirs m'étaient encore inconnus. En arrivant à Sion je ne savais où était le Gouvernement; à tout hasard je lui adressais une lettre pour lui notifier mon arrivée. L'ancien chancelier m'accusa réception en me disant que le président était absent. Le lendemain ce Président M. Ignace Zen-Ruffinen accompagné de MM. Gross et François de Kalbermatten Conseillers d'État, vint chez moi et m'annonça que l'intention du Conseil d'État était de déposer ses pouvoirs entre les mains d'une commission provisoire qui aurait à pourvoir à la réorganisation des pouvoirs publics; cette commission aurait été composée de MM. *Maurice Barman, A. de Riedmatten, Gaspard Zen-Ruffinen, l'avocat Rey et E. Filliez.* Je répondis que comme particulier je ne pouvais qu'applaudir à des choix pareils et que comme chef militaire, si ces Messieurs me notifiaient leur acceptation de ces fonctions gouvernementales je serai charmé d'entrer en rapport avec eux. Après avoir reçu leur notification par écrit,

je leur répétais la même chose dans les termes suivants :

„Sion, le 3 décembre 1847.

„Messieurs, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre de ce jour, me communiquant la nomination d'une commission provisoire de Gouvernement. Je suppose, Messieurs, que vous aurez prévenu les personnes désignées dans votre lettre ; si elles acceptent leurs fonctions et se notifient en cette qualité je serai charmé d'entrer en relation avec elle. Jusqu'à ce moment je resterai dans la position où me placent la capitulation et mes instructions particulières.

„Agréez, etc.

„(Signé) Louis RILLIET.“

Le soir de ce même jour, je reçus une autre lettre de M. Maurice Barman en sa qualité de Président du Gouvernement provisoire ; non du Gouvernement qu'avait désigné le Conseil précédent, mais de celui qui était nommé par l'assemblée populaire ; il me notifiait son entrée en fonction. Cette lettre était signée : Maurice Barman, de Bons et Pignat. On la trouvera aux pièces annexes *).

Je répondis le lendemain à ces Messieurs ce qui suit :

„Messieurs, j'ai reçu la lettre en date de hier au soir que vous avez bien voulu m'adresser, où vous m'informez de la constitution d'un Gouvernement nouveau en Valais. Sans me prononcer sur les questions politiques qui peuvent diviser ce canton, je dois vous faire observer que je suis spécialement chargé, de procurer exécution complète

*) V. annexe.

„à la capitulation conclue avec le Gouvernement du
„Valais, le 30 Novembre dernier. Ainsi je ne
„pourrais soutenir comme Chef militaire aucune re-
„lation avec une autorité quelconque qui n'accep-
„terait pas pour base absolue de ses rapports avec
„l'autorité militaire fédérale, la susdite convention
„ratifiée par S. E. M. le Général Dufour.

„Agréez, etc.

„(signé) Louis RILLIET.“

Je ne donne ici que les lettres officielles, si je
me croyais en droit de rapporter les lettres parti-
culières que j'ai sous les yeux, on serait surpris
du rôle que quelques personnes ont joué. L'an-
cien Gouvernement s'était dissous de fait, et la
commission qu'il avait nommée ne s'étant point no-
tifiée, j'écrivis au Gouvernement provisoire du Va-
lais, sous la date du 6 décembre, que j'entrerais en
relation avec lui et que je m'efforcerais de rendre
ces relations faciles et agréables. „Vous com-
„prenez, Messieurs, disais-je, combien j'ai dû faire
„violence à mes affections personnelles en cette cir-
„constance, mais je me trouvais placé entre l'autorité
„avec laquelle j'avais personnellement contracté et
„un pouvoir qui ne m'était pas annoncé par mes su-
„périeurs, le Général ou la Diète. Je prends sur
„moi maintenant de ne pas attendre davantage, parce
„que les intérêts réciproques civils et militaires pour-
„raient souffrir d'une absence d'entente et de con-
„cours réciproque entre les deux pouvoirs.

„Agréez, etc.

„(Signé) Louis RILLIET.“

Je n'ai reçu aucune réponse à cette lettre que
je donne en entier aux annexes *).

*) V. annexe.

deux de MM. les Représentants fédéraux, étant arrivés je n'eus plus à m'occuper de ces questions gouvernementales. Je parlerais plus exactement en disant que M. le Dr. Frey venait d'arriver, car la première personne que j'aperçus à Sion en y entrant à la tête des troupes fédérales, fut M. le Conseiller Delarageaz, il était venu là, me dit-il, en curieux. Il se trouva tout porté pour être Représentant fédéral, lorsque sa nomination vint le surprendre. Tout cela n'était pas facile à arranger, il faut en convenir, et s'il est honorable d'avoir des hommes politiques à son État-major, cela expose à des mutations bien fréquentes et à des changements de position un peu brusques.

Mon secrétaire d'État-major était devenu vice-chancelier à Fribourg. M. le Colonel Delarageaz devenait représentant fédéral à Sion, et mon Adjudant de division, M. Maurice Barman, devenait président, et même deux fois président du Gouvernement du Valais. Il n'est également pas facile de se faire toujours comprendre, on est facilement accusé de faire de la réaction lorsqu'on cherche à maintenir l'ordre et la paix, et l'on est appelé aristocrate, lorsqu'on interdit aux troupes de se mêler de planter les arbres de liberté. Cependant il existe dans le monde beaucoup de gens qui pensent que les arbres de liberté auront des racines plus solides lorsque le fossé destiné à les recevoir sera creusé par les gens du pays que lorsque l'on fait hisser ces arbres par les troupes fédérales.

Je partis le 7 décembre pour me rendre dans le Haut-Valais. Je me suis étendu sur ces incidents; ils ont été complètement travestis par ceux-là même qui étaient le mieux placés pour connaître la vérité.

Mes opérations dans le Valais se sont bornées,

depuis ce moment, à faire opérer l'occupation successive des diverses parties du pays et le désarmement, que je m'efforçai de rendre efficace et égal pour tous, en ménageant autant que possible les sentiments et les intérêts des diverses localités. Ce n'était pas une chose aisée, on prétendait que le désarmement s'était opéré avec rigueur dans le Bas-Valais, tandis qu'il était insignifiant dans le Haut. Les rapports de désarmement que j'ai reçus et qui figureront comme pièces officielles*), sont la preuve du contraire. Le désarmement dans les dizains inférieurs n'a été qu'une démonstration; je ne m'en fais pas un mérite, car en ceci on n'a pas exécuté mes ordres. Mais dans les dizains du centre et dans les dizains supérieurs que j'ai vu de plus près, ce désarmement a été rigoureux, à ce point que les armes ont été transportées hors des dizains, afin de diminuer le nombre des lieux de dépôt et cela sans égard à des instances dont on comprend la vivacité, lorsqu'on sait qu'un dizain du Valais est sous certains rapports comme une petite république et que la terre étrangère commence au-delà de ses limites. Je faisais établir des gardes spéciales dans tous les lieux de dépôt, et là où cette disposition n'a pas été suivie, il y a eu infraction aux ordres données.

Tantôt on m'écrivait: „ne vous mêlez pas de la politique, renfermez-vous dans votre affaire militaire“; puis: „appréciez l'opinion des communes bien pensantes, ne les désarmez pas, n'y logez pas des troupes.“ Arrangez cela, ne pas se mêler de politique et loger les troupes politiquement. On trouvera aux annexes mes arrêtés sur le désarmement

*) V. annexe.

et sur l'organisation du service des subsistances*), car je n'ai cessé de m'occuper du service du commissariat et du service sanitaire et lorsque j'entre-
rai dans le détail de chacun de ces services, je ferai connaître les dispositions que j'avais prises à leur égard.

La configuration naturelle du Valais complique extrêmement l'occupation entière du pays. On sait que cette grande vallée se prolonge sur un espace de près de 40 lieues de St.-Gingolph au Glacier du Rhône; là vivent des hommes, d'origine, de tradition, de mœurs différentes. Les révolutions, les invasions étrangères, le grand niveau du malheur, la réunion à l'empire de Napoléon, et par dessus tout cette route du Simplon, monument de son génie que les hommes d'aujourd'hui paraissent impuissants à entretenir, toutes ces causes ont introduit des communications plus faciles, sans toutefois fondre en une masse homogène ces éléments divers. Si ce changement date de la capitulation du Valais, je pourrais me féliciter d'avoir attaché mon nom à une grande transformation, espérons-le, sans trop y compter. Je renvoie pour les détails sur ce pays, sur ses spécialités, sur les dernières révolutions dont il a été le théâtre aux deux ouvrages que j'ai publiés sur ce sujet**). Je me contenterai de consigner ici une remarque, c'est le peu de résultat sur le bonheur et le bien-être des habitants produit par la grande route du Simplon. Ce fond de vallée traversé par cette voie importante présente une population qui n'est ni riche, ni propre, ni éclairée,

*) V. annexe.

**) Voyez Une année de l'histoire du Valais, et le Valais de 1840 à 1844, par Louis Rilliet, Colonel fédéral.

ni intéressante, on y dépense promptement l'argent qu'on y gagne, la prévoyance et l'ordre ne paraissent pas être les vertus dominantes dans cette partie du Valais. Il en est autrement dans ces grandes vallées qui s'enfoncent au sein des alpes. Le val d'Illier, le val d'Entremont dans le Bas-Valais; le val d'Hérens et le val d'Anniviers dans les dizains du centre, le vallon de Louèche; la grande vallée qui commence à Vièges, qui se bifurque à deux lieues de là et atteint après une étendue de neuf à dix lieues, l'une sous le nom de vallée de Saas, le pied du Mont-Rose, l'autre sous celui de vallée de Saint-Nicolas, le pied du Mont-Cervin; enfin la vallée de Conches qui de Mœrell atteint le glacier du Rhône dans une étendue de 10 lieues. Tous ces lieux peu connus et où l'on ne parvient qu'avec de grandes difficultés par des sentiers que les éboulements de l'hiver emportent souvent; tous ces lieux, disons-nous, renferment des villages populeux, où l'aisance, les soins, la moralité, la vieille bonne foi, brillent plus que dans ceux de la plaine; moins il y a d'issue, plus il y a d'honnêteté et de bonheur. J'énonce le fait; que des moralistes plus habiles que moi veuillent bien en étudier les causes et en déduire les conséquences. Ainsi le val d'Annivier dont l'entrée est vis-à-vis de Sierre sur la rive gauche du Rhône, renferme une population qui réalise la prière du sage : „ Oh Dieu, ne me donne ni pauvreté ni richesse “; là, point de mendiants, point d'orphelins, les enfants à qui Dieu retire leurs parents sont adoptés par les voisins; peu d'engagements écrits, partant peu de procès; des promesses sur parole, auxquelles on ne manque pas. Les vallées de Stalden, de Saas, de St.-Nicolas, renferment une population énergique et brave, près de

mille combattans en étaient sortis sous les ordres d'un ancien sous-officier nommé *Cathrein*, on comptait sur leur bravoure et leur résolution.

La vallée de Conches à laquelle on ne parvient que par un sentier le long du Rhône, sentier fort dangereux lorsqu'il est glacé, contient les beaux villages d'*Aernen*, de *Reckingen*, de *Lax*, de *Munster*, d'*Ulrichen* (célèbre par un glorieux triomphe des Valaisans) et plusieurs autres lieux qui ne le cèdent point à quelques parties de l'Oberland Bernois. Là, vivent des hommes vifs, aimables, intelligents, ayant le génie inventif; tous aiment la liberté mieux qu'ils ne savent la décrire et la plupart sont heureux sans s'inquiéter s'ils le sont dans les règles. En général le peuple du Haut-Valais m'a intéressé, les Messieurs très-peu, les prêtres encore moins, il y a des exceptions très-honorables sans doute, je voudrais oser les citer. Je dis qu'elle a été mon impression générale, peut-être est-elle superficielle. Je me suis occupé souvent du Bas-Valais, je ne sais si je dois confirmer ou démentir ce que j'en ai dit ailleurs, il est possible qu'alors j'aie vu les hommes et les choses à travers le prisme décevant de l'enthousiasme et de l'amitié la plus sincère.

Ce qu'on appelle le Haut-Valais, où l'on parle allemand, se compose des dixains de Louèche, de Rarogne, de Viège, de Brigue et de Conches. Les dixains du Centre sont ceux de Sierre, d'Hérens, de Sion et Conthey. Sierre se rapproche du Haut-Valais par ses affections et ses tendances. La noble contrée, comme on l'appelle, m'a paru être une contrée habitée par des insoucians et des paresseux. Hérens et Sion cheminent ensemble; le premier est une grande vallée au fond de laquelle coule la Borgne, torrent tellement encaissé que les deux rives com-

muniquent très-difficilement. Conthey chemine plus avec le Bas-Valais, que forment les dixains de Martigny, d'Entremont, de St. Maurice, et de Monthey. Pays remarquable que le Valais; au midi, des pentes superbes où une végétation vigoureuse se développe sous l'influence d'un soleil ardent, des habitations sales et mal tenues. A l'exposition du nord, un froid de Norvège, mais aussi dans les grandes vallées qui sont toutes de ce côté, plus d'aisance et d'ordre; tant il est vrai que partout où la nature ne gâte pas l'homme, l'homme fait plus d'efforts pour améliorer son sort.

Nonobstant la saison avancée et la neige, les troupes, favorisées, il est vrai, par un temps sec, ont pu parcourir toutes les parties du pays et ces hautes vallées dont j'ai parlé. Ce n'a pas toujours été sans peine, et dans la vallée de St. Nicolas, le sentier était si mauvais qu'il a fallu remplacer par une vache le mulet destiné à porter les vivres; encore fallait-il tenir cette vache par la queue et par les cornes pour l'empêcher de tomber dans le précipice. Mais au bout de ce rude passage, nos soldats trouvèrent un beau village; on vint les recevoir avec une musique militaire et on leur donna un bal.

En général les troupes étaient bien accueillies, partout on leur offrait du fort bon vin. „Nous „vous l'aurions offert jadis dans des coupes d'argent, disaient les habitants, mais depuis le passage „des Français nous avons été forcés de vendre les „coupes.“ De toutes parts, je me plais à le dire, je n'ai recueilli que des éloges sur la conduite de nos soldats. Dans bien des lieux, loin d'exiger des pauvres habitants ce que ceux-ci ne pouvaient leur fournir, ils leur donnaient leurs propres rations. Ils ont porté des secours, éteint des incendies et en

particulier à Louèche ; aussi Messieurs de Louèche vinrent-ils en députation m'exprimer, disaient-ils, deux choses : „leur profonde reconnaissance pour les troupes fédérales, puis, leur ardent désir de les voir partir.“ — „Il paraît que vous les aimez tant, leur dis-je, que vous craignez de ne pouvoir pas vous en séparer, si on vous fait vivre ensemble trop long temps.“

Je me rendis à Sierre, Louèche, Tourtemagne et Brigue avec une partie de l'État-major de la Division. C'est dans cette dernière ville qu'existait le siège des Jésuites en Valais. Ces religieux avaient quitté Brigue aussitôt qu'ils avaient eu connaissance de la capitulation, ils avaient passé le Simplon en emportant ce qu'ils avaient de plus précieux. Ils n'étaient pas les seuls et en vérité Brigue aurait été pris d'assaut à la suite d'un combat furieux qu'on ne se serait pas enfui de certaines maisons avec plus de désordre et de précipitation. Dans celle où mon logement avait été préparé, je trouvai tout à l'abandon. D'aimables jeunes personnes, se défiant du savoir vivre des troupes fédérales, avaient fui, laissant pêle-mêle dans leurs tiroirs, gants, ombrelles, châles et autres vêtements journaliers ; elles auront reconnu à leur retour le respect très-scrupuleux de l'État-major de la division pour ces vestiges de temps plus heureux. Enfin, si les maisons de Brigue étaient veuves de leurs propriétaires, elles étaient gardées par un *solde* d'élèves du pensionnat des Jésuites. Ils noyaient dans la bonne chère et au milieu de joyeux éclats de rire, les chagrins qui avaient troublé le repos de leurs patrons.

Les habitations de l'aristocratie de Brigue sont immenses et assez dénuées de meubles pour pouvoir servir de casernes au besoin. Je tenais beaucoup à

organiser partout le casernement. Il me semblait que la santé, la propreté, la discipline et le bien-être des troupes devaient y trouver leur compte et que les habitants auraient éprouvé un grand soulagement, je l'ai donc établi là où j'ai pu le faire et je m'en suis bien trouvé. Ce ne fut pas sans peine, la paille manquait, les couvertures étaient suspectes, et il fallait laver et passer au soufre celles qu'on requérait; nous fûmes obligés de demander des couvertures au canton de Vaud et des sacs de campement à celui de Genève; des manteaux de factionnaires partout.

En m'occupant du casernement à Brigue, je portai naturellement mes regards vers le pensionnat des Jésuites, après avoir pris connaissance du bâtiment que les révérends Pères occupaient, bel emplacement entouré d'un mur crénelé et flanqué, il était destiné par Napoléon à être au besoin transformé en caserne, au débouché du Simplon. Destination qui me paraît tellement opportune que je n'hésite pas à attirer l'attention des pouvoirs fédéraux sur la convenance d'acquérir ce couvent abandonné, pour le compte de la Confédération qui trouverait des avantages politiques et militaires considérables dans cette possession, en même temps qu'elle lui fournirait un moyen d'alléger le Valais de ses obligations pécunières.

Après, dis-je, avoir visité ce collège et m'être entendu à ce sujet avec la municipalité de Brigue, je chargeai M. le Colonel F. Veillon, commandant militaire des dizains supérieurs, de faire disposer ce local pour caserner un bataillon, soulageant ainsi les habitants, donnant du bien-être aux troupes et rendant le service plus facile et plus régulier. M. F. Veillon commença par faire mettre en sûreté, tous les

objets que les Jésuites n'avaient pu enlever, et il établit ce casernement dont il n'a eu qu'à s'applaudir. Les soldats échangèrent la saleté contre la propreté et l'ordre, et la confusion contre la régularité; la saleté et la confusion dominent dans la plupart des villages valaisans.

J'insiste sur l'acquisition du pensionnat de Brigue; on peut y loger un bataillon, deux compagnies de carabiniers, une batterie; on augmenterait les écuries de manière à pouvoir loger tous les chevaux. De cette position élevée on commande toute la vallée jusqu'à Viège d'une part, jusque près de Mœrell de l'autre; on soutient les détachements placés au Simplon, et la seule possibilité d'y voir arriver instantanément les troupes fédérales, sera une garantie de tranquillité pour le pays. Rappelons-nous que nous pouvons être appelés à livrer à Brigue un combat sanglant contre les têtes de colonnes qui déboucheraient du Simplon et à marquer par un fait glorieux la violation de notre territoire.

Les Jésuites, ai-je dit, avaient transporté en Italie tout ce qui était transportable. La bibliothèque présentait un aspect hideux; dans leur précipitation et pour que les ouvrages de quelques valeur prissent moins de place et fussent moins pesants, ils avaient arraché les couvertures qui jonchaient le plancher; une autre salle présentait un véritable *tohu-bohu*, c'étaient les costumes avec lesquels les élèves jouaient la comédie, jetés pêle-mêle avec des crucifix, des images, des tableaux pieux!

Pendant mon séjour à Brigue, je me suis rendu au Simplon avec une compagnie de carabiniers, excursion intéressante à cette époque de l'année (11 Décembre). Nous mettions quelque coquetterie à porter notre drapeau sur la frontière d'Italie, les

Alpes, resplendissaient aux feux du plus brillant soleil, quelle grandeur, quelle magnificence, quels souvenirs ! Napoléon, cette grande image planant au-dessus des pygmées qui s'agitaient dans la magnifique voie qu'il avait tracée pour unir le Nord et le Midi.

Ce bel hospice est situé sur la montagne et desservi par trois pères du Saint-Bernard, mais leurs biens ne sont pas confondus avec ceux de la maison principale. Ils possèdent 20,000 fr. de Suisse de rente en fonds de terre situées en Lombardie et quelques forêts sur le territoire Valaisan, leur maison vaste et commode pourrait loger plus d'un bataillon. Spectacle curieux ! Ces moines soupant avec des officiers fédéraux que des événements hors de toute prévision avaient amenés sur la cime des Alpes ; des carabiniers Vaudois criant „vivat“ en l'honneur du bon gîte auquel ils n'étaient plus accoutumés depuis leur entrée en Valais ; nos trompettes sonnant des fanfares dans ces vastes corridors. Puis dans une chambre voisine, le successeur de Mathieu Schinner, l'évêque de Sion qui n'était pas là comme son illustre prédécesseur pour conduire les étendards de la Suisse à la conquête de la Lombardie mais qui fuyait devant eux. Je n'avais appris qu'à Bérisal *) le séjour de l'évêque à l'hospice, il voulut me voir, il me parla de ses craintes et me demanda des conseils. Je lui en donnai deux, retourner à son siège épiscopal et aller au devant des demandes qu'on ferait au clergé, „si on exige 150,000 fr., offrez en 300,000, „mettez pour condition qu'on soulage immédiatement

*) Bérisal, hameau et relai de poste entre Brigue et le village de Simplon.

„le pays et qu'on vous donne des garanties de repos“; il m'écouta, me remercia et s'en tint là.

Avant de quitter l'hospice, je remis à la compagnie de carabiniers (Moreillon) son étendard, ces braves gens conserveront un bon souvenir de cette journée, ils sauront défendre cet étendard.

Un autre passage de montagne a été opéré, par la compagnie de carabiniers argoviens, commandée par M. le capitaine Isler. Ces braves gens dont j'ai toujours été très-satisfait, m'avaient demandé de retourner chez eux en traversant la Furca, j'ai trouvé ce passage trop long et dangereux dans cette saison, je fis revenir cette compagnie de Münster à Louèche les Bains. Là, la beauté du temps et les renseignements que je recueillis sur l'état du passage, me permirent de les autoriser, à traverser la Gemmi. Ils ont opéré cette marche avec succès; cependant des parties de la route étaient interrompues, elles avaient été détruites par le précédent Gouvernement, et on avait rétabli le passage au moyen de poutres appliquées contre le rocher. J'ai pris un vif intérêt à cette marche et à son heureux résultat, je la regarde comme une expérience importante, la traversée de Louèche à Kandersteg est au moins de huit à neuf heures de marche, la traversée du plateau est exposée à des tourmentes et nul autre abri que le cabaret du *Schwarrbach* ne s'offre aux voyageurs.

D'autres détachements ont été au couvent du grand Saint-Bernard, le 16 et le 23 Décembre; ils y ont été irrégulièrement et contre mes ordres, requis par ceux qui n'avaient pas le droit de les requérir; la Confédération n'a pas été respectée, car les troupes fédérales ne sont pas des garnissaires, chargés d'opérer des saisies arrêts dans un point de vue gouvernemental. J'en ai demandé satisfaction et je

l'attends encore, plusieurs lettres de moi, témoignent de ma sollicitude à cet égard.

J'ai dit que j'avais formé deux brigades pour le Valais dès le 1^{er} Décembre, elles étaient commandées par MM. les Colonels Kurz et F. Veillon, le premier était de plus, commandant militaire des cinq dixains inférieurs et des quatre dixains du centre. Il avait son Quartier-général à Sion et M. F. Veillon les cinq dixains supérieurs, cette organisation a eu de très bons résultats.

Je trouve inutile de mentionner quelques tracasseries qui ne méritent pas de prendre place dans un récit sérieux; l'opinion unanime des hommes dont j'ai été entouré, en a jugé la portée et cela me suffit. Oui je le répète j'ai été méconnu par ceux qui devaient le mieux me connaître; en compensation, j'ai trouvé des sentiments d'équité et de justice qui m'ont été précieux chez M. Francini Représentant fédéral, et chez les officiers avec lesquels je vivais en *frère* et ce qui vaut mieux en *ami*, j'espère qu'ils me les conserveront. Ce fut avec plaisir que je reçus les lignes suivantes que m'écrivit le général et que selon ses intentions je mis à l'ordre des troupes d'occupation du Valais:

„Le commandant de la première division a reçu
„de S. E. M. le Général commandant l'armée, les
„lignes suivantes applicables aux troupes qui ont occupé le Valais.

„Vous avez donné M. le Colonel une excellente
„direction aux troupes et c'est au bon esprit qui les
„anime, qu'il faut attribuer une conduite qui les
„honore et qui honore l'armée.

„En conséquence je vous prie de faire mettre à
„l'ordre de ces troupes, que je leur exprime ma
„vive satisfaction et que je compte bien qu'elles con-

„tinueront à donner jusqu'au bout, ce bel exemple
„de discipline et de subordination.

(signé) G. H. DUFOUR.“

Le Général m'avait autorisé par une lettre précédente à porter mon Quartier-général à Vevey, afin d'exercer d'une manière plus facile mon commandement dans le canton de Fribourg et dans celui du Valais. Je profitai avec empressement de cette autorisation, et le 17 Décembre, après avoir réparti de nouveau les commandements entre MM. les Colonels Kurz et Veillon, je pris congé de MM. les Représentants et je m'acheminai vers le Bas Valais. Mes rapports avec MM. les Représentants avaient toujours été faciles; j'étais entré dans leurs vues en autorisant la formation d'un corps de milices Valaisanes de 250 hommes, et le doublement de la gendarmerie. Sur leur réquisition formelle j'avais consenti également à une réduction des troupes, en particulier au départ d'une batterie, départ indispensable car les fourrages manquaient partout. M. le Chef d'Etat-major-général me fit savoir que la formation du corps Valaisan était interdite, et que loin de diminuer les troupes d'occupation, on les augmentait par l'envoi d'un bataillon venu de Fribourg. On trouvera aux pièces annexes la composition à divers époques du corps d'observation.

Après avoir passé successivement sur ma route la revue de toutes les troupes, j'arrivai à Vevey le 18 Décembre, j'y suis resté jusqu'au 3 Janvier, avec l'Etat-major divisionnaire, un détachement de cavalerie, et deux compagnies de carabiniers. Ce temps a été employé à mettre en ordre ce qui était resté arriéré, à régler les dislocations dans les cantons de Fribourg et du Valais et à ordonner les différents licencié-

ments qui furent successivement prononcés. Ce travail a été une nouvelle occasion de mettre à l'épreuve la capacité, l'habileté et le continuel bon vouloir des officiers de mon État-major ; plus de 1200 lettres, ou ordres ont été analysés et classés. De mon côté je résumai mes idées sur le Valais, pays qui mérite de fixer l'attention des militaires suisses, parcequ'il jouera toujours un rôle important dans les guerres qui se livreront autour de nous ou chez nous ; on trouvera aux pièces annexes une note du général Lecourbe, au général Berthier sur la défense du Valais ; il faut étudier ce pays avec soin, il n'y a plus de montagnes infranchissables. Le grand Saint-Bernard qui conduit au val d'Aosta ; la vallée d'Hérens d'ou l'on descend dans le val Pellina et le val Tonnache ; la vallée de Viège qui conduit au col Moro et au col du Mont-Cervin ; la route du Simplon ; le chemin de Binden qui descend dans le val Formazza ; les passages du Griès et du Naffenen dans la vallée de Conches et enfin la Furca. *Niffenen*

A l'intérieur, le Grimsel, la Gemmi, le Rawyl, le Sanetsch, qui tous mettent le Valais, en communication avec l'Oberland Bernois ; le passage des Diablerets ou du mont Cheville qui conduit de Bex et du val des Ormonds à Sion, doivent faire l'objet d'études sérieuses et approfondies ; puissent nos officiers d'État-major les entreprendre et les continuer.

Notre séjour à Vevey n'a pas été marqué par des événements dignes de mention, il faudrait raconter les détails d'une vie de camarades, que l'amitié et la bonne entente rendaient douce et facile. Je dirai seulement que je conduisis un jour les carabiniers bernois et vaudois qui faisaient le service de l'État-major, les chasseurs à cheval et une excellente musique de Genève à Chillon. Je les fis entrer dans le

souterrain de Bonnivard, je leur expliquai ce qu'avait été ce martyr et quels souvenirs ces lieux rappelaient, je leur dis que plus de trois siècles s'étaient écoulés, depuis que Bernois et Genevois se réunirent aussi à la même place, combattant pour la même cause, pour la liberté civile et religieuse; preuve frappante que le combat dure toujours, parceque Dieu n'a pas voulu que les plus grands biens de ce monde fussent acquis sans épreuves et sans luttes à travers les siècles. La musique se fit entendre sous ces voutes, dont le bruit des flots qui les dominent trouble seul le silence solennel. Mes joyeux compagnons furent impressionnés par cette scène, mais bientôt parvenus dans la grande salle des chevaliers, ils improvisèrent un bal entr'eux et la polka fit oublier Bonnivard.

Le 30 Décembre, je fus prévenu par une lettre sous la date du 27, de M. le Chef d'État-major-général, que l'État-major de la division allait être licencié, qu'une réduction notable de troupes s'opérait dans les cantons de Fribourg et du Valais et que les troupes qui restaient sur pied, formeraient deux brigades, l'une sous les ordres de M. le Colonel Kurz dans le Valais, l'autre sous ceux de M. le Colonel A'Bundi dans le canton de Fribourg. J'expédiai tous les ordres en conséquence, et après m'être assuré qu'ils étaient tous reçus et exécutés, je prononçai le licenciement de l'État-major divisionnaire que l'on trouvera ci-après *).

Ce ne fut pas sans émotion et sans de profonds regrets que je dis adieu à ces amis qui m'étaient si chers, avec qui j'avais vécu depuis plus de deux mois, dans la plus contente intimité, que j'avais sou-

*) V. annexe.

vent brusqués, fatigués et que j'avais toujours trouvés, jour et nuit, prêts à me prêter leur concours loyal et éclairé avec une abnégation personnelle que je n'ai rencontrée nulle part. Pourquoi se conduisaient-ils ainsi ? Parce qu'ils aiment profondément leur patrie et qu'aucun sacrifice ne leur coûte pour la servir ; qu'il me soit permis d'ajouter, parce qu'ils aimaient aussi leur vieux commandant et qu'au milieu de ses défauts ils avaient lu dans son cœur. „Le colonel nous brusque souvent, disait l'un d'eux, mais au moins avec lui, on sait toujours à quoi s'en tenir et on n'en peut dire autant de tout le monde.“

Qu'ils reçoivent ici, ces nobles amis, l'expression de ma reconnaissance et de mes vœux pour leur bonheur !

Ainsi a fini pour moi cette expédition ; les deux périodes de Fribourg et du Valais ont été l'une et l'autre accompagnées et suivies de moments très-amers, mais aussi elles ont été embellies par des jours très-heureux, par la bonne et belle conduite des troupes, par le zèle et l'attachement des officiers avec qui j'ai plus particulièrement vécu, et je mets en tête mes chers et dignes camarades les Colonels fédéraux qui, sans s'arrêter à la pensée de leur grade, ont toujours donné l'exemple de l'obéissance, de la soumission à la règle et au devoir. Tous les noms seront inscrits ici et le sont plus profondément dans mon cœur. Cette période de ma vie est belle encore, je le dis sans détour, par le témoignage de ma conscience, j'ai fait ce que j'ai pu et ce que j'ai su. Chargé de la responsabilité de l'existence de tant d'enfants de la patrie, car ceux que j'avais devant moi, comme ceux que j'avais derrière, sont tous enfants de la patrie ; je n'ai pas donné l'ordre de combats inutiles, et j'ai sacrifié ma

gloriole à mon devoir. J'avais des souvenirs qui me permettaient de ne pas être obligé de sacrifier des Suisses pour me faire un nom.

Sur les bords du Rhône la question changeait, l'intervention arrivait au pas de course et nonobstant toute considération, je passais le Rhône ; dans les mêmes circonstances je le passerais encore ; les adversaires ont reculé et ont reculé devant nous seuls.

Chargé d'une mission difficile à Fribourg et en Valais, je l'ai accomplie, mal peut-être, mais au moins sans me préoccuper, d'ovation, de popularité, d'anciennes amitiés, de sympathies ; j'ai agi au plus près de ma conscience et grâce à Dieu elle m'absout.

Si c'était à recommencer je m'efforcerais sans doute d'adoucir les formes, mais sur le fond j'agis de même, parceque les mobiles qui me font agir ne changeront jamais, et parceque, s'il faut le dire, et il faut bien le dire à ceux qui n'ont de paroles que pour dénigrer toutes choses : La première Division, oui la première Division, n'envie rien à personne et s'en est tirée avec honneur.

NOTE

du général Lecourbe sur la défense du Valais.

On lira avec intérêt la note suivante : elle est du général Lecourbe au général Berthier, touchant la défense du Valais à une époque où la grande route du Simplon n'était pas encore ouverte. On verra jusqu'à quel point les mesures que nous proposons se rapprochent de celles prescrites par ce capitaine, célèbre par les guerres qu'il a conduites dans nos Alpes.

Le Valais est difficile à garder, dit le général dont nous copions textuellement les expressions. Les différents débouchés qui y arrivent du Milanais et du Piémont feraient penser au premier aspect qu'il faut beaucoup de troupes pour conserver ce pays.

Cinq ou six bataillons suffisent pour la défense de la vallée du Rhône ; mais il ne faut pas les disséminer. Il faut les tenir dans la vallée, et avoir seulement des postes sur le sommet des montagnes où sont les passages.

Les principaux sont le Gries, le Simplon, ceux du Vispac, d'Hérens, de Bagnes, du St.-Bernard. Il

y en a encore beaucoup d'autres qui ne sont praticables que pendant deux ou trois mois. Si l'on peut se procurer des moyens de transport, il convient de tenir dans la vallée de Gumz, ou Haut-Valais, deux bataillons que l'on placerait aux environs de Lax et Münster. Ce corps de troupes aurait le double avantage de défendre les passages de Gries et d'Ernen, et de menacer le Gotthard et la vallée de la Reuss, si l'ennemi entreprenait sur ces points. J'estime que le Gotthard doit se garder par le Valais, mais il faut des troupes dans la vallée de Gumz, qui seront toujours dans le cas de traverser le Furca pour venir dans la vallée d'Urseren.

Si l'ennemi, pendant le mouvement que feraient les troupes campées à Münster en se portant à Urseren, forçait les débouchés de Gries etc., et s'emparait du Haut-Valais et du Gotthard, ainsi qu'il l'a fait l'an dernier (1799), il faudrait, dans ce cas, qu'un bataillon ou deux se jetassent dans la vallée de l'Aar ou celle d'Urseren par le Furca, ou encore dans le Haut-Valais par l'Oberghestelen.

Le Grimsel est essentiel à garder.

Si l'ennemi est maître du Haut-Valais, il faut donc jeter un ou deux bataillons dans la vallée de l'Aar, qui auront leur poste au Grimsel.

Le restant des troupes du Valais doit couvrir le Simplon et garder Brieg; la position est assez bonne.

Le restant des troupes doit être placé à Sierres, Leuk, Martinac, au St.-Bernard.

Si l'ennemi faisait des efforts sur tous les débouchés du Valais, qu'il forçât le Simplon, les débouchés de la Visp, etc., le St.-Bernard même, les résultats de ces entreprises ne seraient pas aussi malheureux qu'ils peuvent le paraître au premier coup-d'œil.

Dans tous les cas, les troupes qui seraient forcées d'évacuer le Valais, se retireraient en partie, comme je l'ai déjà dit, dans la vallée de l'Aar. (Si cependant d'autres troupes pouvaient se porter dans cette vallée, elles éviteraient des marches pénibles à celles du Valais, qui seraient forcées de remonter au Grimsel.)

Une autre partie couvrirait le passage de la Gemmi, et occuperait Kandersteg et en avant : ce passage est difficile, et aisé à garder par les tournans et escaliers pratiqués dans les rochers.

L'autre partie, forcée d'abandonner la position de Martinac (Martigny) sur la Dranse et le St.-Bernard, se retirerait à St.-Maurice. Cette position, belle et aisée à défendre, serait le *nec plus ultra* de l'ennemi.

Les chances de ce dernier dans l'invasion du Valais, et même de la vallée de la Reuss, sont toutes à son désavantage, car s'il a un corps considérable de troupes, il y mourra de faim. Le pays ne lui offrant aucune ressource, il sera obligé de faire traverser toutes les montagnes à ses convois, soit par des bêtes de somme, soit par des hommes. On sent les inconveniens de cette circonstance.

Si au contraire il ne tient dans les endroits cités plus haut que peu de troupes, le moindre renfort qui arriverait de notre part nous remettrait bientôt à même de reprendre tous ces postes ; toutes ces montagnes, le St.-Bernard, le Gotthard, etc., n'offrent point de belles défenses ; celui qui les attaque est presque toujours sûr de réussir.

C'est dans les vallées qu'il faut défendre les montagnes. Cette réflexion paraîtra peut-être surprenante à ceux qui n'ont pas fait la guerre de montagnes ; mais si au débouché d'une montagne vous avez de bonnes réserves, faites-les donner à propos

au moment où l'ennemi, harassé de fatigue, vient de parcourir souvent sept à huit lieues de montée et de descente ; il est presque sûr, dans ce cas , qu'il ne remontera pas et qu'on le prendra. J'en pourrais citer bien des exemples. Voilà pour le Valais.



OBSERVATIONS

sur les diverses armes et les services administratifs.

Mon intention, après avoir exposé les faits qui concernent la première division, était d'entrer dans quelques détails sur les divers services et de consigner les remarques que m'a suggéré la manière dont les rouages militaires ont fonctionné autour de moi. Je dois toutefois me restreindre ; des observations très-bien placées dans un rapport intime ne doivent pas figurer dans un écrit qu'amis ou étrangers pourront lire.

Cependant je ne crois pas, qu'en disant le bien, il y ait quelque inconvénient à signaler ce qui manque ; nous sommes assez forts pour pouvoir supporter la vérité.

Je classerai mes remarques sur les divers services en m'occupant, d'abord des combattants, puis des non-combattants et je suivrai le rang des armes tel qu'il résulte des règlements fédéraux.

Première Classe.

COMBATTANTS.

La division a été composée de

2 compagnies de sapeurs du génie,

8 batteries d'artillerie,

4 compagnies de cavalerie,
11 compagnies de carabiniers,
10 bataillons d'élite,
14 bataillons de réserve,

et plusieurs compagnies de volontaires. L'effectif total au moment de sa plus grande force a été de 17,500 hommes et 1022 chevaux. A l'époque du licenciement il était de 6383 hommes et 432 chevaux.

19,500.
Ces chiffres indiquent assez que de nombreuses mutations sont survenues pendant la courte durée de cette campagne. Je signale ce fait pour faire comprendre que les difficultés de commandement et d'administration sont fort augmentées par ces mutations continuelles. Ceci est à la louange des officiers de troupes et des fonctionnaires comptables qui ont toujours su se reconnaître au milieu de ces changements continuels, mais cela explique aussi pourquoi il n'a pas toujours été possible d'établir au milieu de mouvements incessants, cette régularité journalière qui devrait être le résultat de l'observation exacte des réglemens.

Génie.

Deux compagnies de sapeurs du génie vaudois, ont été attachées à la première division, l'une d'elles, la compagnie Guex, levée seulement le 9 novembre, a fait partie jusqu'au 12 de la colonne qui a opéré par la Gruyère. Depuis le 12 novembre jusqu'à son licenciement le 8 décembre, elle a été sous les ordres directs du commandant de la division et a servi dans les cantons de Fribourg et du Valais. La première compagnie, commandée par le capitaine Dürr, avait été répartie entre la deuxième et la troisième brigade. Ces dispositions étaient nécessaires parceque dans la marche sur Fribourg, où

chaque brigade opérait isolément, il était convenable d'avoir des détachements de sapeurs en tête de chaque colonne pour le déblayement ou la réparation des routes que l'on s'attendait à trouver obstruées ou rompues dans plusieurs endroits.

Chaque compagnie avait son fourgon d'outils bien approvisionné, mais il était trop lourd et ne pouvait tourner sur une route de largeur ordinaire ce qui aurait pu présenter de graves inconvénients.

Outre ces fourgons, chaque colonne avait deux charriots contenant, l'un des pelles, des pioches et des hâches; l'autre, des poutres, des plateaux et des cordes. Cette précaution bonne, peut-être, n'a servi à rien; elle a occasionné une dépense et un embarras.

Indépendamment des compagnies régulières, un officier du génie vaudois a été attaché à la brigade d'Aigle, et a requis des soldats d'infanterie et des ouvriers du pays.

Les travaux des deux compagnies régulières, au moins pendant le temps où elles ont été réunies à la première division, car la compagnie Dürr a été plus tard détachée dans la deuxième; ces travaux, dis-je, dans le canton de Fribourg se sont bornés à déblayer un abatis près de Sédorff et à établir le 13 novembre au soir, à la tête du bois de Cormanon une batterie de quatre pièces qui devait battre la redoute de Bertigny. Le travail commencé à onze heures du soir a été terminé avant le jour. L'épaulement avait 9 pieds au sommet et 21 à la base, il a fallu aussi établir la communication entre la route et la terre plein pour y amener les pièces.

Sur les bords du Rhône, avant mon arrivée, il avait été fait quelques ouvrages de peu de valeur, soit pour mettre la batterie numéro 2 des fortifica-

tions de St.-Maurice à l'abri des feux de mousqueteries partant du plateau de Verrossaz, soit près du pont de Lavey, soit enfin pour construire des chevalets propres à l'établissement d'un pont, enfin des gabions et des saucissons.

Après que j'eus ramené la compagnie Guex dans le district d'Aigle, elle fut employée à l'établissement de plateformes et d'épaulements sur les bords du Rhône pour placer de l'artillerie dans la prévision d'un passage de vive force. Elle a amélioré et complété les travaux de blindage commencés aux fortifications de St.-Maurice. Je n'ai eu qu'à me louer de l'excellente conduite de ces troupes ; une bonne partie de ces éloges revient aux officiers qui vivaient avec leurs soldats et qui exerçaient une surveillance continuelle.

Je crois que ces hommes aptes et intelligents manquent un peu de pratique, de plus, les sappeurs auraient pu être appelés à jeter des ponts sur le Rhône et leur instruction est à-peu-près nulle sous ce rapport. Il serait bon de ne pas compter exclusivement sur les pontonniers, et les sappeurs devraient pouvoir établir une communication avec les matériaux du pays sur les cours d'eau qui sillonnent notre contrée.

Je regrette qu'on n'exerce pas davantage les soldats d'infanterie pris parmi les hommes de métier à concourir à de certains travaux du génie, leur intelligence se développerait et ils pourraient rendre d'excellents services.

Artillerie.

Cette arme plus que toute autre a éprouvé de grandes variations dans la division ; elle devait se composer originairement de trois batteries, et

elle en a compté huit, sept de Vaud et une de Genève.

La répartition de cette artillerie a éprouvé diverses variations et cela n'est pas heureux pour le service; sans doute si on avait plus de temps et plus de calme, les attributions réciproques du commandant-en-chef de l'artillerie et des commandants de division se régulariseraient, mais il y a toujours eu de l'incertitude à cet égard, du moins dans la première division.

Le premier commandant nommé n'a pas paru, je le remplaçai provisoirement par M. le colonel Desloës du canton de Vaud, lui-même, appelé à d'autres fonctions, fut remplacé par M. le major fédéral Wenger qui a conservé jusqu'au licenciement et qui a exercé avec autant de zèle que de talent, le commandement de la brigade d'artillerie numéro 1. Une deuxième brigade dite de réserve sous les ordres de M. le major fédéral Borel fut attachée au corps d'observation sur la frontière du Valais.

La première brigade, au moment d'entrer sur le territoire du canton de Fribourg se composait de quatre batteries, une de quatre obusiers de douze (capitaine Müller), deux batteries vaudoises de canon de six (capitaines Creux et Haubenreiser) et une batterie de quatre canons de six (capitaine Empeytaz).

Une batterie marchait avec la première brigade, une autre avec la troisième, deux avec la deuxième, et l'Etat-major de la division. Cet ordre avait été adopté parceque les colonnes opéraient à d'assez grandes distances les unes des autres.

Les trains d'artillerie marchaient au centre des

colonnes, escortés chacun par une compagnie d'infanterie, attachée spécialement à leur sûreté.

Les batteries que je viens de nommer bivouaquèrent le 12 et le 13 novembre à Matrans, à Avry, au Gros-Bugnon et à Cormanon ; les chevaux au piquet. La brigade reçut encore une batterie de deux canons de douze et deux obusiers de vingt-quatre (capitaine Rogivue de Vaud).

Le commandant de l'artillerie et moi avons passé des inspections exactes de chaque batterie avant le départ ; les équipements étaient en général en bon état ; il y avait de l'inégalité dans les attelages, les chevaux provenant de fournisseurs étaient supérieurs à ceux qui avaient été requis des communes, mais tous en général ont fait un bon service, ont été bien soignés et sont revenus en meilleur état qu'ils n'étaient partis.

Il y avait aussi de l'inégalité dans l'instruction des officiers ; la plupart ont beaucoup acquis pendant la campagne, quelques-uns auraient pu acquérir davantage.

La batterie de Genève (Empeytaz), commandée par un ancien officier qui était venu, dans ce moment de crise, reprendre un service auquel il n'était plus tenu, s'est distinguée par sa régularité, sa bonne tenue et son aptitude à manœuvrer.

Le 12 novembre, il y eut une petite alerte à Neyruz qui permit de juger du bon esprit de toutes les troupes, et particulièrement de l'artillerie.

Le commandant de cette arme, pour avoir plus facilement ses pièces en ligne et pour pouvoir raccourcir la colonne active, avait formé celle-ci par deux pièces et un caisson seulement, laissant les autres caissons et les troisièmes lignes en réserve, un canon de six et un obusier de douze furent commandés pour se

porter rapidement à l'avant-garde ; ils partirent au trot accompagnés de leur caisson, afin de pouvoir faire monter les canonnières. Un quart d'heure après, toute la brigade d'artillerie se mit en marche, il y eut confusion, on ne pouvait faire monter les canonnières, les pièces et les caissons étaient croisés, et s'il eût fallu se porter rapidement quelque part les canonnières seraient arrivés essoufflés ce qui ne dispose pas à un bon service.

En général, une pièce ou une section d'avant-garde toujours prête à se mettre en batterie paraît un bon système propre à faciliter les formations, quelquesfois longues et difficiles.

Les surnuméraires des batteries vaudoises étaient armés de mousquetons et marchaient en avant des pièces. Ces mousquetons au nombre de douze par batterie, pouvaient être renfermés, dans une caissette placée au-dessus du soufflet sous le prélat de la forge. On avait ainsi une garde toujours disponible ; cette innovation mérite quelque considération.

On ne peut trop insister aussi, sur la convenance de donner des ordres précis, pour que l'artillerie ait toujours une escorte suffisante, il semble que cela s'entend de soi-même, cependant cela n'est pas pratiqué avec toute la régularité et la suite nécessaires. Le commandant de la première brigade d'artillerie signale comme une chose qui mérite un examen sérieux l'emploi des prolonges pour marcher à l'ennemi. Sans doute celles des pièces au modèle fédéral sont trop courtes et ne remplissent pas le but, mais il reste à voir si on ne devrait pas les allonger et habituer les hommes à en faire usage. Lorsque la troupe est aguerrie, que les soldats du train ont essayé plusieurs fois le feu, les prolonges sont inutiles, mais lorsqu'on marche en avant pour

la première fois, il y a danger pour les milices, à ne pas avoir les pièces arrêtées aux avant-trains, il suffirait en effet d'une panique, maladie contagieuse, pour que les soldats du train qui sont exposés sans défense et sans participer à l'action, partissent avec leurs avant-trains, laissant les canoniers à leurs pièces.

— Peut-être encore serait-il convenable de faire suivre la première batterie d'attaque d'une douzaine de gabions. Cette précaution paraîtrait puérile pour des troupes aguerries, mais il faut reconnaître que si l'on veut relever le moral d'une troupe qui marche au feu pour la première fois, la moindre apparence de garanties double son courage; nos hommes ne sont pas de la chair à canon, comme des soldats de profession; avec des milices ce qu'il y a de plus à redouter, c'est un échec au premier combat.

Pendant l'occupation de Fribourg, le chef de la première brigade d'artillerie s'occupa d'une manière très-active à faire réintégrer le matériel d'artillerie fribourgeois qui était resté dispersé dans les ouvrages extérieurs, il s'occupa aussi à faire recevoir et classer à l'arsenal les armes que les ordres de désarmement y faisaient arriver.

Deux batteries de la brigade de Fribourg, la batterie d'obusiers (Muller) et la batterie de canon (Empeytaz) furent détachées pour renforcer sur les bords du Rhône la batterie d'artillerie Borel. On jugea cependant inutile de faire avancer jusqu'à Aigle la batterie Empeytaz qui, de Vevey, retourna à Genève.

L'artillerie du corps destiné à agir contre le Valais se trouvait donc composée de quatre batteries, une de deux pièces de douze et de deux obusiers de vingt-quatre (Gauthier); une de canon de six,

modèle fédéral (Pavid); une de quatre obusiers de douze (Muller); une de quatre pièces de quatre et de deux obusiers de douze, modèle Gribeauval (Grenier); enfin l'on disposa de deux pièces de six, prises à Chillon pour armer la batterie numéro 2 au-dessus du pont de St.-Maurice; on tira également de l'arsenal de Chillon quarante gros mousquets destinés à répondre à ceux dont les Valaisans étaient armés. Je n'ai pas pu apprécier l'effet de ces armes dont le calibre est fort, la portée considérable et la justesse peut-être remarquable, mais dont le poids est lourd et qui, dans tous les cas, ne me paraissent utiles que dans de fortes positions.

Dans la prévision d'un passage du Rhône, de vive force, la batterie de gros calibre devait occuper une forte position près des bains de Lavey pour détruire les ouvrages des Valaisans et balayer toute la plaine depuis St.-Maurice au Bois-Noir.

L'artillerie sur la batterie numéro 2 enfilait le prolongement de la route, et la principale rue de St.-Maurice, deux pièces devaient croiser leurs feux sur les abords du pont de Colombey; une batterie était au pont de Chessel, et le reste de l'artillerie en réserve en arrière du pont de Colombey pour appuyer l'attaque principale ou au besoin se porter sur Bex.

Après l'entrée en Valais, on ne conserva que deux batteries, qui, vu la rareté des fourrages, étaient bien suffisantes.

En terminant cet exposé de ce qui concerne l'artillerie, je payerai un juste tribut d'éloges à cette arme et je ferai remarquer quelles ressources ne présente pas notre pays! Dans le canton de Vaud, contrée qui n'est pas essentiellement produc-

trice de chevaux, on en a trouvé plus de 700 dans huit jours, propres au service de l'artillerie.

Je sou mets une observation importante à l'autorité fédérale. Nos batteries ne sont pas assez fortes, il y a une trop grande disproportion entre le nombre des voitures et celui des pièces; 700 chevaux sont partis d'Avenches le 12 novembre pour conduire 28 canons. Si nos batteries étaient composées de quatre canons et deux obusiers, les troisièmes lignes ne seraient pas augmentées, il y aurait donc grande augmentation de forces sans augmentation proportionnelle d'attelages et de conducteurs.

Cavalerie.

Quatre compagnies de cavalerie d'élite, toutes vaudoises, ont été attachées à la première division, ainsi que des détachements de compagnies de réserve. Deux des compagnies d'élite furent dès les premiers jours de novembre détachées à la deuxième division. Je ne m'occuperai donc que des deux compagnies De-la-Rottaz et Juat qui ont fait toute la campagne avec nous.

L'inspection de ces deux compagnies, passée avant de quitter le canton de Vaud, avait fait reconnaître de l'inégalité dans la qualité des chevaux, de la bigarrure dans les uniformes et dans les équipements, résultat du passage d'un modèle à un autre; même diversité dans les pistolets, et quelque irrégularité dans le paquetage.

J'ai dit ce qui manquait, je dois aussi ajouter ce qui a existé, savoir: une bonne volonté complète, parmi les officiers et les soldats, mais elle ne suffit pas. La cavalerie n'est pas ce qu'elle pourrait être et il ne faut pas lui en faire de reproche; cela tient

essentiellement à des causes que j'ai depuis longtemps signalées ; l'expérience a justifié mes prévisions , aussi longtemps que nous n'aurons en Suisse qu'une seule espèce de cavalerie , nous n'aurons point de cavalerie. En effet quel service ont fait les deux compagnies d'élite et les détachements de réserve que j'ai eus sous mes ordres ? Presque exclusivement, un service d'escorte et d'estafette , ruineux pour les hommes et pour les chevaux et qui n'excite , ni l'émulation de la troupe , ni celle des officiers. Ce service devrait être remis à des compagnies spéciales , on leur donnerait le nom que l'on voudrait. J'avais proposé de les nommer *compagnies de guides d'Etat-major* et j'avais indiqué quelle pourrait être leur organisation dans trois écrits différents (*lettre à un confédéré sur nos institutions militaires ; rapport de la commission sur le règlement de cavalerie ; rapport sur le camp fédéral de Thouné en 1842*).

Alors, la cavalerie actuelle, devenue vraiment cavalerie de guerre , méritera de recevoir toute l'instruction dont elle a besoin et qu'elle souhaite vivement d'acquérir.

Dans l'état actuel on a pu remarquer que les courses longues , rapides , par tous les temps , les changements de régime , le travail de la selle , chez des animaux habitués au trait pour la plupart , l'irrégularité du travail , les changements d'écurie , en un mot une foule de circonstances ont mis beaucoup de chevaux hors de service. Au bout d'un mois les non-valeurs ne s'élevaient pas à moins de 20 à 40 pour cent. La manière défectueuse de charger et peut-être les charges trop fortes ont occasionné beaucoup de blessures. Je signalerai comme un fait bien louable , qu'un cheval ayant dû être abattu au

bivouac de Matrans, le cavalier s'en est procuré un autre immédiatement à ses frais, plutôt que de quitter le corps ; il a perdu huit louis sur cette opération. La discipline a été généralement bonne. La musique, au-dessus du complet, était excellente.

J'ai entendu diverses plaintes sur le mode d'expertise qui ne présente pas assez de garanties pour les propriétaires de chevaux ; sur l'exiguité de l'indemnité de ferrage qui peut être suffisante pour un service tout-à-fait régulier et ordinaire, tel que les écoles, ou les camps en été et non pour un service de campagne en hiver. Le ferrage à glace en particulier a été très-onéreux et pour ma part je réclame un supplément d'indemnité en faveur des cavaliers. Les courses faites comme estafette par la cavalerie ne sont payées que quand la distance est de plus de trois lieues, cela n'est pas équitable et il faut, sous ce rapport, améliorer la position des cavaliers. Enfin pour les campagnes d'hiver il serait indispensable que les cavaliers eussent au moins deux pantalons de laine.

Carabiniers.

En m'occupant des armes spéciales qui relevaient directement de l'Etat-major divisionnaire, si j'ai désigné les corps avec quelques détails je suivrai une méthode plus abrégée pour les armes dont j'ai encore à m'occuper en me référant au tableau des différents corps qui se trouve aux pièces annexes.

J'ai déjà dit que dix compagnies de carabiniers d'élite, dont huit du canton de Vaud, une de Berne, une d'Argovie et quatre compagnies de réserve vaudoises ont fait partie de la première division. La compagnie de Berne et celle d'Argovie étaient à l'effectif fédéral ; les compagnies d'élite vaudoises

avaient en moyenne un cinquième d'excédant. Les compagnies de réserve étaient un peu inférieures à l'effectif réglementaire. L'inspection qui fut passée de ces divers corps a fait reconnaître que l'armement et l'équipement étaient généralement bons. Dans les compagnies vaudoises surtout, un grand nombre de carabines étaient des armes précieuses, fort supérieures en valeur au modèle fédéral. Le service auquel ces troupes ont été appelées n'a pas permis d'apprécier leur aptitude au tir; les mouvements incessants auxquels on s'est livré, la crainte d'occasionner des dépenses assez considérables, ont également empêché d'organiser régulièrement des tirs à la cible; cependant dans les derniers jours de mon séjour en Valais j'avais autorisé les commandants de brigades à ordonner quelques tirs de ce genre. Je n'ai pas reçu de rapport sur ce point, j'ignore s'ils ont profité de cette autorisation. A Vevey, j'ordonnai un tir pour les deux compagnies qui faisaient le service auprès de l'état-major, mais il a été trop court pour mériter une mention particulière.

Dans les marches, les carabiniers occupaient une place distincte entre l'avant-garde et la colonne principale; j'avais adopté le système des doubles flancqueurs; des carabiniers formaient la chaîne intérieure et les compagnies de chasseurs la chaîne extérieure. Dans la formation des chaînes et dans les déploiements l'instruction des carabiniers laisse quelque chose à désirer. Je n'y attache pas une grande importance, parceque, selon ma manière de voir, ce service de troupes légères n'est pas celui auquel nos carabiniers doivent être appelés. Leur instruction est encore plus négligée sous le rapport du service de place et de campagne; et je crois qu'il y a une attention sérieuse à apporter sous ce rapport. Je

signalerai deux observations qui m'ont été faites, sur lesquelles je n'ai pas moi-même une opinion très-arrêtée, mais qui méritent certainement d'être examinées avec quelque attention. L'une est relative à l'équipement des carabiniers, que les officiers de cette arme s'accordent assez généralement à trouver trop lourd; ils pensent que si l'on veut continuer à faire faire, en certaines circonstances, le service de troupes légères aux carabiniers, il faut les équiper plus légèrement, et ils demandent s'il n'y aurait pas lieu, d'avoir deux espèces de carabiniers; des carabiniers de position (si l'on peut s'exprimer ainsi) dont les armes pourraient, sans inconvénient, conserver un poids plus fort, et des carabiniers légers dont l'équipement et l'armement seraient en harmonie avec un service plus rapide. Ils indiquent, pour cette dernière classe, les carabines à l'américaine beaucoup plus légères et d'une portée plus grande.

La conduite des compagnies de carabiniers, sans exception, a été excellente; on voit que ce sont des troupes d'élite, et que les hommes se distinguent autant par leurs qualités morales que par leur adresse au tir. Ces éloges s'adressent, sans distinction, aux carabiniers de Vaud, de Berne et d'Argovie, et font ainsi la preuve que dans tous les états suisses on apporte le même soin à recruter cette arme, l'un des plus beaux fleurons de notre armée fédérale.

Infanterie.

Les bataillons d'infanterie qui ont fait partie de la première division appartiennent aux cantons suivants: Berne, Argovie, Vaud et Genève. Les troupes vaudoises offraient, dans cette arme comme dans celle dont nous venons de parler, un grand excédant à l'effectif. Les autres cantons avaient envoyé leurs

troupes avec un effectif conforme aux réglemens fédéraux.

Dans la première partie de cet écrit, il a été dit comment la crainte d'affaiblir l'élan généreux qui se manifestait dans le canton de Vaud avait empêché de donner suite à l'ordre de réduire les compagnies sur le pied fédéral. Ce sera toujours un beau défaut que de donner plus qu'on ne demande ; cependant, dans un armement régulier, il vaudra mieux à l'avenir ne pas avoir des corps qui portant les mêmes désignations présentent de trop grandes proportions. Il est utile, sans doute, qu'il y ait des surnuméraires dans chaque compagnie, mais le nombre devrait en être borné à 6 ou 8, au maximum.

Les inspections exactes que j'ai passées avant le départ m'ont fait reconnaître que l'armement, l'équipement et l'habillement étaient généralement bons ; de tous les bataillons que j'ai inspectés, les plus complets, sous le rapport des objets réglementaires étaient les bataillons de Genève. Le paquetage, l'arrangement des effets dans les sacs y étaient parfaitement réguliers ; tous les ustensiles de campagne étaient à leur place et les fournitures de très-bonne qualité. Il y avait plus d'inégalité dans les autres bataillons ; quelques sacs étaient trop pleins, d'autres n'étaient pas suffisamment garnis, il manquait des souliers, et les sacs n'étaient pas toujours bien ajustés sur le dos. L'expérience des marches a dû faire sentir aux soldats qu'aucun de ces détails n'est méprisable, et qu'ils intéressent leur bien-être, la facilité et l'aisance de leurs mouvements.

Le schako conique dont plusieurs corps faisaient l'épreuve pour la première fois a paru aussi commode qu'élégant. La grande tenue des troupes habille bien les hommes ; mais on en fait si peu d'usage en cam-

pagne que l'on pourrait examiner si, dans un but d'économie et de soulagement pour les soldats, il ne conviendrait pas de supprimer l'habit et de se borner à faire campagne avec la veste ronde et la capote. Les guêtres sont en général trop petites, elles ne montent pas assez haut et ne couvrent pas assez le pied.

On a pu remarquer combien il est nécessaire de porter une attention constante sur les armes à percussion. Je puis dire que j'ai examiné toutes les cheminées des fusils à diverses reprises ; les officiers de troupes s'en sont occupés également, cependant plusieurs cheminées qui paraissaient libres, ne communiquaient pas avec le canon. Il se forme aisément au fond de celui-ci un dépôt dangereux, et je l'attribue en partie à l'usage des tampons de peau, des parcelles de cette peau s'introduisent par la cheminée et s'accumulent au fond du canon ; je conseille d'y renoncer en campagne, d'autant mieux, que lorsqu'on n'a pas soin de soulever tous les jours ce tampon, l'humidité s'introduit par-dessous et la rouille ne tarde pas à attaquer la cheminée.

Il est une chose que je n'ai cessé de recommander à tous les corps, c'est la division des compagnies réglementairement en pelotons, sections et escouades, exigeant que chaque chef d'une de ces subdivisions pût toujours rendre compte des circonstances qui la concernent et faire l'appel de ses hommes par cœur, de jour comme de nuit. Malgré mes efforts je l'ai obtenu rarement d'une manière régulière ; cependant je suis convaincu que cette pratique exerce une très-grande influence sur le service, la discipline, les bons rapports entre les officiers et surtout entre les sous-officiers, les caporaux et les soldats. Quand ces derniers verront que depuis le caporal jusqu'au gé-

néral tous leurs supérieurs s'occupent d'eux constamment avec intérêt, qu'ils les suivent, qu'ils les connaissent, qu'ils en rendent compte, on peut être assuré que les soldats à leur tour seront toujours soumis et attachés à leurs chefs.

C'est, il faut le reconnaître, la partie faible, extrêmement faible de nos milices, le manque de rapports soutenus et convenables entre les chefs de tous grades et les soldats, l'ignorance, à peu près complète, de ces règles de service intérieur qui créent la vie militaire. Quelquefois, il est vrai, le zèle et l'intelligence des officiers suppléent à ce qui leur manque en pratique et en connaissance, mais quelquefois aussi ces qualités font défaut et elles sont à peu près nulles chez les sous-officiers et les caporaux. Ce n'est pas précisément mauvaise volonté, mais c'est nonchalance et manque de tact. Des supérieurs croient faire de l'autorité en brusquant leurs soldats, d'autres croient faire de la paternité en n'osant les reprendre ou les réprimer, ces deux manières d'agir sont également désastreuses, et si l'on peut s'étonner de quelque chose, c'est qu'elles ne produisent pas des effets plus fatals sur la discipline qui, je le dis hautement, n'a été mauvaise que lorsque les chefs n'ont pas fait leur devoir.

Au début, cette discipline était généralement bonne, l'ordre régnait, il y avait de la subordination, et cet esprit s'est soutenu aussi longtemps qu'on s'est attendu à des engagements sérieux. Si après l'entrée à Fribourg, il y a eu du relâchement, il faut l'attribuer surtout aux excitations de quelques meneurs et d'hommes étrangers à l'armée qui, pour satisfaire leur mauvais vouloir envers leurs concitoyens se sont servis de nos soldats comme d'instruments de leurs vengeances personnelles. L'exemple de Fribourg n'a

pas été perdu pour le Valais, la discipline y a été bonne, officiers, sous-officiers et soldats ont fait des progrès. J'ignore ce qui s'est passé depuis mon départ, mais je ne crois pas que la prolongation de cette occupation, surtout lorsque les troupes sont dispersées, produise de bons effets pour cette discipline que l'on a appelée avec raison *l'âme des armées*, que rien ne remplace, qui peut tout remplacer, et qui, je le répète, ne sera jamais ce qu'elle doit être, si les chefs n'en donnent pas eux-mêmes l'exemple vis-à-vis de leurs supérieurs; si, dans leurs rapports avec leurs soldats, ils ne réunissent pas la fermeté à une sollicitude constante, et enfin s'ils ne leurs prouvent pas par leur conduite et par leur instruction qu'ils ont le droit de leur commander. Quant à moi, j'ai cherché à ne pas mériter le reproche de faiblesse et de partialité; j'ai mis sans pitié à l'ordre les corps dont j'ai eu à me plaindre. Je sais que ce blâme a produit son effet, et j'espère aussi que les justes éloges que j'ai été dans le cas de donner, n'en auront eu que plus de valeur.

Une partie du service qui a été faible, c'est la remise régulière et journalière des états de situation et des rapports; on voit que c'est une instruction négligée à laquelle il faut pourvoir.

L'instruction de manœuvres proprement dites laisse passablement à désirer: nos bataillons, sur les places d'armes, ne manœuvrent pas mal; mais en rase campagne et dans des cas imprévus il règne une grande indécision et beaucoup de lenteur dans l'exécution des commandements. Le désordre se communique facilement, ce qui provient surtout du manque de calme chez les officiers, enfin; le service de sûreté en campagne demande à être l'objet d'une instruction

beaucoup plus approfondie que celle qui a été donnée jusqu'à présent.

Ce qui précède s'applique essentiellement aux bataillons d'élite ; j'ai vu moins en détail les bataillons de réserve qui, dans la première division, étaient exclusivement vaudois ; ces corps, formés par demi-bataillons de quatre compagnies présentant un effectif en moyenne de 500 hommes, étaient complètement armés, habillés et équipés, à l'exception de la capote dont tous n'étaient pas pourvus ; circonstance qui n'a pas empêché les hommes pères de famille pour la plupart de faire un service de plus de 5 semaines dès le mois d'octobre à la fin de novembre, sur les bords du Rhône dans des terrains froids, humides et malsains sans murmurer une seule fois. Ces hommes, dans la force de l'âge, vigoureux, calmes, réfléchis, m'ont prouvé que je ne m'étais pas trompé, lorsque j'écrivais, il y a plusieurs années, que c'était dans les réserves bien organisées qu'il fallait placer la plus grande force défensive de la Suisse, et j'espère que l'autorité fédérale va s'occuper de régulariser cette belle institution, en la généralisant et en la soumettant au contrôle fédéral comme les troupes du contingent.

Enfin, je dois également recommander qu'on étudie l'organisation des volontaires ; ceux que j'ai eu sous mes ordres, m'ont prouvé qu'ils pouvaient être astreints à une organisation parfaitement régulière et offrir ainsi le complément de la défense nationale.

Autant que le temps l'a permis, les troupes en station ont été exercées à la manœuvre, au service de sûreté, à des marches militaires avec armes et bagages, en dirigeant ces exercices vers un but d'application.

En général la marche laisse beaucoup à désirer,

à peine une colonne de route est elle en mouvement, qu'il s'établit de la confusion et du pêle-mêle; avec un peu d'attention de la part des officiers il serait facile d'y remédier.

État-major.

Après avoir parlé des troupes, je dirai quelques mots des états-majors.

On a pu voir au moment de l'armement que le personnel de l'état-major n'était pas assez nombreux. Je sais qu'il faut tenir compte des circonstances et des vides qui se formèrent instantanément; j'ignore ce qui a été pratiqué dans les autres divisions; mais dans la première, la pénurie des adjudants se fit vivement sentir et les commandants de brigades furent tous obligés d'en chercher dans les corps sous leurs ordres, les uns ont été admis immédiatement à l'état-major, d'autres ont fait la campagne comme officiers d'ordonnance. En général, ces choix ont été heureux, mais ils auraient pu présenter les inconvénients auxquels sont exposés tous les choix précipités.

Je ne reviendrai pas sur quelques circonstances que j'ai mentionnées plus haut et qui ont amené assez de fluctuation dans l'état-major de la division. Des magistrats qui ont été reprendre leurs fonctions avant la fin de la campagne, des officiers qui ont cessé les leurs parcequ'ils sont devenus magistrats.

Je me suis convaincu que le personnel des états-majors n'est pas suffisant, eu égard à l'instruction incomplète que les officiers qui en font partie peuvent acquérir. En effet, si l'on compare les études prolongées et les épreuves multipliées auxquelles sont appelés les officiers qui aspirent à l'état-major dans les armées permanentes, avec ce qui se pratique

chez nous, on pourrait s'étonner que les résultats soient aussi satisfaisants dans notre pays, et ce n'est pas à mes yeux la moindre preuve du zèle, de l'intelligence et des dispositions militaires dont nos officiers sont doués. Mais il ne faut pas compter exclusivement sur l'efficacité de ces qualités précieuses; il y a, selon moi, nécessité à s'occuper sérieusement des états-majors, à exiger une garantie d'aptitude chez les candidats et à les astreindre à des études théoriques et d'application profondes. Si les états-majors sont plus nombreux, comme je le demande, il sera facile d'établir une division du travail qui le simplifiera et le rendra meilleur, tandis qu'à présent chaque adjudant est obligé de se livrer à toutes sortes de fonctions, et le travail du bureau nuit souvent aux opérations sur le terrain. On peut dire aussi que si l'on exigeait des adjudants tout le service extérieur auquel ils pourraient être appelés, le service des bureaux, vu l'inexpérience des secrétaires, en souffrirait notablement.

C'est ici le moment de dire quelques mots de ce service des bureaux. On reproche à notre administration militaire d'être trop écrivante, et je crois en effet qu'il faut chercher à simplifier ce rouage. Cependant je suis convaincu que toujours nous devons plus écrire que d'autres, et cela par les motifs suivants : les ordres doivent, autant que possible, être explicites et donnés par écrit, parceque ceux qui les transmettraient verbalement et ceux qui les recevraient n'ont pas assez de pratique et de connaissances pour qu'on ait la garantie que ces ordres ont été bien compris et bien transmis, et l'on sait les malheurs qui peuvent résulter d'une erreur sous ce rapport. De plus, nos officiers d'état-major ne connaissent pas assez les spécialités des diverses armes,

on ne peut jamais être certain qu'ils aient bien saisi, non par défaut d'attention, mais par défaut de connaissances, l'ordre donné.

Il y a plus; ce manque de pratique dans le service rend nécessaire la multiplication des ordres; on est obligé de mettre à l'ordre beaucoup de choses dont on pourrait se dispenser, si les réglemens de service étaient mieux connus et surtout plus pratiqués.

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que l'état militaire en Suisse est un état accidentel, que les commandements sont temporaires, que l'opinion publique s'égare facilement sur les hommes et sur les choses, qu'il ne faut pas se présenter désarmé devant elle, qu'à défaut de cette pratique constante dont nous avons parlé, il faut au moins que la tradition écrite remplace la tradition des faits, et qu'ainsi, l'expérience d'un armement puisse être profitable à l'armement qui le suivra; par tous ces motifs, ai-je dit, il sera toujours nécessaire de tenir chez nous des écritures assez étendues.

Un grade d'état-major très-important, et pour lequel nos officiers ne sont pas suffisamment préparés, c'est celui d'adjutant de brigade et surtout d'adjutant de division. Ce dernier, principalement lorsque les divisions sont très-fortes et répandues sur une grande étendue de pays, est un véritable chef d'état-major; chacun sait combien ses fonctions sont importantes, et il n'est pas donné à tout officier de les bien remplir. Il faut pour cela des qualités et des connaissances dont on ne s'assure pas toujours suffisamment d'avance.

Enfin, une partie de l'instruction des officiers d'état-major qui demande à être beaucoup améliorée, c'est la connaissance topographique et statistique du pays. Nous avons vu dans les Cantons de Fribourg et du

Valais, combien cette connaissance est superficielle et quelles difficultés nous aurions éprouvées si la guerre avait pris un caractère de chicane et de durée.

D'après ce qui précède, on voit que je désire des améliorations dans l'instruction et dans le service des états-majors ; mais pour que ces améliorations soient possibles, il faut nécessairement améliorer la position de ces états-majors, surtout dans les grades inférieurs. Cette position est trop précaire et trop désavantageuse maintenant ; les officiers capables ne sont attirés à l'état-major par aucun stimulant, ils ont à y faire un service fort pénible, très-délicat, très-onéreux, et si d'une part, ils peuvent être récompensés par l'approbation de leur conscience et celle de leur chef immédiat, d'autre part, il faut en convenir, ils ont à lutter contre d'injustes préventions, contre un antagonisme irréfléchi de la part des troupes ; celles-ci s'attribuant tout le bien qui est produit, et rejetant invariablement tout le mal qui survient sur le compte des états-majors. Je n'en fais pas un reproche particulier à l'armée suisse, il en est de même partout. Mais ailleurs, les états-majors trouvent une compensation dans ce rapprochement continuels où ils sont de la source de toutes les faveurs, et dans une vie sociale et militaire très-agréable. Il faut donc s'efforcer en exigeant davantage de nos états-majors, de leur donner aussi davantage, davantage en marques de considération, davantage en moyens d'existence. Il faut qu'on le sache, il n'y a pas un officier d'état-major, dans les grades inférieurs, qui ne soit appelé à des sacrifices beaucoup plus considérables que des officiers de troupes. Hors de service ils sont en disponibilité continuelle. Si l'on veut qu'ils soient cavaliers, qu'ils puissent faire instan-

tanément un bon service à cheval, et que par conseils aient de bons chevaux, il faut que les officiers d'état-major aient tous une indemnité annuelle représentant la valeur au moins d'une ration de fourrage contre l'obligation à leur charge, d'avoir un cheval de selle toujours propre au service. Il faut que leur paie soit augmentée, parceque leurs charges sont plus lourdes que celles des officiers de troupes qui vivent plus en commun, qui sont toujours logés chez les bourgeois, tandis que les officiers d'état-major le sont toujours dans les auberges, où non-seulement on ne leur fait grâce sur rien, mais où, le plus souvent, on abuse de cette position que l'on croit si brillante. Il faut que lorsqu'on les appelle à ces instructions que je désire voir se multiplier, on les indemnise largement, car ce sont des pertes de temps qui compromettent souvent les intérêts privés d'une manière funeste. Il faut leur donner des indemnités d'entrée en campagne, parceque l'équipement et les autres frais des états-majors sont infiniment plus considérables que ceux des officiers de troupes, et qu'ils n'ont pas comme ceux-ci des facilités à attendre de leurs cantons respectifs.

Il faut enfin, et c'est ici la clef de la voûte, ne pas décourager des officiers d'honneur qui, lorsqu'ils ont passé péniblement par la filière si ingrate des grades inférieurs de l'état-major, se voient presque toujours préférés, pour obtenir les grades supérieurs, des officiers cantonaux à peu près inconnus de ceux qui les nomment et de ceux dont ils deviennent les chefs ou les camarades; officiers nommés souvent, quel que soit du reste leur mérite personnel, pour satisfaire des amours-propres cantonaux ou par des motifs politiques qui n'ont rien de commun avec les intérêts militaires. J'en ai moi-même été un exemple,

et j'ai moi-même commis ce tort; aussi, je ne crains pas de m'élever hautement contre cette tendance.

Je crois qu'il serait également funeste pour les intérêts militaires de fermer toute entrée aux officiers cantonaux dans l'état-major fédéral; mais je voudrais qu'ils n'y entrassent pas exclusivement comme aujourd'hui dans les grades supérieurs, et qu'au moins la balance fût égale entre eux et les officiers fédéraux, ce qui n'existe pas du tout actuellement.

J'espère que tous les hommes du métier qui apprécient, comme je le fais, l'immense utilité d'un bon état-major, apprécieront aussi mes observations, et les compléteront en indiquant les meilleurs moyens pour réaliser mes vues.

Qu'on ne perde pas de vue, qu'en se refusant à rendre les places d'état-major accessibles à tous ceux qui ont assez de capacité pour les remplir, on crée en réalité un système tout-à-fait aristocratique; on s'éloigne complètement de cette première condition de la démocratie, la faculté pour tous de parvenir, et on livre les places à deux classes d'hommes bien différentes, les riches qui peuvent se suffire à eux-mêmes, ou les misérables qui n'ont rien à perdre et rien à ménager.

Je devrais peut-être, en terminant, désigner nominativement ceux des officiers de l'état-major qui méritent plus particulièrement un juste tribut d'éloges, mais ce serait pour moi une œuvre embarrassante. Il faudrait nommer tout le monde; car chacun, dans une mesure différente, il est vrai, a le droit incontestable de réclamer une mention honorable. J'ai trop appris à connaître les sentiments généreux dont les officiers de l'état-major ont été animés pour croire que cette mention nominative soit nécessaire. Ils

cherchent leur récompense dans une sphère plus élevée, dans le sanctuaire de leur conscience, et ma faible voix ne pourrait rien y ajouter.

Seconde Classe.

SERVICE NON-COMBATTANT.

Commissariat.

Le service du commissariat a été l'objet de mon attention continuelle. Lorsque j'arrivai à Lausanne, il n'y avait rien d'organisé sous ce rapport, fédéralement s'entend, car le canton de Vaud n'était pas resté en arrière, grâce aux soins de son excellent commissaire des guerres cantonal, M. le lieutenant-colonel Bolle, qui dans tous les pays et dans toutes les armées serait un fonctionnaire très-distingué. Il a été bien heureux pour la division de le conserver comme commissaire fédéral, et l'on a peine à comprendre comment il a pu faire marcher de front les deux services. Aucun détail ne lui est échappé, aucune partie des troupes n'est restée en souffrance, et je n'éprouve aucun scrupule et aucun embarras à assigner à M. Bolle la première place parmi les hommes très-méritants auxquels j'ai rendu, plus haut, pleine justice.

Je ne crains pas de le dire, en ce qui concerne la première division au moins, ce service du commissariat est à mes yeux ce qu'il y a eu de plus remarquable dans cette courte campagne, et ce qui peut donner la plus haute idée des ressources que possède notre pays. Il a fallu lutter contre l'imprévu, pourvoir à des mouvements instantanés et toujours rapides, préparer des moyens de subsistance et de transport dans des localités qui en étaient totalement

dépourvues. Il ne faut pas perdre de vue que les rassemblements se sont effectués dans un canton qu'il fallait ménager, et que le pays *ennemi* était aussi un pays *ami*, dans lequel, quoi qu'on ait pu dire, les scrupules et les ménagements ont été poussés aussi loin, plus loin peut-être que dans les cantons où les troupes avaient été levées. Grâce aux soins du commissariat, les distributions ont toujours pu se faire régulièrement sur tous les points qui ont été indiqués, les vivres et les denrées étaient de bonne qualité, et il ne s'est élevé aucune plainte sérieuse.

A Fribourg, les troupes tiraient tous leurs vivres du canton de Vaud, et le commissariat a pu nourrir des corps qui n'appartenaient pas primitivement à la division. Le système général adopté était de faire venir le pain et l'avoine du canton de Vaud, et de prendre la viande sur place au moyen de marchés passés avec des fournisseurs dans le pays. On économisait ainsi des transports très-coûteux. Dans le Valais, sur cette ligne prolongée qui s'étend de St.-Gingolph à Brigue, il y a eu quelques difficultés dans les premiers jours à assurer un service régulier; mais elles ont été bientôt levées, grâce aux mesures adoptées, dont, comme j'ai dit plus haut, on trouvera le détail aux annexes.

Le commissaire des guerres de la division a été secondé par des commissaires adjoints dont on doit également louer le zèle et l'activité. Toutefois ce service serait susceptible d'améliorations. Le juste tribut d'éloges que j'ai payé à M. le commissaire de la division ne m'empêchera pas de faire remarquer que sa tâche, si difficile d'ailleurs, a été facilitée par la connaissance complète qu'il avait de toutes les localités, sans exception, dans le pays où la division opérait. Ses longs services dans ce pays même lui

en avaient fait connaître les ressources de tout genre, et malgré sa capacité incontestée, il aurait lutté contre de bien grandes difficultés, s'il avait dû opérer dans des cantons qui lui auraient été moins connus. Comme il ne sera pas toujours possible d'employer un commissaire de division dans des circonstances aussi favorables, je crois que c'est vers cette étude approfondie des divers lieux et de leurs ressources que l'on doit diriger essentiellement l'instruction des aspirants au commissariat. Il y a sans doute d'autres améliorations possibles, qui ont été signalées directement au chef de ce service; je me bornerai à la suivante : On a, en général, remarqué qu'il y avait abus de fournir les rations aux troupes en marche; elles les reçoivent le matin au départ du cantonnement, les gaspillent en route, et arrivant tard à leur nouveau quartier, les soldats réclament des habitants une nourriture qui ne leur est pas due. Si au contraire ils reçoivent les rations le soir tard, les soldats, pressés par la faim, n'ont pas le temps de faire cuire leur viande, vendent leurs rations à vil prix et ont encore recours aux habitants, ce qui amène des conflits. Il vaudrait mieux peut-être, que la troupe en route fût uniquement logée et nourrie chez les habitants, auxquels on payerait alors une suffisante indemnité.

La tâche du commissariat serait aussi bien facilitée si les quartier-maîtres et les chefs d'armes spéciales avaient une instruction plus approfondie; mais, cette instruction ce sont les commissaires des guerres eux-mêmes qui souvent sont obligés de la faire par des circulaires répétées qui absorbent leur correspondance et leur temps. Il y aurait encore des améliorations à signaler dans le service des transports, principalement dans les chariots de munition et de

bagagé pour agir dans un pays accidenté. Ne pourrait-on pas avoir pour les munitions, des chars sur lesquels seraient placées huit caissettes et des barres, afin de pouvoir, si on s'engage instantanément dans les montagnes, dételer et charger les caissettes sur les chevaux. Ne perdons jamais de vue que toute économie que nous ferons sur les chevaux sera un immense avantage pour un pays où les moyens de transport sont difficiles et l'entretien des chevaux coûteux. Ce sera un avantage non moins grand par la facilité et l'aisance des mouvements des troupes. La question des subsistances est certainement une des plus graves qui puisse occuper les chefs d'une armée. Que l'on ne se fie jamais sous ce rapport aux ressources présumées du pays; des exemples trop fameux nous attestent combien il en coûte pour s'être trompé aux journées de juillet 1830; la garde royale mourait de faim dans les rues de Paris; il n'y a pas un mois que les troupes napolitaines envoyées en Sicile sont arrivées sans vivres devant Palerme et ont succombé autant d'inanition que par le feu des insurgés.

Service sanitaire.

Le service sanitaire de la division a été organisé un peu tard; il a été dirigé par M. Dudan, médecin de division. Ce corps a été pourvu de deux sections d'ambulance, numéros 4 et 5, dont le service a été satisfaisant. Elles ont été établies successivement dans les divers lieux à proximité des troupes. La division a eu, dans le canton de Vaud, six hôpitaux militaires, dont deux ont été supprimés comme inutiles peu après l'occupation de Fribourg; ce sont les hôpitaux de Moudon et d'Yverdon. Ceux de Lausanne, de Payerne, de Vevey et d'Aigle ont subsisté jusqu'à

la fin de décembre, et même plus tard. A Fribourg, dans l'ancien gymnase des Jésuites, on avait établi un hôpital militaire. En Valais, il y a eu trois hôpitaux militaires, à Martigny, à Sion et à Brigue. Je crois inutile de donner ici des détails circonstanciés sur le mouvement de ces hôpitaux; ces rapports ayant été adressé directement à M. le médecin-en-chef de l'armée, je me bornerai à faire connaître que l'état sanitaire de la division a été extrêmement satisfaisant. On doit attribuer ce résultat, essentiellement, à une température favorable; un temps constamment sec, une bonne nourriture, une vie active et un état moral toujours relevé et excité. Le nombre des malades traités aux corps et dans les cantonnements a été, environ, de mille jusqu'au licenciement de la division; les cas étaient très-légers et ont rarement demandé plus de deux ou trois jours d'exemption de service. Le nombre des malades traités dans les hôpitaux pendant le même espace de temps n'a pas atteint le chiffre de 500.

MM. les officiers de santé ont fait preuve de zèle et de connaissances, mais le personnel dans les bataillons vaudois n'était pas suffisant. Cela tenait, sans doute, au grand nombre de corps que ce canton avait mis sur pied; je crois aussi que l'Etat-major fédéral devrait pour le service sanitaire, avoir un personnel plus nombreux et une classe d'officiers de santé qui prendrait rang immédiatement après les médecins de division, afin d'assurer d'une manière uniforme, le service des sections d'ambulance. Ce qui tient à l'économet sanitaire pourrait être aussi l'objet de notables améliorations.

Le service du vétérinaire de la division n'a pas offert d'incident remarquable, malgré que les chevaux aient été exposés, dans divers cantonnements

et aux bivouacs, aux intempéries de l'atmosphère; nonobstant aussi les mauvaises écuries et quelquefois des fourrages avariés, il n'y a pas eu beaucoup de chevaux malades, eu égard à la quantité de ces animaux, attachés à notre division. Il y a eu également peu de cas de mort, par contre, beaucoup de blessures produites par la selle et le collier. Un grand nombre de chevaux d'artillerie ont été mis hors de service par suite d'accidents de ce genre, cependant il y a des différences entre les compagnies; dans les unes il n'y a eu que quelques légères blessures, tandis que d'autres ont été forcées de laisser en arrière plusieurs chevaux. A quoi attribuer, d'une manière générale, le grand nombre de chevaux blessés par la selle et le collier? Quant aux premiers, beaucoup de chasseurs, après avoir fait des courses plus ou moins longues, abandonnent leurs chevaux aux valets d'écurie qui soignent ces chevaux comme des mercenaires et non d'après les principes d'hygiène, en sorte que les chevaux ayant chaud, restent sellés et sanglés plusieurs heures; ajoutons que les cavaliers ne sont pas assez exercés à bien seller, brider et paqueter; c'est sur ce point que l'instruction devrait être surtout dirigée.

Quant à l'artillerie, les blessures proviennent de deux causes : pour les chevaux de timon, d'un vice d'attelage inhérent au système anglais et qui a souvent attiré l'attention des officiers de l'arme; pour les chevaux de volée, cela tient souvent à ce que des colliers choisis pour tels et tels chevaux sont échangés par les conducteurs, d'où résulte que les uns sont trop grands, les autres trop petits, et que des blessures graves sont la conséquence inévitable de cette négligence. C'est donc la surveillance et toujours la surveillance qu'il faut mettre en première

ligne pour remédier aux défauts que je viens de signaler.

Je ne m'occuperai pas en détail de l'Etat-major judiciaire. C'est la première fois que nous avons vu l'application sur une vaste échelle du code de procédure et du code pénal militaire adopté en 1837, les opérations des tribunaux militaires ne sont pas terminées et probablement le jurisconsulte distingué qui remplit les fonctions d'auditeur-en-chef, fera un rapport complet sur l'administration de la justice militaire et sur les améliorations dont elle est susceptible.

Les cas déférés aux tribunaux ont été peu nombreux dans la première division, et les officiers supérieurs n'ont jamais épuisé leur compétence pénale. Je crois cependant qu'il faudrait que dès l'entrée en campagne un auditeur d'Etat-major fût attaché à une division d'armée, sans attendre que le commandant en fit la demande. Il serait bon de faire informer sur les premiers délits, ce serait probablement un moyen de prévenir des délits plus graves.

J'aurais pu multiplier mes observations, je me suis borné aux plus essentielles. J'espère que les autres chefs de l'armée auront réuni de leur côté tous les documents propres à éclairer l'autorité supérieure militaire sur les améliorations que réclame notre état militaire.

Que cette courte campagne nous encourage sans nous égarer, considérons-la comme une grande revue, elle nous a fait connaître des forces que nous ne connaissions pas. Elle nous a fait aussi entrevoir des défauts dont nous ne nous doutions guères; nous avons un riche fond, mais il demande à être cultivé. Nous savons maintenant qu'il vaut la peine de mettre la main à l'œuvre et que ceux qui

ont réclamé depuis si longtemps des perfectionnements dans nos institutions militaires, non pas présenté des théories sans application.

Nous avons tous les éléments d'une bonne armée, développons-les, nos soldats méritent d'avoir de bons officiers; formons en de tels, améliorons nos contingents et organisons fortement nos réserves, cette force immense qui sommeillait jusqu'à présent. Que les souvenirs et les traditions de 1847 servent à préparer de nouveaux jours d'honneur, de dévouement et de gloire, pour le moment ou s'engagera la partie sérieuse, à laquelle nous n'avons fait que préluder.

— 711 —

PIÈCES ANNEXES.

Nro. 1.

Quartier-général à Berne, le 24 Octobre 1847.

***Le Chef d'Etat-major-général à Monsieur le
Commandant de Division Rilliet-Constant,
en son absence au plus ancien Comman-
dant de Brigades.***

Monsieur le Colonel,

Monsieur le Général a désigné pour le moment aux troupes placées sous vos ordres les rayons suivants, dans lesquels vous voudrez bien les disloquer.

Le canton de Vaud. Quartier-général. Echallens, Yverdon, Lausanne avec Vevey, Morges avec Aubonne.

A votre aile gauche vous aurez la Division Bourkhardt entre l'Aar et l'Emme, Quartier-général Berne. Il faudra entretenir la communication par le lac de Neuchâtel.

Comme le but de l'armement actuel est de maintenir la tranquillité et l'ordre dans la Confédération et de la rétablir là, où elle a été troublée, vous

agirez d'après l'esprit qui a dicté cet arrêté de la Diète et d'après les circonstances ; ne pouvant vous donner une instruction spéciale à cet égard, vous donnerez prompt avis de tout ce qui pourrait arriver, et vous vous mettrez en relation avec votre voisine la deuxième Division.

Le Chef de l'Etat-major,

Signé : FREY-HEROSE.

Nro. 2.

Quartier-général à Berne, le 24 Octobre 1847.

***Le Chef de l'Etat-major-général à Monsieur
le Colonel fédéral Rilliet-Constant à Berne.***

Le Commandant-en-chef de l'armée fédérale a décidé de composer votre Division de la manière suivante :

Première Brigade,

M. le Colonel fédéral Rusca.

1 bataillon d'infanterie de Vaud.

1 " " " Vaud,

1 " " " Genève.

Deuxième Brigade,

M. le Colonel fédéral Bourgeois.

1 bataillon d'infanterie de Vaud,

1 " " " Vaud,

1 " " " Neuchâtel.

Troisième Brigade,

M. le Colonel fédéral Veillon.

1 bataillon d'infanterie de Vaud,
1 " " " Vaud,
1 " " " Neuchâtel.

Première Brigade.

1 compagnie de carabiniers de Vaud,
1 " " " " Vaud.

Deuxième Brigade.

1 compagnie de carabiniers de Vaud,
1 " " " " Neuchâtel.

Troisième Brigade.

1 compagnie de carabiniers de Vaud,
1 " " " " Neuchâtel.
1 compagnie de cavalerie de Vaud,
1 " " " " Vaud,
1 " " sapeurs de Vaud,
1 batterie de 6 H de Vaud,
1 " " 6 H de Neuchâtel,
1 " d'obusiers de 12 H de Vaud,
1 compagnie de parc de Vaud.

Pour maintenir et rétablir l'ordre là où il a déjà été troublé et pour garantir les droits de la Confédération, la haute Diète a décrété la mise sur pied d'une grande quantité de troupes, elle a déclaré en même temps que les troupes déjà sous les armes dans les cantons qui n'appartiennent pas à la ligue séparée, entreraient dans le service fédéral.

Dès-lors vous êtes, d'ors et déjà, investi du commandement des troupes dans les cantons de Vaud, de Genève et de Neuchâtel.

M. le Commandant-en-chef a désigné comme votre Quartier-général : Echallens.

Comme par cette mesure des troupes qui sont destinées pour une autre division, restent pour le moment sous votre commandement provisoire, vous voudrez bien expédier incessamment un état sommaire des dites troupes dont vous acceptez le commandement, afin que la répartition et la dislocation puissent avoir lieu.

Tout en informant les Gouvernements respectifs de cette acceptation de commandement, vous voudrez bien vous entendre avec les dits Gouvernements pour toute dislocation préalable, afin d'obtenir le plus de centralisation possible.

Jusqu'à ce que le commissaire des guerres fédéral ait été nanti de l'administration, vous voudrez bien soigner avec le concours des autorités cantonales, la solde et l'alimentation des troupes.

Dans la division en brigades, vous vous dirigerez autant que possible d'après l'aperçu donné au commencement.

Jusqu'à ce que les corps d'Etat-major soient au complet, vous voudrez bien, ainsi que Messieurs vos Brigadiers, prendre le personnel qui vous manque et dont vous ne sauriez vous passer, tels qu'adjutants, etc., dans les troupes cantonales et principalement dans celles qui resteront sous votre commandement.

Avec considération,

Le Chef de l'Etat-major-général,

Signé : FREY-HEROSE.

Nro. 3.

Berne, le 27 Octobre 1847.

A Monsieur Rilliet, Commandant de Division.

Monsieur le Colonel,

Ainsi que nous en sommes convenus, vous organiserez une quatrième brigade, avec trois bataillons vaudois et deux compagnies de carabiniers vaudois. Elle sera commandée par M. le Colonel cantonal Nicollier. Elle fera partie de votre division, mais son objet spécial est l'occupation convenable du territoire vaudois depuis Lavey à Villeneuve, en face du Bas-Valais. Elle portera une attention particulière sur les quatre ponts qui existent sur cette partie du cours du Rhône.

Mais l'objet essentiel de la présente lettre est de vous recommander de toutes mes forces la dislocation des troupes vaudoises. Si, pour arriver à un résultat désirable, vous deviez changer quelque chose aux dispositions qui avaient été arrêtées entre nous; je vous autorise à le faire, pourvu toutefois que cela n'aille pas jusqu'à laisser des troupes dans les parties trop exposées à des surprises. Vous me ferez connaître le résultat.

Agréez l'assurance de ma considération distinguée.

Le Commandant-en-chef,

G. H. DUFOUR.

Nro. 4.

Yverdon, 29 Octobre 1847.

A Monsieur le Général Dufour, Commandant-en-chef.

Mon général,

Je vous ai adressé hier au soir de Neuchâtel une dépêche pour vous annoncer le refus de cet Etat

de fournir ses troupes, et vous demander vos instructions.

Je trouve ici une grande irritation contre ce fait, et plus de résolution pour marcher contre Neuchâtel que contre Fribourg.

Suis-je dans le cas de *l'ordre troublé*? c'est une chose grave de laisser sur ses derrières *un neutre*, c'est-à-dire *un ennemi*. Il y a un vide dans la division; comment dois-je le combler?

M'autorisez-vous à sommer Neuchâtel de fournir son contingent dans le délai de 24 heures? et à défaut de me porter sur sa frontière?

Une brigade de ma division et une de la seconde suffiraient pour occuper Neuchâtel, nous agirions d'abord protestants contre protestants, ce qui fait tomber la question confessionnelle, et le reste ne serait plus rien. Après avoir occupé Neuchâtel, et selon vos vues, ma brigade pourrait se porter par le lac sur *Estavayer*, sur *Cudrefin*, Yvonand, ou rentrer à Yverdon.

Pendant ce temps, ja me porterai à Moudon, si je ne prends pas le commandement sur Neuchâtel, pour contenir Fribourg et empêcher toute diversion. Je me permets de vous soumettre ces idées, le temps presse et j'attendrai vos ordres à Lausanne.

Je me suis convaincu à Neuchâtel que nous avons là des adversaires plus prononcés peut-être qu'à Fribourg; d'ailleurs il ne vous échappera pas que M. de Pfuel y commande et qu'il est *prussien*. J'ai cru devoir vous nantir de ceci sans délai. Les Neuchâtelois se fondent sur une prétendue réserve que vous auriez faite en *prêtant serment*.

Enfin, je termine comme j'ai commencé, est-ce une question *d'ordre* qui rentre dans les instructions

que j'ai reçues, et la placez-vous sous ma responsabilité? Dans ce cas, j'en userai.

Agréez, mon général, l'hommage de mon respectueux dévouement.

(Signé) LOUIS RILLIET.

Nro. 5.

Lausanne, 1 Novembre 1847.

*Le Commandant de la première division à S. E.
Monsieur Dufour général en chef de l'armée
fédérale à Berne.*

Mon général,

Je ne vous ai pas envoyé de rapport hier, parce qu'en raison des renseignements qui me parvenaient d'Aigle et du Valais, j'ai voulu aller voir cette brigade où il régnait quelque désordre, non point par la faute de son chef, mais par suite de cette perpétuelle confusion d'ordres fédéraux et cantonaux.

Je joins ici un état de sa composition tel que je viens de l'arrêter, et qui nécessite des mouvements de troupes aujourd'hui et demain.

Voici ce qui se passe en Valais:

M. de Kalbermatten est à St.-Maurice, il avait hier environ (3000) trois mille hommes tant d'élite que de landsturm, depuis Outre-Rhône jusqu'à la porte du Scex. On en attendait encore hier au soir et il paraît que M. de Kalbermatten a une réserve à Martigny.

Deux compagnies valaisanes observent le Sanetsch; deux autres le passage d'Anzeindaz. D'autre part, le

bataillon de contingent de Courten s'est décidément porté sur le canton d'Ury. Ira-t-il jusque-là ?

Il paraît que les Valaisans ont pris des engagements soit avec Fribourg, soit avec Lucerne, pour porter du secours effectif ou opérer une diversion en leur faveur.

Trois pièces de canon, dont deux de 8 *℔* au moins ont été amenées à Saint-Maurice et hier on faisait les préparatifs nécessaires pour les monter sur le plateau de Vérossaz.

Ce plateau est occupé par des troupes du landsturm, ainsi que le château de Saint-Maurice et les abords de tous les ponts, à commencer par celui de Lavey où j'ai reconnu 80 à 90 hommes.

Dès hier matin, les portes du pont de Saint-Maurice sont fermées. La communication des autres ponts est également interceptée par le Valais.

Je n'ai pas voulu ordonner une mesure semblable dont le poids retombe sur de malheureux habitans innocents et qui d'ailleurs pourrait nous priver de communications utiles.

J'ai été content de l'attitude des troupes vaudoises, mais les officiers sont faibles et le service se faisait avec peu de régularité.

Maintenant, je trouve que cette concentration de troupes valaisanes donne à penser. Les Valaisans manquent de vivres et sont entassés dans un étrangement; ce qui serait une incroyable folie si on ne pouvait entrevoir, et ceci s'accorde tout à fait avec le caractère de Kalbermatten, l'intention d'opérer un mouvement agressif immédiat ou au moment où le mouvement sur Fribourg s'opérera. Quant à moi qui ai été très-incrédule là-dessus, je vous avoue que maintenant je n'en doute pas.

Cette croyance m'amène à vous demander, mon

général, si vous ne pensez pas que vu l'incroyable position prise par M. de Kalbermatten, les plus simples notions de l'intérêt militaire ne nous portent pas à commencer les opérations en enlevant ce corps, ce qui mettrait pour toujours le Valais hors de cause.

Le pont de Lavey n'est point détruit; d'ailleurs j'ai reconnu un gué, qu'on dit praticable, au-dessous de ce pont, et un autre gué au-dessous de Saint-Maurice.

Des démonstrations sur les différents points de passage et une colonne suffisante passant par le chemin entièrement praticable de Lavey à Bex au moyen d'une marche de nuit nous permettraient de nous établir entre Saint-Maurice et le Bois-Noir et je crois être certain que nous prendrions toute cette troupe après une légère escarmouche qui pourrait être le commencement et la fin de la campagne. Il serait urgent de profiter de l'élan du district d'Aigle, tandis que une fois les troupes en route pour Fribourg, je ne suis point du tout rassuré sur le résultat d'une attaque impétueuse de ~~Maurice~~ de Kalbermatten, surtout si nous ne réussissons pas de prime abord devant Fribourg.

Je livre ces considérations à votre sagesse. Le temps est précieux et je crois être en mesure de réussir.

Nro. 6.

Quartier-général à Berne, le 2 Novembre 1847.

*Le Commandant en chef, à Monsieur le Colonel
Rilliet, chef de la Division numéro 1 à
Lausanne.*

Monsieur le Colonel,

Je crois devoir vous donner moi-même connais-

sance d'un arrêté de la haute Diète, qui met les réserves cantonales à la disposition des commandants fédéraux.

Veillez en conséquence vous adresser aux autorités militaires cantonales de votre arrondissement, pour savoir de quelles forces elles disposent, comment elles sont organisées et au besoin en tirer les renforts nécessaires pour maintenir votre ligne contre toute agression.

En général ces forces doivent se tenir en seconde ligne, cependant, si vous avez besoin quelque part de renforcer vos brigades, demandez ce qu'il vous faut.

Agréez, Monsieur le Colonel, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) G. H. DUFOUR.

Nro. 7.

Lausanne le 6 Novembre 1847.

A Monsieur Bourgeois, Colonel fédéral, Commandant la deuxième brigade, à Moudon.

D'après les ordres que j'ai reçus, vous ferez occuper demain la préfecture de Surpierre par le bataillon Déglon.

Ce mouvement s'opérera avec le plus grand ordre en vous conformant exactement aux instructions du général que je vous réitère en mon particulier, savoir:

Eviter tout mauvais traitement envers les habitants, de respecter scrupuleusement les maisons religieuses. Vous y mettrez au besoin des sauves-gardes et vous punirez avec la dernière rigueur les militaires qui contreviendraient à vos dispositions et à vos

ordres. Vous requerrerez de l'autorité municipale de ces communes ce qui est nécessaire pour le logement et l'établissement des troupes.

Sans les provoquer, vous ne vous opposerez pas à la formation d'autorités provisoires de commune et de district, favorables à la cause fédérale, vous répandrez et ferez afficher partout la proclamation de la Diète à l'armée et celle des représentants fédéraux, s'il vous en est envoyé, comme je le demande.

S'il se forme des corps de volontaires fribourgeois, vous ne les autoriserez qu'après avoir pris des informations très-exactes sur les chefs qui les commandent, dont vous garderez les noms. Vous réunirez ces chefs auprès de vous, et les préviendrez que tout acte d'indiscipline ou de trahison sera puni selon toute la rigueur des lois militaires. Les volontaires porteront le brassard fédéral avec les nœuds aux couleurs cantonales.

Vous ne permettrez dans aucun cas une réunion trop nombreuse sur le même point et pas de communications trop directes avec nos troupes.

Vous ferez désarmer dans chaque commune les habitants signalés comme hostiles à la Confédération. Le nombre des armes sera constaté par des préposés de commune qui signeront le procès-verbal. Elles seront placées dans un dépôt particulier à Moudon avec indication de l'espèce d'arme et de la commune d'où elles proviennent.

Vous pourvoirez à ce que la transmission des ordres et des rapports soit la plus prompte possible; vous me rendrez compte immédiatement, soit de vos dispositions préparatoires, soit de l'exécution du présent ordre.

Je vous préviens que ce même jour M. le Colonel Veillon occupe le district d'Estavayer, vous ferez

savoir immédiatement au bataillon Briod qu'il aura à prendre les ordres de M. Veillon pour le remplacer à Estavayer lorsque ce premier portera son Quartier-général à Payerne.

La préfecture de Surpierre étant peu importante, si vous trouviez que le bataillon Deglon la surcharge vous pourriez en sortir une ou deux compagnies.

Qu'on prenne des vivres pour un jour, les distributions se suivront régulièrement; vous recevrez ce soir deux proclamations, destinées l'une aux troupes d'occupation, l'autre aux Fribourgeois, vous les répandrez.

Vous donnerez vos ordres à l'employé du commissariat, suivant les dispositions que vous aurez arrêtées, que vous me ferez connaître le plus tôt possible. M. le Colonel Veillon est prévenu que s'il éprouvait le besoin d'une direction sans pouvoir correspondre avec moi, il vous la demanderait.

Les troupes d'occupation prendront deux paquets de cartouches, et ne les ouvriront que lorsque cela sera nécessaire.

Vous recevrez trois exemplaires d'un règlement sur le service en campagne dont les principes devront être suivis.

Agréé etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 8.

Lausanne, le 7 Novembre 1847.

A Monsieur le Colonel Veillon à Yverdon.

D'après les ordres que je viens de recevoir, vous prendrez immédiatement les dispositions suivantes :

Vous ferez lever les cantonnements du bataillon Bollens et vous le ferez porter sur Yverdon.

Vous prendrez le commandement de ce bataillon, du bataillon Kehrward et des deux compagnies de carabiniers, avec lesquels vous vous porterez sur Estavayer.

Votre bataillon de gauche (Kehrward) s'étendra jusqu'à Avenches en occupant Domdidier et Dom-pierre où sera l'Etat-major.

Une compagnie de carabiniers à Granges, Rotai et Oleyres; l'autre à Corcelles.

Le bataillon Grandjean restera à Mollondins.

Je donne en même temps ordre à la batterie Empeytaz de suivre votre mouvement et de se porter sur Payerne.

Vous aurez soin d'opérer ce mouvement avec le plus grand ordre et de vous conformer exactement aux instructions du Général que je vous réitère en mon nom particulier, c'est d'éviter tout mauvais traitement envers les bataillons, respecter scrupuleusement les maisons religieuses; vous y mettrez au besoin des sauves-gardes et punirez avec la dernière rigueur les militaires qui contreviendraient à vos dispositions et à des ordres.

Vous requerrerez de l'autorité municipale d'Estavayer et des diverses communes fribourgeoises tout ce qui est nécessaire pour le logement et l'établissement des troupes, et, sans le provoquer, vous ne vous opposerez pas à la formation d'autorités provisoires de communes et de districts favorables à la cause fédérale.

Vous répandrez et ferez afficher partout la proclamation de la haute Diète à l'armée fédérale, et celle des représentants, s'il vous en est envoyé comme je le demande.

S'il se forme des corps de volontaires fribourgeois, vous ne les autoriserez qu'après avoir pris des informations très-exactes sur les chefs qui les commandent, vous garderez leurs noms.

Vous recevrez ces chefs auprès de vous et vous les préviendrez que tout acte d'indiscipline ou de trahison serait puni selon toute la rigueur des lois militaires. Les volontaires porteront le brassard fédéral avec un nœud aux couleurs du canton. Vous ne permettrez dans aucun cas une réunion trop nombreuse sur le même point et pas de communication trop immédiate avec nos troupes.

Vous ferez désarmer dans chaque commune les habitants signalés comme hostiles à la Confédération, le nombre des armes sera constaté par des préposés de communes qui signeront le procès-verbal; elles seront placées dans un dépôt particulier à Payerne avec indication de l'espèce d'armes et de la commune d'où elles proviennent.

Vous pourvoirez à ce que la transmission des ordres et des rapports soit la plus prompte possible; vous me rendrez un compte immédiat, soit de vos dispositions préparatoires, soit de l'exécution du présent ordre.

Vos rapports doivent se succéder avec rapidité, selon la gravité des circonstances.

Quoique le district d'Estavayer ne puisse inspirer d'inquiétudes sérieuses, vous ne perdrez pas de vue que, rempli comme il est d'agents fribourgeois, c'est de l'exactitude dans le service de guerre de vos troupes que dépendra l'opinion que l'ennemi prendra de la division.

Estavayer occupé, vous y serez remplacé par le bataillon Briod, à qui je transmets directement des ordres à cet effet; mais il ne se mettra pas en route

avant qu'il ait reçu l'avis que vous lui transmettez directement de l'occupation d'Estavayer.

Vous porterez ensuite votre Quartier-général à Payerne, vous vous maintiendrez en communication avec le Colonel Bourgeois, commandant la deuxième brigade à Moudon, qui reçoit des ordres pour l'occupation de Surpierre.

S'il arrivait un cas imprévu où je n'aurais pas le temps de vous transmettre des directions, vous les recevriez de lui. Vous aurez à régler les dislocations secondaires, et prendrez en général les dispositions propres à l'exécution du présent ordre.

La batterie marchera de concert avec votre brigade, prendra vos ordres pour la marche jusqu'à votre arrivée à Payerne, mais vous ne la considérerez pas comme définitivement attachée à votre brigade; pour son service spécial elle continuera à recevoir les ordres de son chef, M. le Major Wenger.

Agrérez, etc.

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 9.

Ordre de route.

Précautions de sûreté.

a. Chaque corps d'infanterie fera distribuer 40 cartouches par homme avant de franchir la frontière. On ne défera qu'un paquet à la fois. On recommande de ne pas les gaspiller et de tenir cet approvisionnement au complet.

b. Recommander de ne pas tirer de loin. Supporter le feu et ne répondre qu'à 250 pas. Recevoir le premier feu; tirer plutôt bas que trop haut, vu que les coups trop hauts ne font aucun effet.

c. Règle générale : chaque brigade garde le terrain qu'elle a devant elle ; on commande pour 24 heures un corps de sûreté composé d'un bataillon et d'une compagnie de carabiniers.

Ce corps forme l'avant-garde, les flanqueurs et l'arrière-garde.

Un officier supérieur sera commandant pour 24 heures du corps de sûreté. Il se portera où sa présence sera le plus nécessaire et habituellement à l'avant-garde en marchant en avant. L'avant-garde et les flanqueurs comprendront les deux tiers du corps de sûreté, l'arrière-garde l'autre tiers.

L'avant-garde se divisera en : *Eclaireurs*, *corps avancé*, *soutien*, *gros de l'avant-garde*. On observera une distance suffisante pour que chaque fraction de l'avant-garde puisse se former en cas d'attaque. L'avant-garde tiendra assez longtemps à distance de la colonne, sans toutefois la perdre de vue, sauf dans les bois qu'il faudra entourer avant de les traverser.

L'avant-garde aura des guides qui marcheront entre deux éclaireurs ; ceux-ci attacheront le guide s'ils ont le moindre soupçon ; s'il cherche à s'évader, ils tireront dessus.

Sonder avec soins les bois ; s'il y a des arbres coupés, s'il y a des abattis ou des obstacles, les faire débarrasser immédiatement et combler les coupures au moyen du char d'outils, et de celui de plateaux qui marcheront seuls entre l'avant-garde et la colonne, sous escorte, avec un détachement de sapeurs.

Ne pas tirer un coup de fusil inopportun et sans motif ; c'est très-essentiel.

Transmettre immédiatement les rapports de la tête de l'avant-garde au commandant de brigade ;

que ce soit le même homme qui aura vu l'objet suspect qui transmette l'information au commandant de la brigade pour éviter la confusion.

Les repos et haltes sont annoncés par un court roulement qui sera répété aussitôt; il en sera de même de la reprise de la marche.

A toutes les haltes, l'avant-garde et les flanqueurs restent en position. A l'arrivée au gîte, le corps de sûreté se dispose immédiatement en *postes avancés*, grandes *gardes*, *soutiens*, *vedettes*.

Le plus grand ordre; la plus sévère discipline; s'assurer que les mots sont bien donnés. Rappeler les dispositions du code pénal sur les déserteurs et traîtres.

Que la tête pense toujours aux colonnes qui suivent.

Que l'artillerie marche bien escortée entre les deux bataillons de la colonne principale, en laissant les côtés de la route libres, les voitures entre l'arrière-garde et la colonne principale.

Indiquer en cas d'échec un point de retraite et de ralliement; s'il faut prendre position, quelle que soit la force de la troupe, mettre un tiers en réserve à bonne distance, hors de portée des armes portatives.

Marcher par quatre autant qu'on pourra; si l'on approche de l'ennemi, par section ou peloton; — ne pas se tenir uniquement sur la route.

Avoir quelques cavaliers avec les éclaireurs pour porter lestement les nouvelles, et toujours quatre au moins avec le commandant de la colonne.

Le Colonel commandant la première
Division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 10.

Ordre pour le mercredi 10.

Première Brigade.

a. Bataillon Monachon

se portera directement de ses cantonnements sur la grande route de Châtel, où il se rassemblera avec les carabiniers; l'artillerie suivra le mouvement. Il se portera sur Châtel, calculera son mouvement de manière à être établi à Châtel entre onze heures et midi; il poussera son avant-garde jusqu'à moitié chemin de Semsales et établira ses postes pour se lier au bataillon Chapuis qui occupera Semsales.

b. Bataillon Raymond (de Genève)

se portera de Saint-Saphorin sur Attalens. Si la route présente des difficultés pour les attelages, les voitures de ce bataillon pourront suivre celles du bataillon Monachon; les deux corps resteront autant que possible en liaison par des flanqueurs intermédiaires. D'Attalens il se portera sur Châtel St. Denis, où il devra être rendu à *midi*; il prendra des guides sûrs.

c. Bataillon Chapuis

se portera de Maraçon directement sur Semsales; il prendra de bons guides et calculera sa distance de manière à être rendu à sa destination avant midi. Arrivé là, il se mettra immédiatement en communication par sa gauche avec le bataillon Monachon, et ne portera pas son avant-garde au-delà de la verrerie.

La compagnie de carabiniers Jeanin accompagnera le bataillon Chapuis dont elle recevra les ordres.

Le bataillon Soutter-Bron de réserve occupera le 10 les cantonnements qu'occupait le bataillon Monachon la veille ; il portera le même jour (10) une ou deux compagnies à Attalens et Granges et opérera le désarmement de ces villages et lieux circonvoisins d'après les indications qui seront fournies.

Le lendemain, ces deux compagnies se dirigeront sur Châtel, où elles se réuniront au reste du bataillon Soutter-Bron, qui remplacera dans ce lieu la brigade, aussitôt qu'elle aura continué son mouvement sur Bulle, en sorte que la tête du bataillon Soutter-Bron entre à Châtel au moment où la queue de la colonne le quittera ; deux compagnies restent à Châtel, une entre Châtel et Semsales, le reste à Semsales.

Le bataillon Chablais, rassemblé à Rossinières, recevra les ordres de M. Soutter-Bron qui les donnera également aux volontaires de Vevey, que le commandant de brigade est autorisé à requérir ; il sera le 10 rassemblé à Rossinière, ses avant-postes à la Tine.

Tel est l'ordre qui sera suivi par la première brigade dans la journée du 10 dès l'établissement de la brigade à Semsales et Châtel-Saint-Denis ; on fera partir une estafette double pour Moudon pour me rendre compte de l'exécution. L'une des estafettes pourra rester sur la frontière vaudoise où elle attendra le retour de son camarade et les ordres ultérieurs. Le bataillon Chapuis qui est fort, pourra laisser cinquante hommes à Busigny ou sur l'extrême frontière pour protéger le passage des estafettes. Cette escorte rejoindra, avec le retour de l'estafette de Moudon.

Signé : LOUIS RILLIET.

Nro. 11.

Quartier-général à Lausanne, le 8 Novembre 1847.

*Le Commandant de Division à Monsieur
Charles Veillon, Colonel fédéral et Com-
mandant de la première Brigade.*

Ordre pour le 11 courant.

Vous vous porterez de Châtel et de Semsales à Bulle, votre arrière-garde restera à Vauruz (Val-ruz), votre avant-garde à Wuippens. Si vous avez des inquiétudes fondées, vous ne pousserez cette avant-garde que jusqu'à Riaz.

Aussitôt arrivé à Vauruz, vous me ferez connaître votre arrivée, en envoyant à Romont au Quartier-général. Poussez un détachement jusqu'à Wui-sternens.

J'en enverrai un au même endroit pour établir nos communications.

Le bataillon Soutter-Bron suivra le mouvement, occupera *Semsales*, son avant-garde à Vauruz.

Ordre pour le 12 courant.

Vous vous porterez de Bulle sur *Villars-sur-Matrans*, soit *Villars-sur-Glane*; votre avant-garde dans ce lieu, votre arrière-garde à Ecuwillens. J'occuperai *Matrans* et *Neyruz*; vous vous lierez à moi par ce dernier endroit et par *Matrans*. Soyez-y rendu entre midi et deux heures. Vos éclaireurs peuvent être facilement en communication avec les miens, depuis Farvagny.

Vous viendrez de votre personne au Quartier-général à Matrans, aussitôt que vous serez à Villars-sur-Glane, ou, vous m'enverrez un adjudant.

Le bataillon Soutter-Bron portera ses avant-postes à Avry, et ne dépassera pas ce point; il procédera avec activité au désarmement derrière et autour de lui, en se mettant en communication avec *Chablais*.

Agréez, Monsieur le Colonel, l'assurance de ma haute considération.

Le Colonel Commandant de la
première Division,

Signé : Louis RILLIET.

P. S. Vous trouverez peut-être de la résistance à *Avry*. Si vous aviez un engagement sérieux, faites-moi prévenir sur Romont; défiez-vous des attaques de tête, et faites escorter votre artillerie. Si vous entendez un engagement sur la route de Romont, marchez toujours, et lorsque vous aurez dépassé la ligne de feu, envoyez un fort détachement à gauche pour me dégager, mais ne quittez pas votre ligne avec le gros de vos forces et ne vous attachez pas à quelques feux de tirailleurs. Laissez quelques détachements entre *Avry* et *Ecu-villens*, notamment à *Farvagny*, pour désarmer.

Nro. 12.

Quartier-général à Moudon, le 9 Novembre 1847.

Le Commandant de Division.

Ordre de Marche pour la deuxième Brigade.

Le *onze* courant, la deuxième Brigade prendra les dispositions suivantes :

Le bataillon Raymond se rassemblera entre Prévonloud et Lovatens, il se portera en avant de la

frontière de manière à découvrir facilement Romont, il calculera l'heure de son rassemblement pour être rendu en position à 11 heures, et attendra dans ce lieu l'arrivée de la colonne principale. Il fouillera avec soin les bois à sa portée.

Le reste de la brigade, les deux batteries d'artillerie, les sapeurs et la cavalerie, la compagnie de carabiniers Recordon, se réuniront en dehors à Moudon, du côté de la route de Rue, à six heures et demi du matin.

Le commandant de la brigade formera un corps de sûreté d'après les principes de l'instruction donnée par le commandant de la division.

La partie de la cavalerie qui ne sera pas au corps de sûreté, sera à la disposition du commandant de la division.

La colonne se dirigera sur Rue, l'occupera, y laissera un détachement qui rejoindra dès que le bataillon Muret aura pu le remplacer. Elle en fera autant à Morlens.

De Rue la colonne se portera sur Romont.

Le bataillon Déglon laissera un détachement d'une compagnie à Surpierre et environs, et se rendra à Lucens, Courteille et Prévonnoud pour occuper Romont au moment où la colonne le quittera.

Le commandant de la brigade transmettra les ordres à tous les corps d'élite et de réserve attachés à la brigade, sauf à l'artillerie, les sapeurs et la cavalerie qui reçoivent les ordres directement.

Le Colonel fédéral Commandant de la
première Division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 13.

Moudon, 10 Novembre 1847.

La troisième Brigade,

Demain 11 *courant*, se concentrera à *Payerne* et lieux circonvoisins, rayon d'une lieue au plus; faire occuper Montagny avant la *nuit sans le dépasser*, les avant-postes en dehors sur les deux routes de *Belfaux* et de *Seedorf*.

Le 12, vous opérez sur la route de *Seedorf*, après vous être assuré qu'elle est praticable pour l'artillerie, cette artillerie prendra cette route préférablement à celle de *Belfaux* qui doit rester libre, pour le grand Quartier-général de l'armée qui sera le 12 à *Grolez* dans l'après-midi. La droite de la deuxième division se liera par cette route à notre gauche; vous porterez donc votre gauche jusqu'à *Belfaux*, (si possible sans trop vous éparpiller) et dans *tous les cas*, jusqu'à *Chesopeloz* ou *Corminbœuf*, mais je préfère hautement *Belfaux*; poussez votre artillerie jusqu'à *Avry*, et soyez-y de votre personne; mais ne l'encombrez pas, parceque je serai peut-être obligé d'y détacher du monde. Aussitôt que vous serez certain de mon arrivée à *Matrans*, vous y enverrez un officier d'Etat-major ou mieux encore vous y viendrez de votre personne; soyez à *Seedorf* à dix heures au plus tard, mais pas à *Avry* avant midi, pour ne pas courir la chance d'un engagement inutile sans que ma colonne, et celle de votre frère qui marche par la *Gruyère* soient en mesure de vous appuyer.

Conformez-vous à l'ordre et aux instructions de marche.

Si vous avez un engagement sérieux, je marcherai à votre canon pour vous dégager; si de votre côté vous entendez le mien, continuez à marcher sur votre ligne et lorsque vous aurez débordé la direction du feu, envoyez sur votre droite pour me dégager; mais ne vous arrêtez pas à des engagements de tirailleurs.

Depuis Neyruz, je jetterai des éclaireurs fortement à gauche vers Seedorf pour être le plus promptement possible en communication avec vous.

Agréez, etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Le bataillon Briod laissera une compagnie à Estavayer, rappellera les troupes d'Avenches et se portera immédiatement après vous à Montagny, en poussant jusqu'à *Norèaz* soit pour vous soutenir, soit pour opérer le désarmement en s'étendant sur la droite; la gauche regardant la deuxième division.

Je pense que des volontaires d'Estavayer sont en mesure de concourir à l'occupation, dans ce cas, vous pourriez la leur abandonner et disposer de tout le bataillon Briod. Ne négligez pas l'enclave de *Portalban*.

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 14.

Consigne pour les dépôts de vivres.

Cette consigne indiquera :

- a) L'heure des distributions;
- b) La défense absolue de ne rien délivrer que contre des bons réguliers;

- c) La défense absolue aux charretiers de s'éloigner sans en avoir obtenu l'autorisation du garde-magazin;
- d) La défense absolue aux troupes de rien exiger au-delà des prescriptions fédérales, sans une autorisation spéciale du commandant supérieur des troupes;
- e) L'obligation de suivre, tant pour la réception que pour le refus des denrées, les règles tracées par les règlements fédéraux.

Nro. 15.

Soldats de la première Division,

L'heure de la décision approche, pour qu'elle soit digne de vous, digne de ce que vous m'avez fait espérer, soyez calmes, attendez les ordres, ne tirez pas sans les avoir reçus.

Malgré votre courage et votre nombre, s'il s'introduisait le moindre désordre, la moindre confusion, vous seriez gravement compromis. Soyez surs que vos chefs n'attendent que le moment pour agir ensemble.

Supportez tout et surtout les inconvénients de la température, c'est ainsi que l'on montre qu'on est des hommes, et qu'on s'assure un nom qui ne périt jamais.

Ménagez ce pauvre pays, et ne faites point de mal inutile, pour que votre conscience ne vous fasse

aucun reproche; réprimez vous-mêmes ceux qui voudraient le faire.

Faites votre devoir et Dieu vous protégera.

Le 12 Novembre 1847.

Le Commandant de la premier division :

(Signé) Louis RILLIET.

Pour copie conforme l'atteste,

L'adjutant de Division :

(Signé) VEILLON.

Nro. 16.

Matrans, dans la matinée du 13 au 14 Novembre 1847.

A Monsieur le Colonel A'Bundi.

Colonel,

Il faut absolument qu'au jour le bois de sapin qui est sur la droite de Villars en venant de Matrans soit nettoyé, en conséquence, faites retrograder le bataillon de Genève jusqu'à Villars avec une compagnie de carabiniers aussitôt qu'on verra clair; qu'ils entrent dans le bois en conservant une demi-compagnie de carabiniers et deux compagnies du bataillon comme soutien. Il faut que la chaîne entre directement dans le bois, fasse un changement de direction à gauche et pousse aussi loin qu'elle pourra, que vos autres bataillons soient tenus sous les armes, mais hors du feu de la redoute pour ne pas engager l'affaire comme hier. Transmettez cet avis à Monsieur le Colonel Frédéric Veillon et faites lui dire que quand même il entendrait des coups de fusil sur

sa droite il n'engage pas d'affaire et qu'il se maintienne en position hors du feu de la batterie, à moins toutefois que l'ennemi débouchant sur le plateau, marchât sur le bois de Cormanon; dans ce cas il faudrait agir suivant les circonstances. Je vous appuierai! Agréez, etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 17.

Quartier-général à Berne,
le 15 Novembre à 10 heures du soir.

*Le Commandant en Chef à Monsieur Rilliet,
Commandant la division numéro 1.*

Monsieur le Colonel,

Je me vois dans le cas de vous écrire cette troisième lettre aujourd'hui pour vous prier d'aller au fond de l'affaire qui s'est passée pendant l'armistice et qui a eu pour nous un si funeste résultat; la perte de plusieurs hommes d'abord et un grand nombre de blessés; mais ce qui est bien plus grave, de faire croire que des troupes suisses ont pu profiter d'un armistice pour attaquer un ennemi qui se fiait à cet acte de suspension d'hostilités; ce qui entacherait la réputation de l'armée entière. Tant que j'ai pu croire que ce combat n'avait eu lieu que par quelque malentendu ou par l'ignorance d'un officier d'avant-poste, j'ai pu en gémir, mais non croire l'honneur de l'armée compromis pour cela.

Mais il m'a été rapporté que plusieurs officiers et même des officiers d'un grade élevé y ont pris part. Dès lors, il est impossible de supposer l'ignorance

et la chose prend un caractère de gravité qui ne permet pas de la passer sous silence. Il faut une enquête sévère pour pouvoir punir les coupables selon la gravité du délit.

Agréez, Monsieur le Colonel, l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) G. H. DUFOUR.

Nro. 18.

Du 15 Novembre.

Ordre pour le règlement du service des troupes d'occupation dans le canton de Fribourg.

Le commandant de la première division de l'armée fédérale, investi par ordre de Son Excellence le général en chef du commandement de toutes les troupes fédérales qui occupent le canton de Fribourg par suite du 14 court:

- a) que dans la journée et sans aucun autre retard tous les corps de contingent stationnés dans le canton de Fribourg fassent connaître leur situation et l'effectif réel des troupes sous leurs ordres et les positions qu'ils occupent;
- b) ces états seront remis par brigades et pour les armes spéciales par leurs chefs respectifs;
- c) le Quartier-général de la division est établi dans la ville de Fribourg et provisoirement Hôtel des Merciers;
- d) chaque brigade et le commandant de l'artillerie y enverront chaque jour un officier d'ordonnance monté pris dans les corps sous leurs ordres ou dans leur État-major. Ces officiers seront pendant 24 heures de service.

Chaque brigade et l'artillerie y enverront de même un planton sous-officier ou caporal.

Les compagnies de sapeurs et la cavalerie n'enverront chacun qu'un sous-officier;

d) Les uns et les autres s'annonceront à l'adjudant de division, et ne pourront quitter le Quartier-général sans autorisation;

e) La garde et l'escorte du commandant seront commandées par l'adjudant de service.

Aucun mouvement de troupes ne pourra s'opérer sans l'ordre ou l'autorisation du commandant supérieur des troupes fédérales, et s'il était envoyé de l'État-major général de l'armée des ordres de mouvement directement à quelque corps de troupes, les chefs de ces corps en préviendront aussitôt le commandant des troupes fédérales à Fribourg.

Est nommé commandant de place à Fribourg Monsieur le Colonel fédéral *A. Bundi*, chef d'État-major.

Comme tel, les ordres expédiés par lui, au nom du commandant supérieur sont exécutoires.

Adjudant de division et comme tel chargé du service général de la division et du commandement du Quartier-général M. le Lieutenant-Colonel fédéral *Veillard*. Il donnera les consignes nécessaires. Premier adjudant du commandant des troupes fédérales, Monsieur le Lieutenant-Colonel fédéral *Maurice Barman* qui remplacera au besoin M. *Veillard*.

Tous les officiers seront reconnus en la qualité qui vient d'être indiquée, et leurs ordres verbaux et écrits pour la partie du service qui les concerne devront être ponctuellement exécutés comme provenant du commandant supérieur des troupes.

Tous les adjudants et les officiers d'ordonnance doivent se considérer comme étant continuellement de service.

Les brigades d'infanterie, l'artillerie, le génie et la cavalerie enverront tous les jours à l'ordre chez le chef d'État-major en présentant le rapport écrit des 24 heures.

Les mêmes corps régleront leur service sur les mêmes principes, fixeront l'heure des appels, ordonneront les exercices et autres occupations, à l'exception des troupes de la garnison de Fribourg dont le service sera réglé par le commandant supérieur.

Le commandant supérieur interdit sous les peines les plus sévères aux troupes fédérales de prendre part aux questions politiques et religieuses qui peuvent diviser le canton de Fribourg.

Il recommande aux termes de la capitulation, le respect le plus absolu pour les personnes et les propriétés. Il prévient qu'il fera observer les lois militaires envers et contre tous. Il ordonne que les troupes remettent en ordre leur tenue, leur équipement, leur armement; que des locaux pour chambres d'arrêts et prison militaire soient préparés à la disposition des corps de troupe. Il entend qu'il soit fait des rapports de tous les délits qui peuvent être commis, que les articles de guerre soient lus et les troupes constamment occupées.

Le Colonel-fédéral commandant
la première Division:

(Signé) Louis RILLIET.

Fribourg, 15 Novembre 1847.

A S. E. Monsieur le Président de la Diète.

Monsieur le Président,

J'ai été nommé commandant supérieur des troupes d'occupation dans le canton de Fribourg, avec mission de faire exécuter la capitulation conclue avec le Général Dufour. Cette capitulation prévoit certains cas et porte art. 6 ce qui suit: „S'il s'élevait des „difficultés autres que celles qui sont du ressort „militaire, elles seront décidées par la Diète.“

Or il s'en présente une:

Le gouvernement précédent de Fribourg s'est fait annoncer auprès de moi par l'intermédiaire de son chancelier d'abord et de plusieurs de ses membres; il m'a ensuite envoyé trois conseillers pour requérir de moi certaines choses et en particulier la promesse d'être protégé contre une soi-disant assemblée populaire qui devait avoir lieu aujourd'hui.

J'ai déclaré que je n'entendais pas me mêler des questions politiques du canton de Fribourg et que je ne leur promettais rien.

Dès lors cette assemblée politique a eu lieu et immédiatement après des délégués sont venus me communiquer la pièce ci-jointe, d'où résulte, qu'il y a réellement cas de conflit non militaire, puisque ce sont deux gouvernements en présence l'un de l'autre.

Lequel faut-il reconnaître? Je me soumettrai à votre décision, Monsieur le Président; mais le temps presse, si l'on veut éviter de grands malheurs, je vous prie donc de me répondre sans délai, et si vous me laissez les mains libres, simplement en me

disant que vous ne trouverez pas mauvaise ma décision, je sais bien ce que je ferai.

Je vous demande, dans l'intérêt de la Suisse et de Fribourg, de me donner immédiatement une réponse ou de me donner plein-pouvoir.

Agréez etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 20.

Capitulation de Fribourg.

Entre Son Excellence Monsieur le Général commandant les troupes de l'armée fédérale d'une part, et les délégués plénipotentiaires du Gouvernement de Fribourg d'autre part, il a été conclu la convention suivante :

1) Le Gouvernement de Fribourg prend ici l'engagement formel de renoncer absolument à l'alliance dite le Sonderbund.

2) Les troupes fédérales prendront possession de la ville de Fribourg dans la journée, en commençant par les forts extérieurs qui seront occupés dans la matinée, puis les portes de la ville et ensuite les portes intérieures.

3) La ville fournira les logements et la subsistance nécessaires d'après les réglemens fédéraux.

4) Le Gouvernement de Fribourg licenciera immédiatement ses troupes. Les armes du Landsturm devront être déposées à l'arsenal, et inventaire en sera dressé pour être remis à l'autorité fédérale.

5) Les troupes fédérales garniront toutes les portes occupées, garantiront la sûreté des personnes et des propriétés, et prêteront mainforte aux

autorités constituées pour le maintien de l'ordre public.

6) S'il devait s'élever des difficultés autres que celles qui sont du ressort militaire, elles seront décidées par la haute Diète.

Fait à double à Belfaux, le 14 novembre 1847.

Le Commandant-en-chef Au nom et comme délé-
de l'armée fédérale, gués spécialement pour
cela par le Conseil d'État,

Signé: G. H. DUFOUR. Signé: Ph. ODET, syndic
de Fribourg.

Signé: MUSSLI, avocat.

Pour copie conforme,

Belfaux, le 14 novembre 1847, à 8 heures du
matin,

Le Colonel fédéral, chef de l'État-major,

Signé: C. FREY-HEROSE.

Nro. 21.

Quartier-général à Fribourg,
le 15 Novembre 1847.

*Le Commandant de Division à Monsieur le
Colonel A'Bundi, Commandant de place à
Fribourg.*

Monsieur le Colonel,

Vous êtes chargé de faire placer des sauve-
gardes auprès des églises et des maisons religieuses,
avec la consigne la plus sévère, que si un ou des
militaires se permettaient la moindre injure aux ob-
jets et vases sacrés servant au culte, les coupables

seraient immédiatement traduits devant un conseil de guerre et traités d'après la rigueur des lois militaires.

Agréé, etc.

Le Colonel fédéral Commandant de la
première Division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 22.

Pré de l'Hôpital, 16 Novembre 1847, à 3 heures.

*A Monsieur le Colonel A'Bundi, ou à M. le
Colonel Duplessis.*

Monsieur le Colonel,

Faites publier immédiatement ce qui suit :

La ville de Fribourg est déclarée en état de siège ; tous les pouvoirs passent à l'autorité militaire ; tout individu étranger à la ville de Fribourg doit la quitter à l'instant même, dans le délai d'un quart d'heure et sous peine d'exécution militaire.

La présente sera publiée au son du tambour et affichée.

Le Colonel fédéral, Commandant la première
division de l'armée et les troupes d'oc-
cupation du canton de Fribourg,

Signé : Louis RILLIET.

Vous êtes responsable de l'exécution immédiate
du présent arrêté et vous viendrez m'en rendre
compte au *pré de l'Hôpital, où est mon quartier-
général.*

Louis RILLIET.

Nro. 23.

Proclamation *).

Fribourgeois, chers concitoyens !

C'est le cœur navré de douleur, mais avec le sentiment de remplir envers vous un dernier et triste devoir, que nous venons vous faire connaître les motifs de la résolution que nous avons du prendre pour éviter de plus grands malheurs, de céder à la force et de traiter avec le Général-en-chef des troupes fédérales sur des bases aussi honorables que possibles.

N'accusez pas, chers citoyens, vos magistrats d'avoir trahi, abandonné votre cause. Ils étaient prêts, s'il eût fallu, à combattre à vos côtés jusqu'à la dernière goutte de leur sang, et tant que ceux à qui était confiée la défense de leur pays ont pu leur donner quelque assurance, tant qu'ils ont pu conserver quelque espoir de ne pas succomber dans une lutte inégale, ils ont été fermes et confiants.

Mais lorsqu'ils se sont vu seuls, abandonnés à eux-mêmes, entourés de toutes parts par des forces infiniment supérieures et arrivés à la faveur d'un armistice, sur un point d'où elles dominaient le chef-lieu, ils ont dû peser les suites d'une plus longue résistance, ils ont reculé devant la perspective de sacrifier, non sans honneur, mais sans résultat efficace, de sacrifier des milliers de vie, l'élite de la population fribourgeoise, d'exposer la ville de Fribourg au sac et à la dévastation, selon toute apparence à toutes les horreurs d'une ville emportée d'assaut.

Voilà les motifs qui nous ont déterminés ou plutôt forcés à répondre aux propositions faites par M. le

*) Cette proclamation de l'ancien Conseil d'Etat de Fribourg n'a pas été publiée, mais elle a été à l'imprimerie le 15 novembre.

Général-en-chef de l'armée fédérale, consistant dans le licenciement de nos troupes d'élites avec armes et bagages et le dépôt des autres armes à l'arsenal.

Nous savons, chers concitoyens, combien cette résolution vous a été pénible ainsi qu'à nous. Nous avons vu les larmes de douleur qui s'échappaient de vos yeux et nous y avons mêlé les nôtres.

Conservez, chers concitoyens, ces généreux sentiments. Puisse ce beau dévouement que vous avez montré n'être pas inutile !

Puisse l'avenir qui va s'ouvrir n'être pas trop pesant pour vous !

Que le Dieu de nos pères, chers concitoyens, vous protège ainsi que nous !

Nro. 24.

Fribourg, le 16 Novembre 1847.

A Messieurs les Chefs de corps.

Vous voudrez bien inviter tous les militaires sous vos ordres qui auraient en leur possession des balles prétendues empoisonnées et saisies sur des hommes du landsturm, à en déposer dans la journée, au moins une au bureau de la Place, à la Maison-de-Ville. Ces balles seront analysées très-exactement par des officiers de santé de la division, afin qu'on puisse s'assurer si réellement elles contiennent des substances vénéneuses. Le résultat de l'expertise sera communiqué aux troupes de la division.

Agréez, etc.

Le Colonel Commandant de la première division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 25.

Publication.

Le Colonel commandant la première division de l'armée fédérale, ordonne, que toutes les personnes qui ne font pas partie de l'armée et du contingent fédéral fribourgeois, et qui ont chez elles des armes de guerre ou de landsturm aient à les déposer d'ici à demain 18 courant à midi, à la Maison-de-Ville, où on leur indiquera le local qui doit les recevoir.

Les armes seront inventoriées et déposées contre récépissé; il sera statué plus tard sur leur destination.

Les contrevenants au présent ordre sont rendus responsables des conséquences de sa non-exécution.

Le Colonel fédéral commandant la
première division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 26.

Quartier-général à Aarau,
le 18 Novembre 1847.

***Le Commandant-en-chef, à Monsieur Rilliet,
commandant la Division Nro. 1.***

Monsieur le Colonel,

Je partage votre indignation au sujet des désordres sans exemple qui ont été commis à Fribourg malgré nos instantes recommandations. Il n'y manque que le meurtre, mais nos ennemis auront soin de l'y ajouter.

Je ne crois pas qu'une bataille perdue nous eût fait plus de tort.

J'approuve hautement toutes les mesures énergiques que vous avez prises pour ramener l'ordre troublé. Persistez et tâchez de vous débarrasser de tous les fauteurs de troubles et de désordres qui se soucient fort peu de l'honneur de l'armée et qui ne cherchent qu'à exercer des vengeances ou des réactions.

Le chef de l'Etat-major vous a transmis les ordres que réclament les circonstances.

Agréez, Monsieur le Colonel, l'assurance de ma considération distinguée.

Signé : G. H. DUFOUR.

Nro. 27.

Au Quartier-général à Fribourg,
le 18 Novembre 1837.

Publication.

Le Colonel fédéral commandant les troupes fédérales dans le canton de Fribourg fait savoir à qui il appartiendra, qu'une commission a été instituée pour procéder à l'expertise des dégâts commis par suite de l'occupation militaire à partir du 15 courant.

Elle est composée comme suit :

Messieurs Bourgeois, colonel fédéral, président ;
„ Audemar, commandant de bataillon ;
„ Bollens, commandant de bataillon ;
„ Raymond (de Genève), id.
„ Creux, capitaine d'artillerie ;
et a son siège à Fribourg, Grande-Rue, Nro. 1 au premier étage.

Les personnes qui se croient lésées peuvent y adresser leurs demandes, sur lesquelles il sera statué plus tard.

Le Colonel commandant la première division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 28.

Aarau, le 19 Novembre 1847.

Lettre du Général Dufour.

Mon cher Colonel,

Je vous remercie de tous les détails que vous me donnez par votre lettre. Je vois que l'ordre se rétablit à Fribourg grâce à vos sages et énergiques mesures. Je vous dois de la reconnaissance pour toutes les peines que vous vous êtes données. Ce sentiment est profond chez moi et il est partagé par mon État-major.

Aussi ai-je été cruellement affecté des dernières lignes de votre rapport sur l'affaire du 14. Comment avez-vous jamais pu croire que je faisais remonter jusqu'à vous la responsabilité de ce combat ; il aurait fallu vous croire capable de violer un armistice, vous qui connaissez si bien les devoirs militaires et en qui les sentiments d'honneur sont si haut placés. Une telle pensée ne m'a pas même effleuré. J'ai eu au contraire la conviction que vous avez fait tout ce que vous avez pu pour remédier au mal. C'est sans doute un passage de mes lettres où il est question d'officiers d'un grade élevé qui auraient ordonné l'attaque qui vous aura fait croire que vous étiez désigné par cette expression. J'avoue

d'abord que j'ai eu tort de me servir du pluriel parceque d'après ce qui m'a été rapporté il ne devrait y en avoir eu qu'un. Mais vous savez combien il est facile qu'un mot vous échappe quand on est très-pressé et surchargé de soins. D'ailleurs si j'avais pensé à vous, je me serais adressé directement à vous et vous aurais franchement exprimé mes griefs dans une lettre particulière. Si quelque chose a pu faire croire et à répandu l'opinion que l'attaque aurait eu lieu par ordre d'un officier supérieur, ce seraient les paroles imprudentes de celui-ci dans l'intention de relever le mérite du combat et des combattans. Les malentendus sont le résultat malheureux des grandes distances. J'ai blâmé le combat du 14, en tant que je pouvais croire qu'il avait été ordonné contrairement à l'armistice. Je ne dois le regarder que comme un événement malheureux s'il n'a été amené que par des circonstances imprévues et lorsque l'armistice n'était pas encore connu.

Mais encore une fois, mon cher Colonel, gardez-vous de croire qu'il me soit jamais entré dans l'esprit que vous ayez pu vous-même l'ordonner.

Agréez etc.

(Signé) G. H. DUFOUR.

Nro. 29.

Du 19 novembre 1847.

*A Monsieur le Colonel fédéral Bourgeois,
commandant la deuxième brigade.*

Colonel,

Je vous charge de dire aux troupes qui vous suivent à Langenthal, que c'est avec un profond regret que je vois partir les soldats et leurs chefs,

elles vont soutenir loin de leur canton l'honneur du nom Vaudois; confié à leurs mains, il se maintiendra sans taches.

Qu'elles se rappellent, qu'elles ont fait partie de la première division et que tout le bien ou le mal qu'elles feront sera imputé à cette division et aux habitudes qu'elles y ont prises.

Elles ont vu de près les tristes conséquences du désordre, qu'elles y pensent sans cesse et qu'elles mettent leur honneur à confirmer ce que j'ai dit hautement, que les Vaudois étaient purs de tout excès.

De leur conduite dépendra le renom qu'on attachera au canton de Vaud.

Enfin, Colonel, dites leur bien que dans la personne de leur premier chef ils voyent toujours un ami et un père qui, privé de l'honneur de les accompagner, adresse au Ciel les vœux les plus ardents pour leur bonheur et surtout pour leur honneur; qu'elles me conservent un bon souvenir.

Agréez en particulier, mon cher Colonel, l'expression de mes regrets, de vous voir partir et la prière que je vous adresse ainsi qu'à ceux qui vous accompagnent, de me conserver un bienveillant souvenir.

Le Commandant de la première
division,

Signé : Louis RILLIET.

Nro. 30.

***Le comité patriotique valaisan à M. le Colonel
Nicollier, commandant la quatrième brigade
de la première division de l'armée fédérale
à Aigle.***

Monsieur le Colonel,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'un certain nombre de citoyens valaisans qui se trouvent actuellement au district d'Aigle, se déclarent formellement contre l'alliance séparée dite le *Sonderbund*, et annoncent qu'ils seconderont de tous leurs efforts la Confédération suisse dans les mesures qu'elle prendra pour soumettre les cantons rébelles.

Ils espèrent conséquemment jouir de la protection que la Diète fédérale, par sa proclamation du 4 courant, promet aux citoyens des cantons de l'alliance séparée qui se déclarent ouvertement pour la Confédération.

Nous vous prions, Monsieur le Colonel, de vouloir bien informer l'autorité militaire fédérale de la communication que nous avons l'honneur de vous faire.

Ces citoyens sont réunis en corps organisés sous la direction d'un comité, présidé par M. le lieutenant-colonel Maurice Barmann, actuellement en activité de service et que remplace en qualité de

vice-président, M. le Lieutenant-colonel Casimir Dufour.

Nous osons croire, Monsieur le Colonel, que vous agréerez cette communication, car dans la position critique où se trouve notre chère patrie, il est indispensable qu'elle connaisse ceux de ses enfants sur lesquels elle peut compter.

Agréez, Monsieur le Colonel, l'assurance de notre considération très-distinguée.

Aigle, le 8 novembre 1847.

Pour le Comité,

Le vice-président :

(signé) Casimir DUFOUR.

Le secrétaire :

(signé) M. FILLIFZ.

Atteste pour copie conforme,

Le commandant de la quatrième brigade,

(signé) E. NICOLLIER.

Nro. 31.

Moudon, le 10 novembre 1847.

**A Monsieur le Colonel Nicollier, commandant
la quatrième brigade à Aigle.**

Monsieur le Colonel,

J'ai reçu votre rapport du 9 courant.

Je vous continue mes précédentes et je persiste à croire que si les circonstances vous le permettent,

vous ferez bien de prendre l'offensive et de vous débarrasser de l'inquiétude que cause la présence des Valaisans en frappant un coup que je regarde comme très-important pour la suite de nos opérations.

Au point où en sont les choses, et surtout après la déclaration de la Diète, il ne faut pas hésiter à mettre à contribution le zèle des réfugiés valaisans, car ils sont bien dans le cas de ceux à qui la Diète a promis protection dans l'arrêté d'exécution.

J'ai appris que le Conseil d'État du canton de Vaud avait mis à votre disposition une augmentation notable de troupes cantonales, ce qui doit faciliter vos opérations.

Nous sommes du reste parfaitement d'accord sur l'emploi que vous voulez assigner à M. le Colonel Besson pour commander votre réserve à Ville-neuve.

Adressez vos rapports au Quartier-général de la première division de l'armée fédérale. Je pense que dans deux jours la communication par la Gruyère sera rétablie ; nous pourrons correspondre ainsi facilement.

Agréez, etc.

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 32.

Berne, le 20 novembre 1847.

A Monsieur le Colonel fédéral Rilliet, commandant la première division.

Tit.,

Répondant à votre lettre du 19 courant, au sujet des réfugiés valaisans, nous vous autorisons à les recevoir dans votre division et nous avons l'honneur de vous déclarer que nous sommes parfaitement entendus avec vous au sujet de la réduction (des restrictions) que vous établissez relativement à la force numérique de ce corps.

Nous annonçons à M. le Lieutenant-colonel Dufour à Aigle, que lui et son corps auront à attendre dès à-présent vos ordres et que son entrée en service date du 15 courant.

Nous saisissons cette occasion pour vous assurer, etc.

Pour le Conseil de la guerre fédéral,

Le vice-président:

(Signé) Alex. FUNK, conseiller d'Etat.

Le secrétaire:

(Signé) Adrien d'Arx, capitaine.

Nro. 33.

***Le Conseil d'Etat du Valais au Grand Conseil
de la république et canton du Valais.***

Monsieur le Président, Révérendissime et Messieurs,

Conformément au vœu manifesté dans le sein de la haute assemblée, à sa dernière session extraor-

dinaire, le Conseil d'Etat a transféré momentanément le siège du Gouvernement à St.-Maurice, et propose aujourd'hui à l'assemblée souveraine, dans le but de ne pas trop éloigner de leur poste les membres du Grand Conseil qui font partie de l'armée, de déclarer tenir les séances de la présente session extraordinaire dans cette ville, en conformité de l'article 15 de la constitution.

Nous saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Révérendissime et Messieurs, l'assurance de notre haute considération, en vous recommandant avec nous à la protection divine.

St.-Maurice, le 20 novembre 1847.

Le président du Conseil d'Etat:

(Signé) Ign. ZEN-RUFFINEN.

Le secrétaire d'Etat:

(Signé) ALLET.

No. 34.

***Le Conseil d'Etat du Valais au Grand Conseil
de la république et conton du Valais.***

Monsieur le Président, Révérendissime et
Messieurs,

Le court espace de temps qui s'est écoulé depuis votre dernière session, a été signalé par des événements de la plus haute gravité. Fribourg a capitulé, sans que son brave peuple ait été appelé au combat qu'il avait accepté avec courage et qu'il aurait soutenu avec succès. Il ne nous appartient point encore d'asseoir notre jugement sur cet acte de faiblesse; un voile mystérieux l'entoure; l'avenir seul le lèvera.

Le sort de nos alliés de Fribourg nous a affligé sans nous abattre. Les violations de la propriété, les sacrilèges, les profanations, les excès de tout genre, commis par les vainqueurs, malgré les protestations réitérées et les engagements formels de la capitulation, nous ont fait connaître l'ennemi que nous combattons, nous ont fait comprendre quel sera notre sort, si jamais il doit pénétrer dans nos vallées. Il ne nous reste de salut que dans une résistance déterminée.

Inviolablement attaché au traité d'alliance, le Valais n'a rien négligé pour secourir, autant qu'il était en son pouvoir, ses frères de Fribourg. Notre position nous imposait le devoir de faire un mouvement agressif contre le canton de Vaud, afin d'opérer une diversion en faveur de Fribourg. Pour que cette attaque pût être effectuée avec efficacité, elle ne devait être exécutée que lorsque Fribourg serait attaqué, afin de jeter, au moment décisif, le trouble dans les rangs de ceux de nos ennemis qui auraient appris l'envahissement de leur territoire. Dès que le Conseil d'Etat reçut la nouvelle positive de l'attaque de Fribourg, il décida à l'unanimité de ses membres l'invasion du Canton de Vaud. Cette décision fut prise dans la séance du 14 au soir; le commandant en chef prit les dispositions nécessaires pour y donner une prompte suite, lorsqu'à la veille de son exécution nous parvint la triste nouvelle de la capitulation de Fribourg. Dès lors l'attaque de Vaud ne présentait plus le but qu'on s'était proposé. La faible résistance de moins d'une heure que Fribourg opposa à l'ennemi ayant rendu impossible l'exécution en temps opportun du mouvement projeté, nous crûmes pour le moment devoir l'abandonner et maintenir la défensive.

Forcés de renoncer à l'offensive vis-à-vis du canton de Vaud, nous saisismes l'occasion qui nous était offerte de coopérer, sur un autre point, au triomphe de la cause commune de l'alliance. Sur la requisition du conseil de la guerre des sept cantons, nous avons autorisé notre commandant en chef à prendre part à un mouvement agressif contre le Tessin, dont les résultats peuvent être pour l'alliance d'un avantage immense. Nous espérons, avec confiance, que nos armes seront couronnées de succès et que le Valais aura la satisfaction d'avoir puissamment contribué à la réussite de cette importante entreprise. Elle recevra, nous n'en doutons pas, l'approbation du Grand Conseil.

Après ce qui vient de se passer à Fribourg, nous avons aujourd'hui plus que jamais lieu d'être convaincus que nos adversaires veulent notre asservissement, et que c'est pour nos institutions politiques et religieuses que nous combattons. Quels que soient les sacrifices que la lutte nous impose, nous la soutiendrons avec persévérance. La guerre se prolonge; tous les Valaisans doivent réunir leurs efforts pour faire face aux dépenses énormes qu'elle entraîne. Nos finances sont épuisées; dans un avenir très-prochain, nous nous trouverons dans l'impossibilité de pourvoir à la solde et à la subsistance de nos troupes.

Dès que fut décidé le maintien de la défensive, il nous paraissait superflu de garder sur pied toutes les troupes qui avaient été mobilisées dans le but de prendre l'offensive, et nous avons manifesté au général commandant en chef le vœu d'en voir licenciée une partie. En vertu des pouvoirs dont il est investi, il a cru en agir différemment; deux bataillons seulement ont été licenciés. Quelque fondés que

puissent être les motifs qui l'y ont engagé, nous devons vous déclarer que, pour peu que cet état de choses dure, il nous sera impossible de fournir les moyens nécessaires à l'entretien d'une si grande quantité de troupes.

Les occupations du Conseil d'Etat ne lui permettant pas de vouer tous les soins nécessaires aux mesures à prendre pour nous procurer les moyens propres à nous mettre à même de faire face à toutes les éventualités, nous vous proposons, Monsieur le Président, Révérendissime et Messieurs, de nommer une commission de cinq membres, chargée de le seconder dans cette tâche pénible et de chercher à opérer un emprunt.

Nous saisissons cette occasion de vous présenter, Monsieur le président, Révérendissime et Messieurs, l'assurance de notre haute considération, vous recommandant avec nous à la protection divine.

St. Maurice, le 21 Novembre 1847.

Le Président du Conseil d'Etat :

IGN. ZEN-RUFFINEN.

Le secrétaire d'Etat :

ALLET.

No. 35.

22 Novembre 1847.

Monsieur le colonel Barman,

Je suis confondu de la lecture de votre missive que je viens de recevoir et de la copie de celle que vous adressez au gouvernement de Vaud.

Je ne peux pas comprendre qu'on ose venir me dire qu'on attaquera avec ou sans mes ordres; c'est une anarchie que je saurai réprimer.

Je vous prévien que je fais marcher des bataillons d'élite, mais qui ne peuvent être rendus à Aigle avant jeudi, que je compte y être de ma personne; je charge M. Nicollier de s'opposer même par la force à tout mouvement avant ce moment-là, et je rends responsable, qu'ils réussissent ou ne réussissent pas, ceux qui se permettraient de le tenter.

Veuillez dire cela aux autres, vous le rappeler pour vous-même et agréer, etc.

LOUIS RILLIET.

No. 36.

22 Novembre, à 5 h. du soir.

Monsieur le colonel Nicollier,

Je reçois par estafette un rapport de M. Barman qui m'annonce que les réfugiés valaisans sont, dit-il, décidés à attaquer demain, qu'ils aient des ordres ou qu'ils n'en aient pas; et que plusieurs officiers de votre brigade, ainsi qu'une partie des troupes appuieront ce mouvement.

Vous ferez immédiatement venir MM. Joris et Dufour, et vous leur direz qu'au nom de la Confédération je leur défend, puisqu'ils ont voulu être à son service et à sa solde, de faire aucun mouvement sans mon ordre, que je fais marcher des bataillons dans ce but, et que je punirai comme révoltés ceux qui oseront désobéir.

Tenez-le pour entendu.

Agréez, etc.

(Signé) LOUIS RILLIET.

*Le Conseil d'Etat au Grand Conseil de la
république et canton du Valais.*

Monsieur le Président, Révérendissime et
Messieurs,

La gravité toujours croissante des circonstances a de nouveau nécessité la convocation du Grand-Conseil. La chute de Fribourg a été suivie de celle de Zug et Lucerne. Les cantons primitifs et le Valais résistent seuls encore. Nous ne saurions nous dissimuler la grande inégalité de forces et les chances fort douteuses d'une résistance.

En cette conjoncture, nous vous proposons, Monsieur le Président, Révérendissime et Messieurs, d'autoriser le Conseil d'Etat à entrer en négociation, dès que les circonstances le lui conseilleront, et de déclarer le Grand Conseil en permanence, afin de pouvoir, cas échéant, prononcer immédiatement la ratification de la convention.

Nous saisissons cette occasion de vous présenter, Monsieur le Président, Révérendissime et Messieurs, l'assurance de notre haute considération, vous recommandant avec nous à la protection du Tout-Puissant.

Sion, le 27 Novembre 1847.

Le Président du Conseil d'Etat:

IGN. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'Etat:

ALLET.

Nro. 38.

Quartier-général de St.-Maurice,
le 27 novembre 1847.

*Le Commandant-en-chef de l'armée de la
république et canton du Valais.*

Monsieur le Président,

Dans la prévision que le Grand Conseil, convoqué pour le 28 du courant, sera appelé à tracer la ligne de conduite à suivre dans les graves circonstances dans lesquelles se trouve la république, je dois à ma patrie et à l'honneur de déclarer que, dans le cas où le Grand Conseil déciderait de capituler devant l'ennemi ou de suspendre les opérations de défense pour lesquelles j'ai reçu des pleins-pouvoirs, je donne ma démission de commandant-en-chef de l'armée et celle de conseiller d'Etat.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de mon profond respect.

Le Conseiller d'Etat et Commandant
en chef :

(Signé) KALBERMATTEN.

Nro. 39.

*Grand Conseil de la république et canton du
Valais.*

Session extraordinaire du 28 novembre 1847.

Séance du 28 novembre.

Sur la proposition de sa commission, le Grand Conseil déclare au nom du Valais renoncer à l'alliance des VII Cantons, et donne de pleins-pouvoirs

au Conseil d'Etat, pour négocier auprès des autorités compétentes, dans le but d'obtenir les conditions les plus favorables pour le Valais, en réservant la ratification du Grand Conseil, si cela est possible.

Le Grand Conseil ordonne le licenciement des troupes, en autorisant le Conseil d'Etat à conserver sur pied celles qu'il croirait nécessaires pour le maintien de l'ordre dans l'intérieur.

Il se déclare en permanence, sauf que les officiers faisant partie de l'armée sont autorisés à se rendre auprès des militaires sous leurs ordres pour leur faire connaître le véritable état des choses. Le Conseil d'Etat veillera toutefois à ce qu'il reste un nombre de députés suffisant pour pouvoir délibérer.

Le Conseil d'Etat est chargé de dresser un ordre de jour pour la troupe et une proclamation pour le peuple.

Pour extrait conforme,

Sion, le 28 novembre 1847,

(Signé) BOVIER, vice-président.

(Signé) C. de WERRA, secrétaire.

Nro. 40.

*Le Conseil d'Etat de la république et canton
du Valais,*

En vertu des pouvoirs à lui conférés par le Grand
Conseil en sa séance de ce jour,
délègue

Messieurs Henry Ducrey et Antoine-Louis de Torrenté,
membres du Grand Conseil, auprès du chef militaire
commandant les troupes destinées à agir contre le
Valais, ou auprès de l'autorité à laquelle revient le

droit de traiter, avec pleins-pouvoirs de négocier les conditions de la reddition du Valais, sous la réserve de la ratification du Gouvernement.

Donné au Conseil d'Etat, à Sion, le 28 Novembre 1847.

Le Président du Conseil d'Etat :

(Signé) I. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'Etat :

(Signé) A. ALLET.

Nro. 41.

*Le Conseil d'Etat de la république et canton
du Valais,*

En vertu des pouvoirs à lui conférés par le Grand Conseil en sa séance de ce jour,

a délégué

Messieurs le Dr. Ducrey (Henry) et de Torrenté (Antoine), auprès du chef militaire des troupes destinées à agir contre le Valais ou auprès de l'autorité à laquelle revient le droit de traiter, avec pleins-pouvoirs de négocier les conditions de la reddition du Valais, sous la réserve de la ratification du Grand Conseil.

En cas que la ratification du Gouvernement soit un obstacle à la négociation dont sont chargés les susdits MM. Ducrey et de Torrenté, ils ont été autorisé à y renoncer.

Le 29 novembre 1847, Messieurs les susdits commissaires ont informé le Conseil d'Etat qu'ils avaient fait la plus grande diligence pour arriver à leur destination, qu'ils s'étaient empressés de communiquer

à M. le général de Kalbermatten les décisions du Grand Conseil, et qu'ensuite ayant inutilement essayé par deux fois de se faire entendre par le poste vaudois du pont de St. Maurice, afin d'obtenir l'autorisation de se rendre au Quartier-général de M. le Colonel fédéral Rilliet-Constant, ils avaient pu heureusement donner avis de leur mission par des hommes de bonne volonté qui ont passé le Rhône pour porter une dépêche au Quartier-général. Aussi, le matin, au point du jour, la porte du pont de St.-Maurice fut-elle ouverte, les barricades enlevées, et les députés furent reçus par des officiers d'Etat-major qui les conduisirent à Sous-Vent, où se trouvait M. le Commandant de la première division fédérale, qui les reçut avec bienveillance et se montra accommodant sur les différents articles de la capitulation.

Ensuite de cette entrevue, la capitulation suivante a été conclue à Bex le 29 novembre 1847, le Conseil d'Etat a ratifié cette capitulation, conclue au Quartier-général de Bex, le 29 novembre 1847, à 10 heures du matin, entre M. le Colonel Rilliet-Constant, agissant au nom de S. E. le Général commandant-en-chef de l'armée fédérale, et MM. Henry Ducrey et Antoine de Torrenté, délégués et munis de pouvoirs du Gouvernement du canton du Valais, au sujet de la renonciation à l'alliance des sept Etats et de l'occupation de cet Etat par les troupes fédérales.

(Extrait du Protocole du Grand Conseil
du Valais.)

Capitulation du Valais.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

d'une part, Monsieur le Colonel fédéral Riliet-de Constant, commandant de la première division, de l'armée fédérale, agissant au nom de Son Excellence, Monsieur le Commandant-en-chef de l'armée fédérale ;

Et d'autre part, Messieurs Henry Ducrey et Antoine-Louis de Torrenté, délégués et munis des pouvoirs du Gouvernement du canton du Valais ;

Il a été convenu ce qui suit :

- 1) Le canton du Valais déclare se retirer de la ligue dite le Sonderbund ;
- 2) Les troupes fédérales occuperont le canton du Valais dès le 30 novembre au matin ;

Le nombre des troupes d'occupation ne dépassera pas huit mille hommes (8000) à moins qu'il ne soit commis des actes hostiles ;

Les troupes seront logées et nourries conformément aux règlements fédéraux pour autant qu'on le trouvera praticable et nécessaire ;

- 3) Les troupes de toutes armes, milice et landsturm valaisans, seront immédiatement licenciées, les armes seront déposées à l'arsenal cantonal ou dans les dizains, aux lieux désignés par l'autorité cantonale ou, dans les dizains, aux lieux désignés par l'autorité militaire fédérale pour être rendues aux communes après que la tranquillité et l'ordre auront été rétablis.
- 4) Les troupes fédérales maintiendront l'ordre et la tranquillité et garantissent la sécurité des

personnes et des propriétés dans le canton du Valais;

- 5) La décision de toutes les questions qui pourront s'élever et qui ne seront pas du ressort militaire, appartiendra à la haute Diète.

Ainsi fait à double en Quartier-général à Bex, le 29 novembre, à dix heures du matin.

La ratification du Gouvernement étant réservée, ses délégués la remettront au plus tard avant minuit le dit jour au commandant de la brigade de l'aile gauche, Monsieur le Colonel fédéral Frédéric Veillon à Bex.

La présente convention sera pareillement soumise à l'approbation de Son Excellence Monsieur le Commandant-en-chef, sans toutefois que l'exécution en soit suspendue.

Aux lieu et jour que sus.

(Signé) Louis RILLIET.

(Signé) Henri DUCREY.

(Signé) Ant.-Ls. DETORRENTÉ.

Le soussigné, commandant-en-chef des troupes fédérales, ratifie en tout son contenu la présente convention.

Au Quartier-général de Lucerne, le 1^{er} Décembre 1847, à dix heures du matin.

(Signé) G. H. DUFOUR.

Nro. 43.

***Le Conseil d'Etat de la république et canton
du Valais***

DÉCLARE

ratifier la convention conclue au Quartier-général à Bex, le 29 novembre 1847, à 10 heures du matin, entre M. le colonel fédéral Rilliet-de Constant, agissant au nom de Son Excellence M. le commandant-en-chef de l'armée fédérale, et MM. Henri Ducrey et Antoine de Torrenté, délégués et munis de pouvoirs du Gouvernement du canton du Valais, au sujet de la renonciation du Valais à l'alliance des sept Etats et de l'occupation de cet Etat par les troupes fédérales.

Donné au Conseil d'Etat à Sion, le 29 Novembre 1847.

Le Président du Conseil d'Etat,
(Signé) Ig. ZEN-RUFFINEN.

Le Secrétaire d'Etat:
(Signé) A. ALLET.

Nro. 44.

Quartier-général à Aigle, le 29 novembre 1847.

Ordre du jour.

Soldats confédérés de la première division,

Vous allez occuper le canton du Valais.

Rappelez-vous deux choses :

1) C'est que ce peuple a été trompé et qu'il est malheureux ;

2) Que vous y entrez sans combattre.

Ces deux pensées vous rendront soumis, disciplinés et compatissants.

La première division a commencé l'entrée des troupes fédérales dans les Etats du Sonderbund par le canton de Fribourg.

Vous terminez la dernière période de cette grande entreprise par l'occupation du Valais.

Qu'elle reste pure de tout excès et de toute violence et que chacun de vous en rentrant bientôt dans ses foyers y rentre la conscience tranquille et puisse sans rougir serrer la main à ses confédérés du Valais, qu'au prix de tant de sacrifices vous aurez rendus à la liberté et au bonheur.

C'est la seule preuve d'affection que réclame de vous celui qui a l'honneur de vous commander.

Le Colonel fédéral commandant de la première division de l'armée,

(signé) Louis RILLIET.

Nro. 45.

Circulaire

aux Présidents des dizains du canton du Valais.

Dans le but d'accélérer et de rendre plus facile le désarmement arrêté dans la convention conclue avec le Valais, le Colonel fédéral commandant la première division militaire et les troupes d'occupation dans ce canton a décidé ce qui suit :

1) Messieurs les Présidents de dizain pourvoiront sur leur responsabilité personnelle à ce que toutes les armes appartenant soit à l'Etat, soit aux com-

munes, soit aux particuliers soient déposées dans les chefs-lieux de dizains.

2) Ce dépôt devra être effectué dans les quatre jours dès la publication de l'ordre de désarmement du 1^{er} décembre 1847.

3) Un état par communes des armes déposées sera dressé par les soins du président du dizain. Cet état classera séparément les armes, suivant qu'elles appartiennent à l'Etat, aux communes ou aux particuliers.

4) Un avis du dépôt effectué sera donné par les dizains de Conche, de Brigue, de Rarogne et de Louèche à l'officier supérieur commandant à Brigue.

Pour les dizains de Sierre, de Hérens, de Sion et de Conthey, à l'officier supérieur commandant à Sion; pour les dizains de Martigny, d'Entremont, de Saint-Maurice et de Monthey, à Martigny.

5) La reconnaissance des armes déposées sera effectuée par un officier fédéral désigné à cet effet.

6) Une garde de troupes fédérales de vingt-cinq hommes au moins et un officier sera laissée pour la sûreté de chaque dépôt.

7) Un second lieu de dépôt pourra être accordé aux dizains qui en feraient la demande; mais dans ce cas, le détachement laissé pour la sûreté de ce dépôt sera aux frais des dizains.

Martigny, le 1^{er} décembre 1847.

Le Colonel fédéral commandant la
première division,

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 46,

Sion, le 2 décembre 1847.

***A Monsieur le Commandant de la première
division de l'armée fédérale à Sion.***

Monsieur le Commandant,

Ayant à vous faire différentes communications à l'égard de la lettre qui m'a été remise par un de vos adjudants, je prends la liberté de vous prier de vouloir bien m'accorder une audience et de m'indiquer l'heure à laquelle je pourrai me présenter chez vous.

Je saisis cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Commandant, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire d'Etat de la république
et canton du Valais;

(Signé) A. ALLET.

Nro. 47.

***Le Conseil d'Etat de la république et canton
du Valais,***

Vu que le Grand Conseil constitué en permanence s'est dissous sans ordre ou licenciement;

Vu l'urgence du moment et l'impossibilité d'une réunion extraordinaire du Grand Conseil;

Vu que le Conseil d'Etat est dépourvu de tous moyens et des forces nécessaires pour procéder constitutionnellement dans les circonstances où se trouve le pays ;

Voulant prévenir la somme des maux dont la patrie serait aggravée par la prolongation des charges qui pèsent déjà sur elle ;

DÉCIDE :

de conférer ses pouvoirs administratifs et exécutifs à une commission provisoire, l'invitant à prendre les mesures nécessaires pour la prompte réorganisation des pouvoirs publics, soit en agissant par elle-même, soit par l'adjonction des citoyens que, sous sa responsabilité, elle jugerait propres à la seconder.

Les membres de la commission sont désignés dans les personnes de MM. les anciens conseillers d'Etat Gaspard Zen-Ruffinen, Maurice Barman, le châtelain Antoine de Riedmatten, l'avocat Rey et Maurice Eugène Filliez.

Le Conseil d'Etat se réserve tous ses pouvoirs pour le cas où les membres ci-dessus désignés n'entreraient pas en fonctions par des raisons quelconques.

Donné en Conseil d'Etat, à Sion, le 3 décembre 1847.

(signé) Zen-RUFFINEN.

„ FR. DE KALBERMATTEN.

„ JOS. GROSS.

A M. le Colonel fédéral, commandant les troupes fédérales dans le canton du Valais.

Monsieur le colonel,

Nous avons l'honneur de vous informer qu'en l'absence de tout gouvernement l'assemblée générale des citoyens du canton tenue ce jourd'hui dans cette ville, a procédé à la nomination d'un gouvernement provisoire pour le maintien de l'ordre public et pour procurer la reconstitution des pouvoirs de l'état.

Le gouvernement provisoire se compose de MM. l'ancien conseiller d'Etat, Maurice Barman, président, Antoine de Riedmatten, de Sion, vice-président, l'ancien conseiller d'état F.-Gaspard Zen-Ruffinen de Loèche, Hyp. Pignat, notaire, de Vouvry, le lieutenant-colonel Casimir Dufour de Monthey, Maurice-Eugène Filliez de Bagnes et Alexandre de Torrenté de Sion.

Ont été nommés suppléans: MM. l'avocat Fr.-Jos. Rey de Lens, le Dr. Claivaz de Martigny et l'ancien conseiller d'état Briguet de Lens.

Nous avons la confiance, Monsieur le colonel, que vous voudrez bien entrer en rapport avec le gouvernement provisoire comme pouvoir exécutif et administratif du canton du Valais.

Agréiez, Monsieur le colonel, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Sion, 3 Décembre 1847.

Le président de l'assemblée générale,

MCE BARMAN.

Les secrétaires :

DE BONS. — PIGNAT.

No. 49.

Le gouvernement provisoire du Canton du Valais à Monsieur le Colonel fédéral, commandant les troupes d'occupation dans le canton du Valais.

Monsieur le colonel,

Le gouvernement provisoire nommé le 2 du courant par l'assemblée générale des citoyens, vient d'entrer en fonctions.

Il exerce le pouvoir exécutif et administratif jusqu'à la reconstitution du canton qui doit s'effectuer dans le courant de ce mois.

Agréez, Monsieur le colonel, l'assurance de notre considération distinguée.

Sion, le 3 Décembre 1847.

Le président ;

MCE BARMAN.

Le secrétaire :

DE BONIS.

Nro. 50.

Instructions particulières.

a) Les ordres relatifs au désarmement doivent être exécutés rigoureusement, mais sans violence ; il ne faut pas hésiter, en cas de refus, d'envoyer des colonnes d'exécution.

b) Il faut se mettre en liaison avec les hommes les plus propres à renseigner sur l'état du pays. S'il survenait quelques tentatives de soulèvement ou de mécontentement, s'assurer immédiatement des meneurs

et des gens influents, ne pas les maltraiter, mais les sequestrer dans les casernes jusqu'à décision supérieure.

c) Se procurer des correspondances dans toutes les communes.

d) Tenir constamment l'état-major de brigade au courant de toutes les informations.

e) Au besoin, payer des agents à cet effet; les frais seront remboursés. Avoir des agents doubles qui ne se connaîtront pas.

f) Organiser pour le soir quelques distractions pour les soldats; *réunions de chant*, etc., pour les tenir en gaité et donner bonne opinion d'eux au pays. Que les officiers s'y prêtent et se fassent un devoir de s'oublier constamment pour leurs soldats. Ne pas perdre une heure de jour pour occuper la troupe.

g) Etablir une police dans les corps pour empêcher les plus petites irrégularités.

Le commandant de la Division :

LOUIS RILLIET.

Nro. 51.

Instructions pour le service du Commissariat.

Le service du Commissariat, en ce qui concerne les dizains de *Sierre*, de *Louèche*, de *Viège*, de *Rarogne*, *Brigue* et *Conches*, sera organisé comme suit :

1. Il y aura des agents responsables à *Sierre*, *Tourtmann* et *Brigue*, qui seront chargés de la surveillance du dépôt et de la délivrance des vivres.

2. Le commissaire des guerres est autorisé à s'entendre à cet effet avec les commissions des vivres établies dans chaque dizain. Les commissions devront se constituer en permanence, ou désigner chacune les agens nécessaires pour le service sus-indiqué.

3. Une affiche indiquera, dans chaque lieu de dépôt, l'emplacement du magasin.

4. Il sera attaché, à chaque dépôt, un sous-officier intelligent pris dans les troupes cantonnées dans le dizain. Ce sous-officier sera responsable de l'ordre et de la régularité dans le service.

5. Il recevra notice de l'arrivée et du départ des convois. Il tiendra un contrôle d'entrée et de sortie indépendant de celui des garde-magasins. Il sera nanti d'un pouvoir signé du commissariat des troupes pour adresser les requisitions nécessaires concernant les transports; il fera droit lui-même à toutes les demandes du commissariat.

Il pourra, au besoin, requérir toutes les escortes nécessaires.

Ce sous-officier sera nourri et entretenu par les communes.

6. Le commissariat s'assurera qu'il y ait toujours dans chaque dépôt un double approvisionnement en vivres et en fourrages calculé approximativement comme suit :

Brigue 800 hommes, 50 à 60 chevaux; Viège 500 hommes, 25 chevaux, Tourtmann 200 hommes, 30 chevaux, Sierre 750 hommes, 30 chevaux.

7. Sierre approvisionnera les dizains de *Sierre*, *Tourtmann*, *Louèche* et *Rarogne*.

Viège celui de *Viège*, *Brigue*, *Morell* et *Conchs*.

8. Tous les transports en dehors de la grande

route se feront exclusivement par les communes sous la responsabilité des autorités communales.

Pour utiliser les approvisionnements du pays, il pourra être délivré moitié de la ration en pain du pays, et moitié en pain fourni par le Commissariat fédéral.

10. Les troupes cantonnées dans les dizains sus-indiqués recevront tous les jours une distribution de vin dans la mesure du règlement fédéral. Les communes fourniront les légumes secs sur le pied fédéral, une soupe le matin et une le soir. Elles s'entendront à cet effet avec les commandants des troupes.

Le commandant de la division :

LOUIS RILLIET.

Nro. 52.

Ordre pour les troupes.

Dans l'intérêt réciproque des habitants et des troupes, les troupes de toutes armes seront, autant que possible, casernées dans les diverses localités où elles sont cantonnées.

Les commandants des corps devront

- a) Agir auprès des autorités locales pour obtenir des locaux convenables ;
- b) Réunir les fournitures de literie nécessaires et faire rapport immédiatement des objets manquants, lits, couvertures, etc. ;
- c) Les troupes seront casernées par compagnies, subdivisions et escouades ; elles feront ordinaire entr'elles.

Les officiers logeront dans les mêmes bâtiments que la troupe.

- d) Jusqu'à nouvel ordre, les troupes cantonnées

dans les dizains de Sierre, Loèche, Rarogne Viège et Brigue recevront une ration fédérale de vin par jour.

- e) Les troupes se conformeront rigoureusement, pour les fournitures de vivres et de fourrages, aux ordres donnés au commissariat.
- f) Le service de sûreté sera établi avec une grande régularité.
- g) Partout où il y aura plus de deux compagnies réunies, il sera nommé un commandant de place.

Là où il n'y aura qu'une compagnie ou un détachement, le chef sera commandant de place.

- h) Les troupes, *quelle que soit leur arme*, prendront toujours l'ordre pour les cas urgents de l'officier supérieur le plus rapproché; elles s'adresseront à lui, et exécuteront les ordres qu'elles en recevront.
- i) Cette disposition est sans préjudice des ordres que les troupes reçoivent de leurs commandants de brigade, et des rapports qu'elles ont à leur adresser.
- k) Vu la difficulté des communications à cheval, les ordres pourront se transmettre sur toute la ligne, de station en station, par des plantons ou des courriers du pays requis des municipalités, et dont celles-ci demeureront responsables.
- l) S'il survenait des encombrements de neige qui obstruassent les communications, les commandants de corps requerront, sans avis ultérieurs, les corvées nécessaires qu'ils feront accompagner par des détachements armés pour tenir toujours ouvertes les communications.

- m)* Chaque corps ou détachement aura sa place d'alarme tant extérieure qu'intérieure, où la troupe se réunira à la première alerte.

Si l'alerte a lieu de jour, on se réunira sur la place extérieure ; si elle a lieu de nuit, ce sera sur la place intérieure ; un tiers au moins de la troupe restant en réserve dans la caserne.

- n)* Les commandants de corps ou de détachements, dans le cas prévu à l'article précédent, établiront immédiatement leur liaison entre eux et avec le quartier-général de leur brigade.

- o)* Chaque bataillon devra être pourvu au moins de douze manteaux de factionnaires ; chaque batterie et chaque compagnie de carabiniers de deux au moins.

- p)* Les corps mettront immédiatement en réquisition tous les cordonniers dans les corps et dans le pays, pour faire à la chaussure les réparations nécessaires. Il en sera de même pour l'habillement et l'équipement.

- q)* Les chefs de corps et de détachements occuperont leur troupe dehors, quelque temps qu'il fasse, par des exercices, des marches, des études du terrain, du service d'avant-postes, des positions et tous les travaux qui pourront se présenter.

- r)* Les chefs de corps et de détachements s'entendront avec les autorités locales pour établir une taxe équitable pour les denrées vendues aux soldats.

s) Il est interdit de rechef et sous les peines les plus sévères aux officiers et à la troupe de s'éloigner de leurs cantonnements.

Brigue, le 9 décembre 1847.

Le Commandant des troupes d'occupation
du Valais :

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 53.

Monsieur le Commandant Jost ayant été conduit au Quartier-général de la division à Brigue, en vertu d'un rapport de Monsieur le Commandant des troupes cantonnées à Sierre, et les faits énoncés dans ce rapport ne constituant pas de délit militaire, mais pouvant, s'ils sont établis, porter atteinte à la paix du pays, le dit Monsieur Jost aura à se présenter dans le délai de quarante-huit heures par-devant le président du gouvernement provisoire à Sion ; le présent acte lui servant de sauf-conduit dans tous les lieux occupés par les troupes fédérales pendant le délai ci-dessus indiqué.

Brigue, le 10 décembre 1847.

Le Commandant des troupes d'occupation
dans le Valais,

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 54.

Quartier-général à Sion, le 17 décembre 1847.

*Instruction pour la célébration du culte
protestant.*

Dans la célébration du culte protestant, par les troupes fédérales, les corps doivent se contenter des églises que l'autorité ecclésiastique leur assigne. Il leur est interdit de se permettre d'en occuper aucune sans autorisation.

Le Colonel commandant la division rappelle aux troupes, qu'elles ne doivent pas entrer sans nécessité dans les églises d'un culte étranger, et qu'elles doivent s'y comporter avec décence et convenance.

Le Colonel commandant la première
division :

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 55.

Quartier-général à Sion, le 17 décembre 1847.

Ordre de division.

En vertu des dispositions arrêtées par Son Excellence Monsieur le Général commandant-en-chef, la première division forme trois brigades.

La première brigade, commandée par M. le Colonel fédéral A'Bundi, occupe le canton de Friburg.

Elle se compose comme suit :

Bataillon Raymond.

„ Bollens.

„ Kerwand.

Carabiniers Recordon.

„ Bornens.

„ Delarajeat.

„ Jeannin.

La deuxième brigade, commandée par M. le Colonel fédéral Kurz, est composée comme suit :

Bataillon Veillard.

„ Reymond.

„ Chausson.

Carabiniers Moreillon.

La troisième brigade, commandée par M. le Colonel fédéral Frédéric Veillon, est composée comme suit :

Bataillon Monachon.

„ Bellinger.

Carabiniers Greyertz.

„ Jaquiéry.

L'artillerie dans les deux cantons se compose des batteries Creux et Haubenreisser à Fribourg, Pavid et Muller en Valais, sous le commandement des majors Borel et Wenger. La cavalerie au quartier-général, compagnie Juat.

Quelles que soient dorénavant les mutations qui pourraient survenir, il est entendu que les troupes de toutes armes adresseront leurs états de situation et tout ce qui dépend de l'administration à leurs chefs respectifs, quelle que soit leur dislocation, mais que sous le rapport du service, elles recevront les ordres directs de l'officier le plus élevé en grade de l'arrondissement militaire où elles se trouvent.

Le canton de Fribourg ne forme qu'un arrondissement.

Le canton du Valais en forme deux. Les dizains de Monthey, St.-Maurice, Martigny, Entremont, Conthey, Sion, Sierre et Hérens, le premier.

Les dizains de Louèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches, le second.

S'il y a une partie d'une troupe dans le premier arrondissement, l'autre partie dans le second, les ordres de service seront toujours adressés au commandant de la troupe par le commandant de l'arrondissement où se trouve le commandant des troupes.

Il en sera de même des ordres concernant les troupes spéciales.

Dès le 19 au matin, le quartier-général sera transporté à Vevey où les rapports des trois brigades doivent être adressés.

Les troupes détachées au quartier-général sont :

La compagnie de carabiniers Greyertz,

„ „ Jeannin.

Les hommes de la cavalerie, compagnie Juat, qui sont encore de service.

Les compagnies de carabiniers sus-désignées continueront à adresser leurs situations à leurs brigades respectives et seront portées comme *détachées au quartier-général*.

Le Commandant de la division ordonne formellement qu'il ne soit fait aucun changement de *dislocation* ou *diminution* quelle que soit son importance sans son ordre *formel*.

Il ordonne que tous les congés particuliers, que les commandants de brigade seuls sont autorisés à délivrer aux militaires sous leurs ordres, lui soient *notifiés* tous les deux jours.

Le Commandant de la division ordonne également que l'on ne fasse droit à aucune requisition quelconque de troupes et dans quelque proportion que ce soit pour des buts non prévus par les règlements de service ou les ordres de l'armée, à moins que cette requisition ne soit faite *par écrit* par

MM. les représentants fédéraux ou autorisée par le commandant de la division.

Tout militaire qui aurait obéi sans l'une ou l'autre de ces autorisations, sera puni selon toute la rigueur des lois.

Les requisitions écrites de MM. les représentants seront immédiatement envoyés au quartier-général de la division, *soit en original, soit en copie certifiée.*

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 56.

Ordre de division.

L'état-major de division sera licencié le 3 courant, au soir, la journée comptant encore ; les officiers employés qui en font partie sont invités à pourvoir, à teneur du règlement, aux estimations de chevaux qui les concernent. M. le commissaire adjoint Getaz a reçu les instructions de M. le commissaire des guerres Bolle à ce sujet.

M. Boucherle, secrétaire d'état-major, est chargé de clore la comptabilité d'état-major ; il est autorisé à faire ce travail à Lausanne. Toutes les autres communications devront être adressées jusqu'à nouvel ordre au colonel Rilliet, à Genève.

M. l'adjudant de division lieutenant-colonel Veillard établira les derniers états de situation arrêtés au 31 du mois passé.

Au moment de se séparer des hommes qui lui ont prêté un appui si constant, si loyal, si éclairé, le commandant de la division leur exprime sa profonde

reconnaissance; le souvenir de leurs services ne s'effacera jamais de sa mémoire et leurs noms resteront gravés dans son cœur comme ceux d'amis et de frères d'armes auxquels en toute occasion il sera heureux de témoigner sa haute estime et sa profonde affection.

Il espère qu'ils lui tiendront compte de cette affection et de ses intentions qui furent toujours bonnes, et qu'ils lui conserveront un bienveillant souvenir. Ce qui précède, s'applique à tous ceux qui ont été attachés à l'état-major, quel que soit leur grade.

Cet ordre sera communiqué nominativement à tous les officiers de l'état-major présents à Vevey; ils signeront à la marge et peuvent en prendre copie.

Vevay, le 1er janvier 1848.

Le colonel fédéral commandant la 1. division

LOUIS RILLIET.

Ordres du jour qui ont été imprimés.

Nro. 57.

Le Commandant-en-chef de l'armée fédérale à l'armée.

Soldats confédérés,

La haute Diète réunie à Berne a décrété la mise sur pied de l'armée fédérale pour maintenir l'ordre intérieur, les droits de la Confédération et son indépendance. Elle m'a fait l'honneur de me désigner pour en prendre le commandement. Je viens donc me mettre à votre tête plein de confiance dans votre patriotisme et votre dévouement.

Etant appelés à occuper des cantonnements plus ou moins resserrés, dans une saison avancée, sachez vous contenter de ce que l'habitant peut vous offrir. Ne soyez pas exigeans ; évitez les offenses et les mauvais traitements ; on ne doit jamais se les permettre, pas même en pays ennemi.

Je vous recommande par dessus tout la discipline comme le plus grand de vos devoirs. Sans discipline il n'y a pas d'armée. C'est par leur discipline, autant que par leur vaillance que vos ancêtres ont remporté de si éclatantes victoires et se sont acquis une si haute renommée. Il faut les imiter en cela, comme en toutes choses.

Songez que l'étranger a les yeux sur nous. Montrez-lui que les citoyens suisses, dès qu'ils sont

sous le drapeau fédéral, n'ont plus qu'une pensée, celle de bien servir la commune patrie.

Soldats, je m'efforcerai de mériter votre confiance, vous pouvez compter sur moi.

Berne, le 26 octobre 1847.

Le Commandant-en-chef,
G. H. DUFOUR.

Nro. 58.

Quartier-général de Lausanne.

Ordre de Division.

Frères d'armes,

Le Commandant-en-chef m'a confié le commandement de la première division de l'armée fédérale.

Il m'a traité selon mon cœur en me plaçant au milieu de vous.

Ce que je vous offre c'est du dévouement, de la confiance, un attachement sans réserve; le désir de terminer une carrière déjà longue en aidant au triomphe de la Suisse, notre chère patrie, sur tous ses ennemis, tant au dedans qu'au dehors.

En ceci, comme en toute chose, je suis d'accord avec les chefs fédéraux qui partagent avec moi l'honneur de vous commander.

Ayez aussi confiance en nous, nous vous parlons au nom de la Suisse, à qui nous devons tous le sacrifice de notre temps, de nos intérêts, de nos affections, de notre vie, ne recherchant d'autre récompense que le sentiment d'avoir mérité votre affection, votre estime et de ne pas laisser déchoir le vieux renom du drapeau fédéral.

Frères d'armes, les circonstances où se trouve la Suisse sont sérieuses, nous les surmonterons par notre union, notre fermeté, par le sentiment du devoir.

Soldats ! ayez pour vos chefs, quel que soit leur grade, une obéissance absolue, faites céder l'indépendance du citoyen à la soumission de l'homme de guerre. — Officiers ! oubliez tout pour vos soldats. Donnez-leur l'exemple du courage, de la patience, du dévouement ; la Suisse et l'Europe vous regardent. C'est de votre conduite à tous que dépendra l'opinion qu'on aura de vous ; placez-vous devant l'histoire, elle vous jugera, et son jugement sera celui des siècles.

Comptez que nous chefs, nous n'aurons d'autre pensée que votre bien-être, et que le plus beau moment de notre vie sera celui où vous rentrerez dans vos familles, heureux et fiers d'avoir, par quelques jours de sacrifice, assuré à votre patrie un long avenir de paix, de progrès et de bonheur.

Le Colonel fédéral commandant la première division de l'armée fédérale :

(Signé) Louis RILLIET.

Nro. 59.

*Le Colonel fédéral Commandant de la
première Division.*

Confédérés Fribourgeois,

Les troupes fédérales vont franchir vos frontières, elles obéissent à la voix de la Suisse, notre commune patrie. Ecoutez aussi cette voix ; elle vous commande d'avoir confiance en nous, de ne pas nous

considérer comme des ennemis, mais comme des libérateurs.

Reprenez des sentiments longtemps comprimés ; Dieu qui a créé notre Suisse, le Dieu qu'adorent en commun catholiques et protestants, nous commande de vivre en frères, d'oublier le passé et de nous tendre la main, vers un meilleur avenir.

Si vous écoutez sa voix, vous recevrez en amies les troupes fédérales et vous trouverez en elles des amis et des défenseurs prêts à verser leur sang pour défendre vos droits, vos libertés, votre indépendance, ces biens que nous partageons en commun et que jamais nous n'eûmes la pensée de vous ravir ; leur conduite vous prouvera que ces paroles ne sont pas vaines.

Hommes armés ! déposez vos armes, non devant nous, mais devant notre drapeau qui est aussi le vôtre ; n'écoutez pas un faux point d'honneur ; l'honneur consiste à respecter la croix de nos étendards et non à l'outrager.

Si vous agissez ainsi, nos querelles sont finies et tous ceux qui prendront ce parti sont sous la sauvegarde de la Confédération.

S'il en est autrement, si vous résistez aux troupes de la Suisse, elles vous considéreront comme traîtres et rebelles, vous traiteront en conséquence et les suites déplorables de cette conduite retomberont sur leurs auteurs.

Le 7 Novembre 1847.

Louis RILLIET.

*Le Commandant de la première Division aux
Soldats de la première Division.*

Vous êtes les premières troupes fédérales qui entrent sur le territoire fribourgeois. De votre conduite en ce moment dépendra l'impulsion donnée à toute la division. Rappelez-vous que vous entrez chez des Confédérés ; qu'en guerre avec eux , pendant un jour , vous avez été et vous serez amis pendant des siècles. — Rappelez-vous qu'ils sont égarés, plus que coupables.

Rappelez-vous que ce sont des voisins et que vous devez vivre et combattre sous la même bannière.

Soyez donc modérés , démentez par votre conduite les calomnies de leurs meneurs , n'écoutez ni les faux bruits , ni les provocations insensées. — N'écoutez que vos chefs, et laissez aux adversaires la responsabilité de diriger le premier coup de feu sur le drapeau de la Confédération.

Soldats , j'ai confiance en vous , comme en moi-même, et vous, ayez confiance en Dieu , qui marche devant les drapeaux du bon droit et de l'honneur.

Du 7 Novembre 1847.

Le Colonel commandant la première
division :

Louis RILLIET.

16 Novembre 1847.

Soldats de la 1. division!

Des désordres graves ont été commis hier ; la malveillance les a exagérés ; mais il n'est malheureusement que trop vrai que les ordres de la Diète, ceux du Général et les miens n'ont pas été respectés.

Soldats de la première division, lorsqu'il s'est agi de rétablir l'ordre troublé, je vous ai trouvé prêts à me seconder ; vous avez compris que l'honneur du soldat, c'est l'honneur de l'armée, que l'honneur de l'armée, c'est l'honneur national, que tout ce qui y porte atteinte, retombe sur l'armée et sur ses chefs.

Vous avez compris que ce n'est pas en blessant profondément les sentiments et les convictions d'un peuple brave et généreux qu'on cicatrise ses plaies, que nous, ses amis et ses confédérés, avons tant à cœur de guérir.

Soldats de la première division, tant que vous n'écoutez que votre propre cœur, vous resterez purs de ces souillures, ainsi fermez toujours l'oreille à ces amis trompeurs qui, pour satisfaire leurs passions, ne craignent pas de compromettre l'armée en en faisant l'instrument de leurs rancunes personnelles ; ne les écoutez pas, et lorsqu'ils oseront vous proposer une mauvaise action, arrachez-leur ce bras-sard fédéral qu'ils ne sont pas dignes de porter.

Arrêtez et conduisez à l'Etat-Major de la Place ou à la garde des cantonnements tout individu, non militaire, qui vous désignerait des propriétés ou des personnes à attaquer. Justice en sera faite.

Rendez de la confiance au peuple de Fribourg, ne justifiez pas les accusations dont vous avez été l'objet.

Fribourg est sous la sauvegarde de la Confédération et de l'armée.

Je déclare, en vertu des pouvoirs dont je suis revêtu, que le temps de l'indulgence est passé, et que toute personne appartenant à l'armée qui s'écartera en quoi que ce soit de ses devoirs, sera punie avec toute la rigueur des lois.

Je rends les chefs de corps responsables des faits qui concernent les militaires sous leurs ordres, et je mettrai à l'ordre de la division les noms de tous les coupables.

Le colonel fédéral commandant la
première division de l'armée et les
troupes d'occupation du canton de
Fribourg, .

LOUIS RILLIET.

Nro. 62.

Du 16 Novembre.

Ordre de division.

De braves soldats ont déjà rapporté des effets qu'ils ont saisi sur ceux qui les avaient volé.

J'invite toutes les troupes à suivre cet exemple, à saisir tous les objets qui ont été enlevés, soit aux

particuliers, soit dans les établissements publics ou privés, et à les faire déposer contre reçu au bureau de la place, à Fribourg.

Le Colonel fédéral commandant la première division de l'armée et les troupes d'occupation du canton de Fribourg,

Louis RILLIET.

Nro. 63.

Publication.

Par ordre du commandant des troupes fédérales dans le canton de Fribourg, il est enjoint à tous les individus non appartenant à l'armée, qu'ils soient volontaires ou personnages civils, de se munir de cartes de sûreté qui seront délivrées au bureau de l'Etat-major de la place.

Fribourg, le 16 Novembre 1847.

Le colonel fédéral commandant les troupes fédérales cantonnées dans le canton de Fribourg,

Louis RILLIET.

No. 64.

Le colonel fédéral, commandant les troupes d'occupation dans le canton de Fribourg,

Considérant que l'ordre commence à renaître dans la ville de Fribourg, et désireux de rendre aux pouvoirs publics toute leur liberté d'action,

ARRÊTE :

L'état de siège, prononcé par l'arrêté du 16 courant, est levé.

La police militaire continuera à exercer toute l'action nécessaire pour la sûreté du pays et le maintien de l'ordre, en vertu de la capitulation conclue avec le Général en chef.

Fribourg, le 19 Novembre 1847.

Le Commandant de la première division:

Louis RILLIET.

Nro. 65.

LUCERNE, ZUG ET FRIBOURG

sont occupés par les troupes fédérales.

Confédérés Valaisans.

Il ne manquait aux hommes de ces cantons ni bravoure ni dévouement, le nom de leurs ayeux est inscrit, comme le vôtre, dans les annales les plus glorieuses de la Suisse et là, comme en Valais, les enfants n'ont pas dégénéré de leurs pères.

Mais ils étaient en révolte contre la Confédération, notre commune patrie.

Dieu a jugé leur cause : ils ont succombé et vous succomberez comme eux, si vous persistez dans votre aveuglement.

Prévenez ce malheur.

Recevez en amies les troupes fédérales, leur drapeau est le vôtre, ses couleurs sont les mêmes que celles du Valais. L'étendard rouge et blanc ne doit ombrager que des frères.

Acceptez la main que l'armée fédérale vous offre, c'est la main de vieux amis qui ne veulent que votre liberté, votre indépendance et votre bonheur.

La Confédération a promis sa garantie à tous ceux qui reconnaîtront son autorité.

Cette garantie, je la confirme aux nom des troupes que je commande; elles sont prêtes à protéger vos personnes, vos biens, votre sainte religion; elles ne veulent vous imposer aucune sujétion déshonorante. Leurs forces sont imposantes, cependant elles font le premier pas vers vous.

Profitez du dernier moment qui vous reste et prévenez d'irréparables malheurs.

Au Quartier-général d'Aigle, le 27 novembre 1847.

Le Colonel fédéral commandant la première
division de l'armée fédérale,

Louis RILLIET.

Nro. 66.

Ordre de désarmement.

Le Colonel fédéral commandant la première division militaire et les troupes d'occupation dans le canton du Valais, fait savoir ce qui suit :

La capitulation conclue avec le Valais portant que toutes les troupes valaisanes, tant du landsturm que de la milice, seront licenciées, et les armes déposées dans les locaux désignés par l'autorité militaire, pour être plus tard restituées au canton et aux communes.

Il est enjoint à tout homme, ayant fait partie des milices régulières ou du landsturm, de déposer les armes dont il est porteur, soit qu'elles soient sa propriété, celles des communes ou celles de l'Etat, dans les chefs-lieux de dizains, aux locaux désignés par le président du dizain sur l'approbation du chef militaire fédéral, dans l'arrondissement duquel se trouvera le dizain.

Les armes appartenant à l'Etat, seront immédiatement acheminées sous escorte à Sion et versées à l'arsenal cantonal.

Celles appartenant aux communes ou aux particuliers, seront conservées aux chefs-lieux de dizains, jusqu'à ce qu'il soit ultérieurement statué.

Les commandants militaires désignent des officiers ou sous-officiers capables pour recevoir ces armes et en donner quittance.

Il sera tenu à l'arsenal cantonal et dans chaque dizain un registre spécial à ce destiné.

Ce registre sera côté et paraphé par le commandant militaire.

Les commandants militaires fédéraux feront notifier le présent ordre aux autorités gouvernementales et communales, le feront afficher et publier et sont responsables de son exécution en tout ce qui les concerne.

Si l'arrêté n'est pas exécuté par les citoyens valaisans, des colonnes mobiles seront envoyées dans toutes les localités aux frais des habitants et des communes.

Ainsi fait au Quartier-général de Martigny, le 1^{er} décembre 1847.

Le Colonel fédéral commandant la première division.

Par ordre :

WARNERY, Lieutenant-colonel.

No. 67.

Soldats confédérés, chers frères d'armes !

Vous êtes accourus avec un noble enthousiasme à la voix de la patrie.

Vous n'avez calculé ni les sacrifices, ni les fatigues ni les dangers ; vous avez voulu prendre part à cette grande crise dont la Suisse sort triomphante, et qui assure pour longtemps son repos et son bonheur, qui lui a fait prendre une place parmi les nations européennes ; chacun de nous a le noble orgueil d'y avoir pris part, et le pays ne l'oubliera jamais.

Celui qui a eu l'honneur de vous commander, se hâte de mettre un terme à vos fatigues, de vous rendre à vos familles et à vos affaires dont vous avez été si longtemps séparés.

Rentrés dans vos foyers, rappelez-vous ces jours de dévouement et d'honneur, qu'ils soient votre couronne et votre noble récompense.

Vous avez vu de près ce que coûtent les dissensions civiles et politiques, évitez-les à tout prix et rappelez-vous qu'il faut être unis et tolérans pour être forts et heureux.

Soyez-le toujours, chers frères d'armes, et rappelez-vous avec amitié celui qui ne vous oubliera jamais et qui fait les vœux les plus ardents pour la gloire et la prospérité de la Confédération et de votre canton en particulier.

Je vous transmets cette expression des sentimens de Son Excellence le général Dufour et des miens.

Le colonel fédéral
commandant la première division
de l'armée fédérale:

LOUIS RILLIET.

ORDRE DU JOUR

Aux officiers, sous-officiers et soldats de toutes armes du contingent fédéral et des réserves cantonales qui ont fait partie de la première division, ainsi qu'aux volontaires.

Frères d'armes,

Par ordre de M. le Général en chef, l'Etat-major de la première division est licencié.

Les troupes qui restent encore sous les drapeaux, dans les cantons de Fribourg et du Valais, forment deux brigades qui relèvent directement de l'Etat-major général.

Ainsi, il en est qui demeurent sous les armes; d'autres ont déjà rejoint leurs foyers.

Je m'adresse à tous, parce que j'ai les mêmes sentiments pour les uns et les autres; je garderai des uns et des autres le même souvenir.

Je garderai le souvenir de cet élan admirable que j'ai vu naître et se soutenir, qui a transformé en soldats braves, soumis, disciplinés, un peuple de républicains fiers et indépendants.

Je garderai le souvenir des vieux et des jeunes, les uns et les autres rivalisaient à qui servirait le mieux sa patrie et lui donnerait le plus de témoignages d'amour et de dévouement; faisant ainsi la preuve que le patriotisme et le courage n'ont point d'âge et que les bras sont toujours assez vigoureux quand le cœur est bien placé.

Je garderai le souvenir de votre patience, de votre résolution sans jactance, de votre confiance dans la Providence et dans l'avenir du pays.

Je garderai le souvenir de votre modération, de votre humanité, de votre esprit fédéral, de cette haute délicatesse qui vous a toujours fait voir dans vos adversaires des frères égarés plutôt que des ennemis.

En vous conduisant ainsi vous avez fait plus pour la sûreté et la gloire de la patrie, qu'en répandant à flots un sang généreux que Dieu a voulu réserver pour d'autres querelles.

La sûreté et la gloire de la patrie se fondent sur la réconciliation des partis et non sur leur destruction.

Et vous aussi, frères d'armes, vous vous rappellerez que cette pensée m'a guidé sans cesse, que je lui suis demeuré fidèle, m'inquiétant peu des vaines louanges ou des blâmes inconsidérés.

J'espère que nous nous sommes compris et appréciés.

Le reste ne m'importe pas. J'ai toujours fait appel à vos sentimens généreux, parce que ce sont ces sentimens-là qui remuent le plus fortement vos cœurs.

Nous avons travaillé, pour notre faible part, les uns et les autres, à une page de l'histoire de la Suisse. Confions-nous sans crainte au jugement qui en sera porté. Le temps met chacun à sa place, et nous n'avons point à redouter celle qu'il nous donnera.

Ce que nous aurions voulu faire, Dieu l'a fait pour nous.

Vous avez vu toutefois ce que sont les querelles intestines, ce que c'est que la guerre, les maux

qu'elle entraîne, les facultés dont elle réclame l'emploi.

Que cette expérience nous soit profitable, ne pensons pas à ce que nous avons fait, mais à ce qui nous a manqué. Travaillons à corriger les défauts, à combler les vides, à perfectionner ce qui est bien.

Rappelons-nous qu'il n'y a rien de fait, tant qu'il reste quelque chose à faire, et répétons-nous que les coups de canon qui ont été tirés dans les vallées de la Suisse, ne sont peut-être que le prélude d'autres combats plus sérieux.

Tenons-nous prêts. Si cette épreuve nous est destinée, nous la surmonterons avec l'aide des sentimens qui nous ont guidé au mois de novembre, à Fribourg, et sur les bords du Rhône, aidés de l'expérience que nous avons acquise, soutenus par la puissance de l'union fraternelle, et animés de la confiance modeste mais assurée que nous avons le droit d'avoir en nous-mêmes.

En ce jour-là, il n'y aura plus depuis le Jura aux Alpes, et des monts du Tyrol à ceux de la Savoie, ni troupes de la Diète, ni soldats du *Sonderbund*.

Il n'y aura qu'une armée suisse, assez forte, assez puissante pour garder l'honneur et l'indépendance du pays envers et contre tous.

Adieu, mes camarades, Dieu seul connaît ce que l'avenir nous prépare.

Quoi qu'il arrive, votre chef conservera de vous un éternel souvenir d'affection et de haute estime. Il s'occupera, soyez-en certains, à faire valoir vos titres à la reconnaissance du pays.

Accordez-lui la seule récompense qu'il ambitionne à la fin de sa carrière, une part dans votre estime

et votre amitié. Adoucissez par là les regrets qu'il éprouve en se séparant de vous et en signant ce dernier ordre du jour.

Quartier-général de Vevey, le 3 Janvier 1848.

Le Colonel fédéral commandant la première division de l'armée fédérale et les troupes d'occupation de Fribourg et du Valais,

LOUIS RILLIET.

E T A T

De l'Etat-major de la 1. Division de l'armée

NOMS. (*)	GRADE.
* Rilliet, Louis.	colonel fédéral
Veillon, Charles	" "
Deloës, Auguste	" cantonal
* Veillard, Adrien	lieut.-colonel fédéral
Barman, Maurice	" "
Duplessis, Louis	" "
* Bolle, Alexandre	" cantonal
* Warnery, Louis.	" "
Delarageaz, L.-H.	" fédéral
Monnier,	" cantonal
* Dudan, Jean-Louis	major
* Borel	major fédéral
* Wenger, Louis	" "
Burnand	" "
Batiaz, P.-M.-L.	capitaine fédéral
* Burnier, Fréd.	capitaine du génie
Joël, Louis.	" "
* Getaz, Charles	capitaine
Krieg, Georges	"
Warnery, Emanuel	"
* Koch, Auguste	"
Eberlé, Samuel	"
Dupont,	"
* Regivue, Auguste	"
* Pousaz, Samuel	"
* Engelhardt, J.-F.-A.	lieutenant fédéral
* Roy, Charles	" "
* Rilliet, Constant	lieutenant
Blanc-Mestral, Fritz	"
* Muller, Edouard	"

(*) Plusieurs officiers n'ont pas servi pendant toute la général. Les noms marqués d'un (*) ont servi jusqu'au licenciement de brigade et aux corps.

NOMINATIF

fédérale, du 22 Oct. 1847 au 3 Janvier 1848.

EN QUELLE QUALITÉ IL A SERVI.	LIEU D'ORIGINE
Commandant de la 1 ^{re} division	Genève.
Colonel attaché à l'État-major	Lausanne.
commandant de l'artillerie.	Aigle.
adjudant de la division	Aigle.
"	Bex.
major de place à Fribourg	Lausanne.
commissaire des guerres	Lausanne.
lieut.-col. attaché à l'état-major	Lausanne.
adjoint à l'état-major	Lausanne.
"	"
médecin de la division	Avenches.
commandant une brigade d'artillerie	Genève.
" " "	Lausanne.
" " "	Moudon.
adjudant.	"
commandant du génie (Fribourg)	Genève.
commandant du génie (Valais).	Morges.
commiss. des guerres adjoint	Lausanne.
" "	Lausanne.
" "	Morges.
" "	Rolle.
" "	Lausanne.
" "	"
adjudant	Morges.
major de place à Sion	Lausanne.
adjudant.	Morat.
adjudant.	St. Jean.
officier d'ordonnance	Genève.
commissaire des guerres	Avenches.
adjudant de M. Borel	Berne.

durée de la campagne, mais on a voulu présenter un tableau
ciement. La même observation s'applique aux États-majors

NOMS.	GRADE.
* Frefel, Conrad	sous-lieutenant
Boucherle, Felix	"
* Dufey, David	"
* Wenger, Georges	"
Ulmer, Michel	"
Frölicher, Joseph	secrétaire.
* Boucherle, Auguste	"
Gugginsberg, Gabriel	"
Foltz	"
Hartmann, Frédéric	"
* Moreillon, Gabriel	"
Hoffmann,	chef de musique

E T A T

De l'Etat-major de la 1. Brigade de la

NOMS.	GRADE.
Rusca, François	colonel fédéral
* A'Bondy, B. (*)	"
Michaud, Henri	lieut.-colonel cantonal
* Walther, David	capitaine fédéral
Veillon, François.	capitaine
* Grenier, Jules	"

(*) Est resté commandant des troupes d'occupation de

EN QUELLE QUALITÉ IL A SERVI.	LIEUD'ORIGINE
sous-lieutenant du génie	Neukirch.
adjudant de M. Déloës	Lausanne.
vétérinaire de la division	Paleysieux.
adjudant de M. Wenger	Lausanne.
commissaire des guerres adjoint	Lausanne.
secrétaire d'état-major fédéral	Fribourg.
" " "	Lausanne.
" " "	Lausanne.
secrétaire de M. Deloës	Vevey.
secrétaire d'état-major fédéral	Fribourg.
" " "	Bex.

NOMINATIF

1. Divis., du 27 Oct. 1847 au 3 Janvier 1848.

EN QUELLE QUALITÉ IL A SERVI.	LIEUD'ORIGINE
commandant de brigade	Lugano.
adjudant de brigade.	Vevey.
" "	Vevey.
secrétaire d'état-major fédéral.	Lausanne
	Vevey.

Fribourg après le licenciement de la division.

E T A T

de l'Etat-major de la 2. brigade de la

NOMS.	GRADE.
Kurz, Albrecht	colonel fédéral
Amstutz, Jean	lieutenant fédéral
Imobersteg, Jacob	1er sous-lieutenant féd.
Hofstetter, Gustave	1er lieutenant cantonal
Kaupert, Eugène	
Wenger, Gottlieb	secrét. d'ét.-maj. fédéral

(*) Est resté commandant des troupes d'occupation dans

La brigade suivante avait compté comme deuxième dans la deuxième division.

Bourgeois-Doxat	colonel fédéral
Veret, Jaques	major, act. lieut.-col. féd.
Dutoit, Jules	major fédéral
Gallanvat, Frédéric	capitaine
Penserot, Charles	

NOMINATIF

1. divis., dès le 16 Nov. 1847 au 5 Janv. 1848.

EN QUELLE QUALITÉ IL A SERVI.	LIEU D'ORIGINE
commandant de brigade	Berne.
adjudant	"
adjudant	"
officier d'ordonnance	"
secrétaire	Morges. Berne.

le Valais après le licenciement de la division.

brigade jusqu'au 21 Novembre, jour de son passage

commandant de brigade
adjudant de brigade
adjudant
adjudant
secrétaire d'état-major

Vaud.
Vaud.
Moudon.
Roveraz.
Moudon.

E T A T

de l'Etat-major de la 3. brigade de la

NOMS.	GRADE.
* Veillon, Frédéric	colonel fédéral
* Borgeaud, Constant	capitaine de génie
* Henri, Georges	capitaine
* Kaupert, Eugène	lieutenant
* Chappuis, Louis	

E T A T

de l'Etat-major de la 4. brigade de la

NOMS.	GRADE.
Nicollier, Louis	colonel cantonal
Warnery, Louis	lieut.-colonel
Cherix, Edouard	" "
Besson	" "
Pittet, Louis	major
Favre	major
Mandrin, Samuel	capitaine
Gerster, Rodolphe	"
Joël, Louis	"
Pousaz	"
Ruffenacht, Dan.	
Moreillon, Gabriel	
Perret, Henri	

NOMINATIF

1. division, du 24 Oct. 1847 au 3 Janvier 1848.

EN QUELLE QUALITÉ IL A SERVI.	LIEU D'ORIGINE
commandant de brigade	Lausanne.
premier adjudant de brigade	Lausanne.
second adjudant de brigade	Martigny.
troisième adjudant de brigade	Morges.
secrétaire d'état-major	Lausanne.

NOMINATIF

1. division, du 25 Octobre au 2 Décembre 1847.

EN QUELLE QUALITÉ IL A SERVI.	LIEU D'ORIGINE
commandant de brigade	Vevey.
attaché à l'état-major	Lausanne.
commandant de demi-brigade	Bex.
adjudant de M. Besson	Chapelle.
adjudant de brigade	Morges.
commandant de génie	Nyon.
adjudant de M. Cherix	Aigle.
secrétaire d'état-major fédéral	Vevey.
fourrier d'état-major	Lausanne.
	Vevey.
	Bex.
	Aigle.

ETAT

*des bataillons et des corps qui ont fait partie
de la première division.*

BATAILLONS D'ÉLITE.

Monachon, de Vaud.	* Bolens, de Vaud.
* Chausson, id.	* Reymond, de Genève.
* Chappuis, id.	* Veillard, de Genève.
* Reymond, id.	* Ganguillet, de Berne.
* Audemars, id.	* Belliger, d'Argovie.
* Grandjean, id.	* Kehrwand, de Vaud.

BATAILLONS DE RÉSERVE.

* Visinand, de Vaud.	* Thury, de Vaud.
* Vincent, id.	* Peter, id.
* Roud, id.	* Soutter-Bron, id.
* Briod, id.	* Chablaix, id.
* Deglon, id.	* Pachoud, id.
* Coeytaux, id.	* Bonnard, id.
* Wenger, id.	* Muret, id.

CARABINIERS.

* Jaquiéry, de Vaud.	* Delarageaz, de Vaud.
* Moreillon, id.	* Bornand, id.
Chevalley, id.	* Bertholet, id.
Eytel, id.	* Chamot, id.
* Jeanin, id.	* Isler, d'Argovie,
* Recordon, id.	* Greyerz, de Berne,

(*) Plusieurs corps ont continué à être en service après le trois janvier, époque du licenciement de l'Etat-major de la 1. division.

ARTILLERIE.

Gautier, de Vaud. * Müller, de Vaud.
* Creux, id. Grenier, id.
Pavid, id. * Empeytaz, de Genève.
* Rogivue, id. * Juat, c. de Paré.
* Haubenreisser, id.

9-Batteries.

CAVALERIE.

Juat, de Vaud. Quinglet, de Vaud.
Delarottaz, id. Dupasquier, id.

SAPEURS DU GÉNIE.

Dürr, de Vaud. Guex, de Vaud.

VALAISANS.

Commandant: Dufour.

VOLONTAIRES.

9 compagnies de volontaires dans le district d'Aigle.

4 compagnies de volontaires, au district de Vevey.

Il faut ajouter les compagnies de volontaires du district de Payerne, et le beau corps des volontaires de Lausanne.

*La plus grande force de la 1^{re} Division
a été de 19-500 hommes.*

ETAT
DES MORTS ET DES BLESSÉS
AU COMBAT DU 13 NOVEMBRE.

Troupes fédérales, Division Rilliet, No. 1.

BATTERIE DE 6. HAUBENREISSER. No. 4.

1. Moret, Auguste, caporal. Tué par un boulet.
2. Vincent, Jean-Frédéric, canonnier. Bras em-
porté par le même boulet.
3. Savary, Louis, canonnier, id.

BATAILLON BOLLENS No. 3.

***Etat nominatif des hommes du bataillon qui ont été
tués et blessés le 13 Novembre 1847.***

MORTS.

Compagnie Cuhat, No. 1.

- | | | |
|-------------------------------|---------|-----|
| 1. Daniel Dupuis, sergent, | mort le | 13. |
| 2. HenriHenrioud, caporal | " | " |
| 3. Marc-Henri Chenuz, soldat, | " | 16. |

Compagnie Jaccard, No. 2.

- | | | |
|-------------------------------|---|-----|
| 4. Buenzoz, François, soldat, | " | 16. |
|-------------------------------|---|-----|

Compagnie Narbel, No. 3.

- | | | |
|-----------------------------------|---|---|
| 5. Bollet, Jean-François, soldat, | " | " |
|-----------------------------------|---|---|

BLESSÉS.

Compagnie de grenadiers, capitaine Rossy.

1. Aubert, Henri, fourrier,
2. Guex, Louis, soldat.
3. Müllener, Alexandre, soldat.
4. Bastardo, Henri, id.

5. Gruaz, Charles, id.
6. Pointet, Jules, id.
7. Chanson, Louis, id.

Mousquetaires, no. 1, capitaine Cuhat.

8. Bonzon, Henri-Louis, soldat.
9. Grivel, David, id.
10. Zwahlen, Henri, id.
11. Bonzon, Marc-David, id.
12. Mange, François, id.
13. Beday, Jean-François, id.
14. Curchod, Marc, id.
15. Breissant, Jean-Samuel, id.
16. Monnet, Louis-Rodolphe, id.
17. Ansermier, François, id.

Mousquetaires, No. 2, capitaine Jaccard.

18. Pillard, Jean-Pierre, sergent.
19. Dey, Louis-Benjamin, caporal.
20. Banderet, Frédéric, id.
21. Egly, Louis, soldat.
22. Jeanmonod, François-Auguste, id.
23. Jaccard, Jules-Auguste, id.
24. Margot, Samuel, id.
25. Deriaz, Abram, François, id.
26. Deley, Henri, id.
27. Cavin, Jean-Pierre; id.
28. Junod, ami, id.
29. Martinet, Jaques-Louis, id.
30. Duvoisin, Jean-Etienne, id.
31. Frétaz, Ferdinand, id.
32. Simon, Henri, id.
33. Favre, François, id.

(On ignore ce que les deux derniers hommes sont devenus depuis le 13, n'ayant pas répondu aux appels.)

Mousquetaires, No. 3, capitaine Rochat.

34. Wehrly, Henri, premier sous-lieutenant.
35. Bourgeois, Samuel, soldat.
36. Golay, Henri-Constant, id.
37. Jaquet, Henri, id.
38. Benoit, Louis, id.

Mousquetaires, No. 4, capitaine Narbel.

39. Lenoir, Louis, soldat.
40. Descombaz, Louis-François, id.
41. Henrioud, Louis, id.

Chasseurs, capitaine Chablaix.

42. Barbey, soldat.
43. Anex, Louis, id.
44. Pilet, id.

COMPAGNIE DE CARABINIERS, No. 4.

Capitaine Eytel.

MORTS.

1. Daxelhofer, Jules, soldat.
2. Delamuraz, Jean-Henri-Louis, soldat.

BLESSÉS.

1. Pittet, Marc, caporal.
 2. Zimmermann, Henri, caporal.
 3. Genevay, Abram, soldat.
 4. Tripod, J.-Marc, id.
 5. Monthoux, Charles, id.
 6. Blanche, Auguste, id.
 7. Guichard, Jean-Charles, id.
-

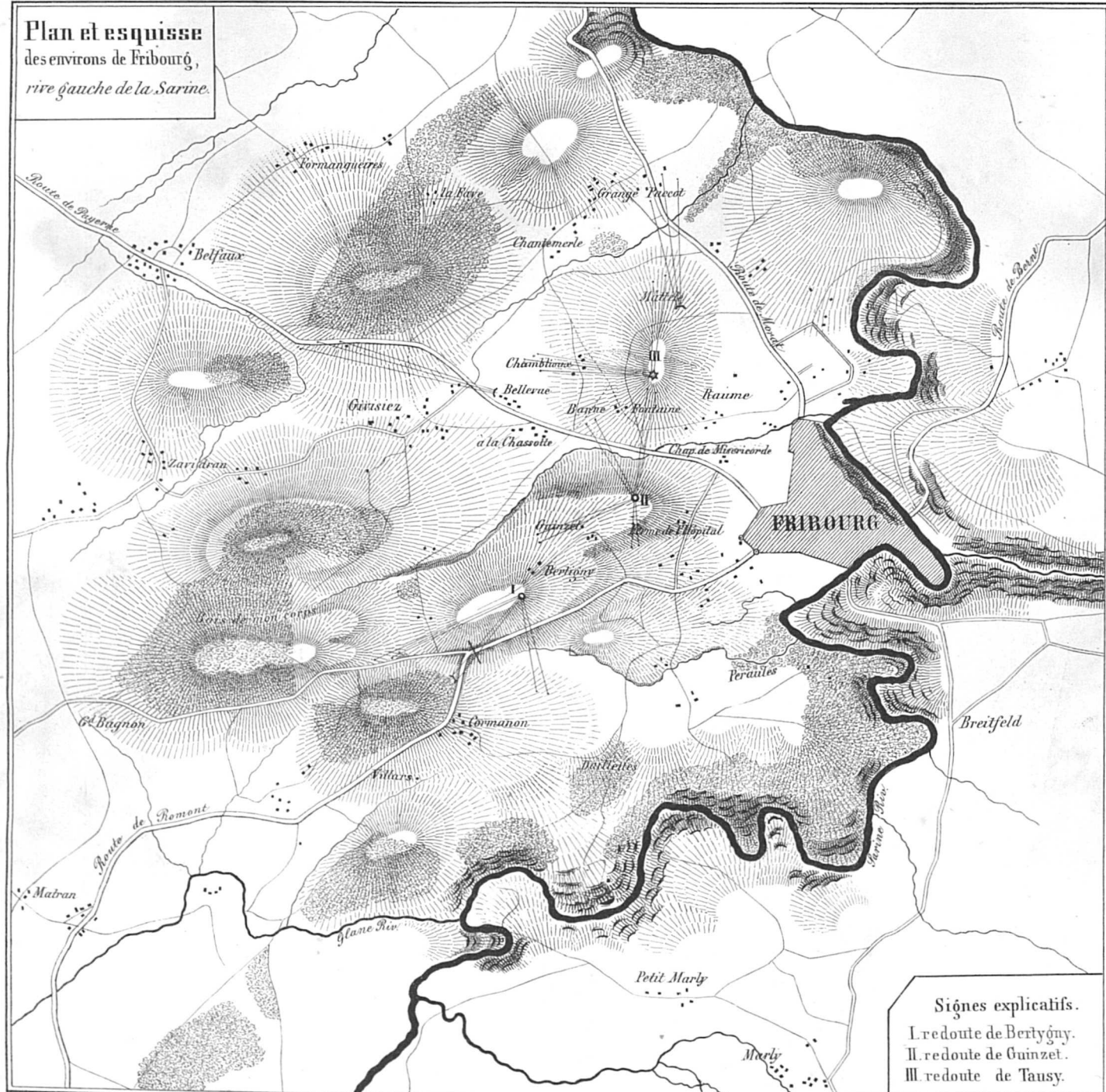
TABLE DES MATIÈRES.

	page
Avant-propos.	1
Fribourg, Valais et la première division	59
Seconde partie, Valais	111
Note du général Lecourbe	115
Observations sur les diverses armes et les services ad- ministratifs	115
Première classe. Combattants	116
Génie	118
Artillerie	124
Cavalerie	126
Carabiniers	128
Infanterie	134
Etat-Major	140
Seconde classe, non-combattant, commissariat	
Pièces annexes.	
Nro. 1. Lettre du chef d'Etat-major-général du 24 octobre 1847 (position de la première division)	148
Nro. 2. Lettre du même, même date (composition de la division)	149
Nro. 3. Lettre du Commandant en chef du 27 octobre (formation de la 4. brigade)	152
Nro. 4. Lettre du colonel Rilliet à M. le général Dufour du 29 octobre 1847 (affaire de Neuchâtel)	152
Nro. 5. Lettre du même à M. le général Dufour (ren- seignemens sur la frontière du Valais), du 1er novembre 1847	154
Nro. 6. Lettre du commandant en chef (mise à dispo- sition des réserves), 2 novembre 1847.	156
Nro. 7. Lettre de M. Rilliet à M. le colonel Bourgeois (occupation de Surpierre) 6 novembre 1847	157
Nro. 8. Lettre de M. Rilliet à M. le colonel F. Veillon (occupation d'Estavayer) 7 novembre 1847.	159
Nro. 9. Ordre de route (de M. Rilliet)	162
Nro. 10. Ordre de marche (mercredi 10). Première brigade	165
Nro. 11. Ordre pour le 11 et le 12 novembre. Première brigade	167
Nro. 12. Du 9 novembre, ordre de marche pour la 2. brigade	168
Nro. 13. Du 10 novembre, ordre de marche pour la 3. brigade	170
Nro. 14. Consigne pour les dépôts de vivres	171
Nro. 15. Ordre de jour pour la première division, du 12 novembre	172
Nro. 16. Du 13 au 14 novembre, lettre du colonel Ril- liet au colonel A'Bundi (mouvement à opérer)	173
Nro. 17. Lettre du commandant en chef à M. Rilliet (sur le combat de Cormanon) du 15 novembre.	174
Nro. 18. Règlement du service des troupes dans le can- ton de Fribourg, du 15 novembre	175

ERRATA.

- V (Avant-propos) lig. 25 au lieu de *d'autres*, lisez *d'autre*.
 VII ligne 22, après *lorsque*, mettez *c'est*.
 VII ligne 27, au lieu de *s'en défendre*, lisez *se défendre*.
 4 ligne 12, au lieu de *j'y joignais*, lisez *j'y joignis*.
 4 ligne 15, au lieu de *je donnais*, lisez *je donnai*.
 5 ligne 25, au lieu de *acquérir*, lisez *requérir*.
 14 ligne 24, au lieu de *pris* lisez *prit*.
 21 » 4, au lieu de *soutient*, lisez *soutien*.
 25 » 2, au lieu de *arrière*, lisez *arrivée*.
 42 » 15, au lieu de *assurant* lisez *affirmant*.
 45 » 25, au lieu de *explications*, lisez *complications*.
 49 » 14, au lieu de *adressés*, lisez *adressé*.
 53 » 22, au lieu de *sauves-gardes* lisez *sauve-gardes*.
 54 » 20, au lieu de, *une compagnie*, lisez *deux compagnies*.
 63 » 22, au lieu de *fatigué* lisez *fatigués*.
 64 » 29, au lieu de *9 novembre* lisez *le 19 novembre*.
 70 » 28, au lieu de *l'artillerie*, forte de quatre batteries,
 dont une de gros calibre sous les ordres de M. le
 Major Borel et une du calibre de quatre, etc. lisez
 l'artillerie, sous les ordres de Monsieur le major
 Borel, était forte de quatre batteries, dont une de
 gros calibre et une du calibre de quatre, etc.
 75 » 26, au lieu de ou lisez *là*.
 76 » 25, au lieu de *de* lisez *des*.
 82 » 15, au lieu de *l'ultramontanisme de la réaction po-*
 litique, lisez *l'ultramontanisme et la réaction*
 politique.
 85 » 11, au lieu de *je leur dit* lisez *je leur dis*.
 97 » 15, au lieu de *dans une étendue de 10 lieues*, lisez
 après une étendue de 10 lieues.
 105 » 8, au lieu de *M. F. Veillon*, etc., lisez : *Monsieur*
 Veillon commandait les cinq dixains supérieurs
 et résidait à Brigue.
 # 107 » 19, au lieu de *Nassenen* lisez *Nüffenen*.
 112 » 4, au lieu de ou *Haut-Valais*, lisez *de Conches*.
 # 116 » 7, au lieu de *17,500* lisez *19,500*.
 132 » 13, au lieu de *leurs*, lisez *leur*.
 141 » 24, au lieu de *j'ai dit*, lisez *je l'ai dit*.
 154 » 3, annexe no. 5, au lieu de *aller voir* lisez *voir*.
 156 » 21, au lieu de *Maurice de Kalbermatten*, lisez *de*
 Kalbermatten.
 160 » 24, au lieu de *à des ordres*, lisez *à vos ordres*.
 164 » 4, au lieu de *les repos et halles*, lisez *les repos et*
 les halles.
 175 » 5, annexe 18, au lieu de *par suite du 14 court*, lisez
 par suite de l'ordre du 14 courant.
 175 » 7, même annexe, au lieu de *les corps de contingent*
 lisez *les corps de troupe*.
 176 » 29, au lieu de *verbaux et écrits*, lisez *verbaux ou écrits*.

Plan et esquisse
des environs de Fribourg,
rive gauche de la Sarine.



Signes explicatifs.
I. redoute de Bertygny.
II. redoute de Guinzel.
III. redoute de Tausy.

500 1000 2000 3000 Met.

Lithographie de F. Schulthess à Zurich.

#

#

